

Publication n° 3 de la collection JADEX



# Des Boers aux talibans : le changement de la perception canadienne de la guerre

Major Tod Strickland



---

**PUBLICATION N° 3 DE LA COLLECTION JADEX**

**DES BŒRS AUX TALIBANS :  
LE CHANGEMENT DE LA PERCEPTION  
CANADIENNE DE LA GUERRE**

Major Tod Strickland

mars 2011

---

© 2011 Ministère de la Défense nationale

Le présent ouvrage est protégé par droit d'auteur

IDDN — B-GL-900-J01/JP-003

Publication — bilingue inversée

Numéro de catalogue du gouvernement du Canada : D4-9/3-2011

ISBN — 978-1-100-53113-7

ISSN — 1915-2817

Version — anglaise électronique

Numéro de catalogue du gouvernement du Canada : D4-9/3-2011E-PDF

ISBN — 978-1-100-18259-9

ISSN — 1925-668X

Version — française électronique

Numéro de catalogue du gouvernement du Canada : D4-9/3-2011F-PDF

ISBN — 978-1-100-96992-3

ISSN — 1925-6698

### **Collection des publications hors série de l'Armée de terre canadienne**

**Éditeur de la collection :** Major Andrew B. Godefroy, CD, Ph. D., plsc

Publications hors série produites pour l'Armée de terre canadienne par la Direction — Concepts et schémas de la Force terrestre. Ces publications servent à amorcer, à favoriser et à guider les discussions et les débats professionnels touchant les concepts, la doctrine, les capacités, les opérations modernes, l'histoire ainsi que d'autres sujets d'intérêt pour l'Armée de terre canadienne et les Forces canadiennes. De par leur nature, ces publications hors série ne se veulent pas des ouvrages définitifs; ils s'inscrivent plutôt dans un processus itératif visant à créer un ensemble de connaissances qui aidera au développement des capacités.

Nous vous invitons à faire parvenir vos commentaires sur la présente publication et sur la collection hors série à l'adresse suivante :

CEMAT détachement de Kingston (Concepts et schémas de la Force terrestre)  
Attn : DCSFT – rédacteur de la collection – Papiers JADEX de l'Armée  
canadienne  
C.P. 17000 succ. Forces  
BFC Kingston, Ontario  
K7K 7B4

---

## « JADEx »

### Le Général Jacques Alfred Dextraze



Ces articles occasionnels paraissent dans une collection appelée JADEx en l'honneur du légendaire Général Jacques Alfred Dextraze, CC, CMM, CBE, DSO, CD, LL.D. de l'Armée canadienne, que ses soldats appelaient affectueusement 'Mad Jimmy' et plus tard, simplement 'JADEx'. Né le 15 août 1919, Jacques Dextraze s'inscrit comme simple soldat dans l'Armée canadienne en 1940. Trente-sept ans plus tard, à la fin de sa carrière militaire, il détiendra le grade de général et occupera le poste de Chef de l'état-major de la Défense.

Jacques Dextraze a fait ses études au Collège Saint-Joseph de Berthierville (Qc) avant de devenir vendeur pour la Dominion Rubber Company. Durant la Seconde Guerre mondiale, plus précisément en juillet 1940, juste après la chute de la France, il quitte son emploi civil et s'inscrit comme simple soldat dans les Fusiliers Mont-Royal (Fus MR). Grâce aux qualités de leadership qu'il manifeste durant l'entraînement, il est promu sergent par intérim, mais sa première demande de commission d'officier, au début de 1941, est refusée par le régiment. Malgré cela, il continue d'afficher un leadership naturel et de démontrer une grande compétence, particulièrement dans la formation des autres soldats. Il reçoit éventuellement sa commission d'officier au début de 1942 et se porte volontaire pour le service outre-mer dès la fin de sa formation d'officier.

Le Lieutenant Dextraze arrive en Angleterre en août 1942, juste après le raid de Dieppe. Son unité ayant été décimée lors de cette attaque, c'est à lui et à d'autres nouveaux jeunes officiers subalternes qu'incombera la tâche de la reconstruire et de la préparer à retourner au combat. Débrouillard et dévoué, le jeune Dextraze se consacre corps et âme à cette tâche, montrant un grand leadership de tous les instants. Lorsqu'arrive le mois de juin 1944, Dextraze et les Fus MR sont prêts au combat.

Les Fus MR débarquent en France la première semaine de juillet au sein de la 6<sup>e</sup> Brigade d'infanterie canadienne, 2<sup>e</sup> Division d'infanterie du Canada. Ils sont immédiatement lancés dans l'action alors que la 1<sup>re</sup> Armée du Canada reçoit l'ordre d'attaquer et de détruire toutes les forces allemandes résistant encore en Normandie, et de prendre certaines positions en vue du combat d'exploitation qui va suivre.

Le 1<sup>er</sup> août 1944, le Major Dextraze commande la compagnie D lors de l'attaque exécutée pour prendre l'église de Saint-Martin de Fontenay. Cette église, utilisée

---

comme poste d'observation par l'ennemi, contrôlait tout le secteur et menaçait les opérations subséquentes de la 6<sup>e</sup> Brigade parce qu'elle dominait une colline qu'il fallait conquérir pour prendre le contrôle du front. À cette occasion, la cie D subit de lourdes pertes dues au feu des mitrailleuses et mortiers ennemis qui balayent les rues dégagées du village durant l'attaque. Réalisant qu'il est vital de maintenir l'élan de l'attaque, le Major Dextraze se précipite vers l'avant et, sans égard pour sa propre sécurité, mène personnellement l'assaut dans la cour de l'église, parmi les grenades, les tirs de fusils et les rafales de mitrailleuses de l'ennemi. Dans le violent combat corps à corps qui suit, le Major Dextraze « donne l'exemple », renverse l'ennemi et prend la position. La contre-attaque ennemie est immédiate, mais le Major Dextraze réorganise rapidement le reste de sa compagnie et repousse toutes les tentatives ennemies de reprendre la position. En reconnaissance du leadership personnel extraordinaire et de la bravoure dont il a fait preuve au combat, l'Armée lui décerne l'Ordre du service distingué (D.S.O.)<sup>1</sup>. C'est à cette occasion que ses hommes lui donne le surnom de « Mad Jimmy ».

En décembre 1944, le Major Dextraze est promu au grade de lieutenant-colonel et nommé commandant de son régiment. Il commandera les Fus MR pendant tout le reste de la guerre et recevra une deuxième D.S.O. pour le leadership manifesté lors de la libération de la ville de Groningen (Hollande), le 15 avril 1945. La 6<sup>e</sup> Brigade d'infanterie canadienne avait reçu la mission d'expulser l'ennemi du centre de Groningen et les Fus MR avaient reçu l'ordre de dégager la moitié est de la ville. Un combat maison par maison allait être nécessaire, car l'ennemi était déterminé à tenir la position à tout prix.

Dans les premières phases de la bataille, les troupes de tête sont stoppées par des tirs de mitrailleuses lourdes venant de positions judicieusement placées. Le Lcol Dextraze s'aperçoit rapidement que s'il ne fait rien pour changer la situation, tout le plan risque d'échouer. Il se rend alors immédiatement à la compagnie de tête pour élaborer un plan en vue de dégager les positions de mitrailleuses et dirigera personnellement leur destruction finale. Lorsque le commandant de la compagnie sur le flanc droit se fait tuer, Dextraze se précipite à travers les tirs ennemis pour aller prendre la relève, réorganiser la compagnie et la conduire personnellement jusqu'à son objectif. Malgré l'intensité du tir ennemi, il expulsera les Allemands de leurs positions défensives et obligera la garnison à se rendre. Tout au long de cette action, le Lieutenant-colonel Dextraze a mené son bataillon à l'attaque et lorsque celui-ci était ralenti par l'ennemi, il était là pour aider et encourager ses hommes à atteindre leur objectif. Sa débrouillardise, son courage indomptable et son dévouement à sa tâche ont non seulement été une grande source d'inspiration pour ses hommes, mais ont joué un rôle déterminant dans la reddition finale de la garnison ennemie de Groningen et dans la réussite du plan divisionnaire<sup>2</sup>.

Le Lieutenant-colonel Dextraze commande son unité jusqu'à la reddition finale de l'Allemagne en 1945, puis se porte volontaire pour commander un bataillon de la division d'infanterie du Canada qui est en train d'être constituée pour aller servir dans le Pacifique. Le Japon se rend en août, avant que les unités canadiennes puissent se déployer et le Lcol Dextraze décide alors de prendre sa 'retraite' et de s'inscrire sur la liste générale des officiers de réserve, avant de retourner à la vie civile. Sa vie hors-uniforme ne sera cependant pas de longue durée, car dès 1950 il reprend le service actif à titre de commandant du 2<sup>e</sup> Bataillon, Royal 22<sup>e</sup> Régiment en Corée. Dextraze démontrera encore une fois sa ténacité et son leadership dans la défense de la colline 355; alors que son unité est encerclée par l'ennemi, il repousse toutes les attaques et refuse d'abandonner sa position. En 1952, le Lcol Dextraze est fait officier de l'Ordre de l'Empire britannique (OBE) en reconnaissance de son service.

---

De retour de Corée, Dextraze est brièvement affecté au Collège d'état-major de l'Armée, puis au Quartier-général de la région de l'Est de la Force terrestre. En 1954, il est promu au grade de colonel et nommé chef d'état-major du commandement du Québec à Montréal. Par la suite, il servira dans les écoles de combat de l'infanterie à Borden et à Valcartier, puis reviendra commander la région du Québec à titre de brigadier-général en 1962. Il ne restera cependant pas longtemps à ce poste, car dès l'année suivante il accepte le commandement du contingent canadien au Congo et le poste de chef d'état-major de l'Opération des Nations-Unies au Congo. Au début de 1964, il organise, coordonne et dirige une série de missions portant le nom de code 'JADDEX' pour sortir des non-combattants des zones de conflit dans le théâtre; ces actions lui vaudront une promotion au rang de commandeur de l'Ordre de l'Empire britannique, avec feuille de chêne pour bravoure devant l'ennemi<sup>3</sup>.

À son retour au Canada, Dextraze est nommé commandant de la 2<sup>e</sup> Brigade d'infanterie canadienne; c'est à partir de ce moment que son attache de signature traditionnelle 'JADDEX', qui apparaît sur toute sa correspondance officielle, devient son surnom. En 1966, il est à nouveau promu au grade de major-général et nommé au poste de commandant-adjoint du commandement de la Force mobile. En 1970, Dextraze est promu au grade de lieutenant-général et nommé chef du personnel au Quartier-général de la Défense nationale. Finalement, en 1972, le Lieutenant-général Jacques Alfred Dextraze est nommé Chef de l'état-major de la Défense avec le grade de général et fait commandeur de l'Ordre du mérite militaire. Il occupera ce poste jusqu'à sa retraite du service en 1977, près de quatre décennies après son enrôlement comme simple soldat dans l'infanterie. En reconnaissance de son service exceptionnel au sein des forces armées et pour son pays, il est fait membre de l'Ordre du Canada en 1978. Lorsque Jacques Alfred Dextraze s'est éteint paisiblement le 9 mai 1993, la nation a tristement salué le départ de l'un des plus exceptionnels et légendaires soldats de son histoire.



## Note

1. Recommandation d'attribution immédiate de la D.S.O. le 5 septembre 1944; recommandation approuvée par le Lieutenant-général H.D.G. Crerar, officier général commandant en chef par intérim de la 1<sup>re</sup> Armée canadienne, le 4 novembre 1944.
2. Recommandation d'attribution immédiate d'une barrette à la D.S.O. le 17 avril 1945; recommandation appuyée par le quartier-général de la 6<sup>e</sup> Brigade d'infanterie canadienne le 2 mai 1945 et acheminée le 30 mai 1945.
3. Fait commandeur de l'Ordre de l'Empire britannique (OBE) avec feuille de chêne pour bravoure devant l'ennemi, selon la Gazette du Canada du 3 octobre 1964 « Pour service au sein des forces des Nations-Unies au Congo » à titre de commandant du contingent canadien dans le cadre de l'Opération des Nations Unies au Congo (ONUC).

---

## **DIRECTION — CONCEPTS ET SCHÉMAS DE LA FORCE TERRESTRE**

La Direction — Concepts et schémas de la Force terrestre (DCSFT) a évolué de la Direction — Concepts stratégiques (Opérations terrestres) (1997–2006) dans le cadre de la transformation permanente de l'armée de terre et de la maturation du développement des capacités de la force terrestre. À titre d'organisme de recherche principal de l'Armée canadienne, la Direction a pour mission de conseiller le chef d'état-major de l'Armée de terre en matière de l'environnement de sécurité de l'avenir (ESA), des capacités qui seront nécessaires pour évoluer dans cet environnement et des concepts et technologies de remplacement pour atteindre ces capacités. La DCSFT constitue un point focal de l'Armée pour identifier, examiner et évaluer les facteurs et développements qui auront une incidence sur l'Armée de terre de demain (ATdD) et sur l'Armée de l'avenir (AdA) ou, en termes plus concrets, de 2016 et au-delà. Pour exécuter son mandat, la Direction examine une vaste gamme de questions comprenant les environnements mondial et national, les technologies en émergence et les facteurs humains, ainsi que les développements au sein des forces alliées et étrangères.

### **À PROPOS DE L'AUTEUR**

La présente étude a été rédigée par un stagiaire du Collège des Forces canadiennes pour satisfaire à l'une des exigences du cours. L'étude est un document qui se rapporte au cours et contient donc des faits et des opinions que seul l'auteur considère appropriés et convenables au sujet. Elle ne reflète pas nécessairement la politique ou l'opinion d'un organisme quelconque, y compris le gouvernement du Canada et le ministère de la Défense nationale du Canada. Il est défendu de diffuser, de citer ou de reproduire cette étude sans la permission expresse du ministère de la Défense nationale.

#### **Déni de responsabilité**

Les opinions exprimées dans le présent document sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement celles de l'Armée de terre canadienne, du ministère de la Défense nationale ou du gouvernement du Canada.

---

## RÉSUMÉ

Au cours des 100 dernières années, la perception canadienne du recours à la force et de l'exercice du pouvoir militaire pour appuyer l'atteinte des objectifs nationaux a subi un important changement.

La présente étude avance le fait que la plupart des Canadiens ne croient pas que le recours à la guerre doit servir à atteindre les objectifs de la politique étrangère, principalement à cause des changements démographiques et de l'absence de consensus sur les valeurs et intérêts nationaux. Pour appuyer ce point, le document fait appel à des études de cas, soit la Guerre des Boers et les opérations actuelles du Canada en Afghanistan, pour montrer le changement du contexte sociétal et politique au fil du temps, et ce, même si les opérations militaires d'alors et d'aujourd'hui partagent certaines similarités. À la suite des études de cas, les différences entre les deux situations sont examinées en détail. Le document porte une attention particulière à la façon dont la nature changeante de la société canadienne, la croyance au maintien de la paix en tant que rôle durable des Forces canadiennes (FC), l'antiaméricanisme, la confusion propre aux valeurs et intérêts nationaux ainsi que les médias ont tous influé sur la perception canadienne de la guerre. Enfin, l'étude se penche sur les répercussions prévisibles de ce changement d'attitude au sein de la population canadienne.

## CHAPITRE UN — INTRODUCTION

Au cours des 30 dernières années, l'évolution de la guerre a fait couler des flots d'encre. Des milliers de pages décrivent la présence et la transformation au fil du temps de ce phénomène profondément humain<sup>1</sup>. Pourtant, malgré toutes les opinions partagées à ce sujet, la nature fondamentale de la guerre reste la même : le recours à la violence pour imposer la volonté d'un pays à un autre. Selon les propos d'un commandant de bataillon d'infanterie récemment revenu d'Afghanistan, la guerre est synonyme de « friction, d'incertitude et de peur »<sup>2</sup>. C'est un fait établi. Les soldats du passé reconnaîtraient la guerre moderne pour ce qu'elle est en essence.

Bien évidemment, certains aspects de la guerre et du combat ont évolué. Nous sommes devenus plus efficaces en matière d'utilisation de la violence, celle-ci étant tantôt plus précise, tantôt plus large. Nous avons su exploiter la turbine à essence et le réacteur nucléaire pour alimenter nos machines modernes. Les microprocesseurs et les émetteurs-récepteurs ont permis aux commandants d'orienter leurs soldats avec une efficacité presque inimaginable il y a un siècle. Nous avons tenté de codifier les moyens utilisés, les fins qui justifient l'enclenchement de la guerre ainsi que la protection des gens pris dans la tourmente. Toutefois, fondamentalement, la guerre demeure la même, le seul élément de changement étant la mentalité des gens à son égard.

George Stanley a su broser un portrait près de la réalité dans son ouvrage sur l'histoire des forces militaires canadiennes, peu de temps après la fin de la Seconde Guerre mondiale. Intitulé *Canada's Soldiers: The Military History of an Unmilitary People*<sup>3</sup>, l'ouvrage porte sur un sujet qui, selon de

---

nombreuses personnes, constitue un élément essentiel du caractère national (si une telle chose existe). Toutefois, à l'époque où s'installait la guerre froide, le fait de qualifier la population canadienne de « non militaire » était plutôt simpliste.

À cette époque, le Canada s'était montré capable d'exploits martiaux, ayant pris part aux deux guerres mondiales et à la guerre de Corée. Bien que George Stanley ait fait réagir les gens avec son titre, il a raté la cible. Hier comme aujourd'hui, la mentalité des Canadiens vis-à-vis la guerre est éternellement changeante. Qu'il s'agisse de défendre nos intérêts ou de faire valoir nos valeurs, le contexte dans lequel nous déployons nos soldats est dynamique. Ce dynamisme est toujours présent.

Il existe de nombreux parallèles entre la participation du Canada à la Guerre des Boers au début du XX<sup>e</sup> siècle et les opérations canadiennes menées contre les talibans en ce début du XXI<sup>e</sup> siècle. Peu de gens oseraient affirmer, toutefois, que le monde dans lequel on envoya les premiers contingents à l'étranger sous le commandement de la Grande-Bretagne est le même que celui dans lequel nous vivons actuellement. En lieu et place de l'Empire britannique, nous exploitons maintenant les forces militaires pour appuyer des coalitions formées à partir d'alliances militaires issues de la guerre froide ou des résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU<sup>4</sup>.

Les différences des deux situations, le contexte national au moment où les militaires canadiens participent à la guerre et la mentalité des citoyens vis-à-vis les conflits, voilà ce qui est important. La présente étude a pour but de montrer que la plupart des Canadiens ne croient pas que le recours à la guerre doit servir à atteindre les objectifs de la politique étrangère, principalement à cause des changements démographiques et de l'absence de consensus sur les valeurs et intérêts nationaux. La perception de la guerre au sein de la population canadienne a changé au cours de la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle, bien que les tâches assignées aux militaires modernes soient remarquablement similaires à celles accomplies par les soldats il y a 100 ans. Il est important que les autorités politiques et militaires reconnaissent ce changement en raison des conséquences inhérentes à cette nouvelle mentalité.

Pour appuyer ce point, les chapitres qui suivent portent sur deux études de cas, soit la Guerre des Boers et les déploiements canadiens actuels en Afghanistan. En tant que premier envoi de contingents nationaux organisés à l'étranger, la Guerre des Boers est un excellent point de départ pour étudier le changement de mentalité au sein de la population canadienne. Avant cette guerre, les Canadiens n'avaient pris part au combat à l'étranger qu'en tant qu'individus au sein des forces armées de l'Empire britannique (et d'autres pays). Au début des hostilités en Afrique du Sud, le Canada déploya ses premiers contingents outremer pour appuyer un de ses pays fondateurs. Il est facile de démontrer comment ce geste influa sur le pays et sur la mentalité canadienne vis-à-vis le conflit.

Le fait que ces deux conflits soient similaires en de nombreux points facilite l'analyse de l'évolution des mentalités. Il suffit d'examiner les tâches similaires assignées aux contingents dans les deux conflits, telles que les opérations de

---

contre-guérilla, puis de comparer les rapports des deux époques pour découvrir la valeur intrinsèque d'un tel exercice. De plus, dans aucun de ces cas, la nécessité de se rendre à l'étranger ne reposait sur un conflit ou une cause d'ordre mondial. En 1899, les soldats partirent pour l'Afrique du Sud pour appuyer des objectifs impérialistes, peut-être même démocratiques, à la demande de la Grande-Bretagne. En 2001, les FC déployèrent des militaires pour aider les États-Unis en Afghanistan, un mandat de l'ONU offrant une sanction juridique. Dans les deux cas, la participation du Canada n'était pas une *obligation*, mais un choix<sup>5</sup>.

L'examen du contexte dans lequel la décision fut prise permet d'étudier de près les priorités ainsi que la réaction de la population canadienne dans les deux cas. Cela permet de mieux saisir le changement de mentalité. Cette analyse fait également preuve d'une certaine symétrie : les études de cas portant d'une part sur les premières et d'autre part sur les plus récentes opérations menées à l'étranger.

Chaque étude de cas se penche sur des détails donnés pertinents. Pour commencer, l'examen présente les contextes politique et culturel en vigueur au moment du déploiement des troupes canadiennes à l'étranger ainsi que la façon dont s'est prise la décision. Une fois que le contexte est établi, l'étude se penche sur les contributions faites en cernant les forces choisies par le gouvernement canadien pour le déploiement. On passe ensuite en revue les missions à l'étranger ainsi que les tâches particulières assignées aux militaires. Cette partie démontrera certaines similarités entre les deux conflits et confirmera le fait que la nature fondamentale de la guerre n'a pas changé. Enfin, chaque étude de cas fera état des répercussions des déploiements sur les forces militaires et sur la population en général.

Une présentation détaillée de la perception canadienne moderne de la guerre suivra les études de cas. Celle-ci touchera divers aspects : la nature de la société canadienne, la croyance au maintien de la paix, l'antiaméricanisme, la confusion quant aux valeurs et aux intérêts nationaux ainsi que l'omniprésence des médias. La nature fragmentée de la société canadienne ainsi que son incapacité de déterminer avec précision ce qu'elle juge important sont des éléments essentiels à l'examen du changement de mentalité des Canadiens vis-à-vis le recours aux forces militaires.

À la toute fin, l'étude examinera les répercussions du changement continu de la mentalité des Canadiens vis-à-vis la guerre et l'utilisation de la force pour atteindre les objectifs nationaux. Cette partie traitera des répercussions politiques, militaires et sociétales. Plus particulièrement, l'examen montrera comment la combinaison des médias de masse modernes et du multiculturalisme fait en sorte que le gouvernement canadien et ses forces militaires ont peu de chances de jouir d'un appui populaire en ce qui concerne les « petites guerres »<sup>6</sup>. Ensuite, l'étude abordera la nécessité d'exprimer précisément les intérêts nationaux et de promouvoir des valeurs nationales largement acceptées. Ce dernier point est essentiel : à moins que les Canadiens saisissent davantage la nature des valeurs et intérêts nationaux, tout discours gouvernemental faisant appel à ces éléments pour susciter l'appui populaire risque de tomber dans l'oreille d'un sourd.

---

Que la population canadienne soit militaire ou non, à long terme, ce qui importe est de déterminer la direction empruntée par la société. Il semble que les citoyens soient de moins en moins prêts à accepter le recours à la force pour l'atteinte des objectifs nationaux. L'ironie de cette situation est remarquable. Tandis que nos dirigeants endossent la « responsabilité de protéger » et sont prêts à intervenir lorsque les droits humains sont menacés, la population canadienne refuse d'appuyer pleinement les interventions militaires<sup>7</sup>. Les conséquences de cette dichotomie influenceront sur la nature même de la nation future.

## CHAPITRE DEUX — LE CANADA ET LA GUERRE DES BŒRS

Au début du XX<sup>e</sup> siècle, le Canada était un jeune dominion. Du point de vue politique, social et même géographique, le pays était très différent de ce qu'il est actuellement. Le but du présent chapitre est d'examiner la nation à l'époque du déploiement de ses soldats en Afrique du Sud pour appuyer les Britanniques, d'étudier comment cette décision a été prise et de décrire brièvement les actions sur le terrain. Cet exercice démontrera que le Canada, en tant que pays, était promilitaire et appuyait, de façon générale, le recours à la guerre pour atteindre un objectif politique<sup>8</sup>. L'étude se concentrera davantage sur le contexte social de l'époque que sur les actions tactiques des soldats canadiens. Cet examen servira de référence afin d'évaluer le degré de changement de la mentalité des Canadiens vis-à-vis la guerre.

### Le contexte national — 1899

Le contexte est essentiel à la compréhension de la mentalité canadienne de l'époque. En 1899, encore dans son adolescence, le Canada n'était une entité nationale que depuis seulement une trentaine d'années. La population comptait environ cinq millions d'âmes<sup>9</sup>, la majorité étant de descendance britannique. La société et la culture étaient hautement influées par la Grande-Bretagne, à l'exception des 1,7 million de Canadiens de descendance française<sup>10</sup>. Au cours des 25 années qui suivirent la Confédération, la plupart des personnes ayant immigré au Canada étaient britanniques<sup>11</sup>. Sur le plan culturel, les questions concernant la langue et les droits linguistiques demeuraient sans réponse, car le pays ne jouissait pas encore d'une politique bilingue ni de croyances ou de perspectives multiculturelles. Selon les propos de J.L. Granatstein et David Bercuson, la société canadienne n'était pas particulièrement tolérante<sup>12</sup>. L'historien Desmond Morton affirme qu'au début du siècle le Canada affichait une perspective promilitaire et ajoute même que « la mentalité militariste s'exprimait avec une véhémence exceptionnelle »<sup>13</sup>.

En 1899, les croyances religieuses étaient un important élément de la culture nationale<sup>14</sup>. Le pays était majoritairement protestant; les Irlandais et les Canadiens français composaient le bassin qui adhérait au catholicisme, soit environ 20 p. 100 de la population<sup>15</sup>. Les Canadiens ne traitaient pas la religion à la légère. Comme le note Robert Page : « Pour la plupart des Canadiens, la religion était l'ingrédient essentiel de la société en cette fin du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>16</sup>. »

De façon générale, on estimait que l'impérialisme était positif. De grands segments de la population jugeaient que l'étendue de l'Empire britannique et l'importance grandissante du Canada au sein de ce territoire étaient entièrement

acceptables et même nécessaires. Le timbre de Noël lancé par le ministre des Postes William Mulock en 1898 offre une preuve visuelle de l'importance qu'avait l'Empire pour de nombreux Canadiens<sup>17</sup>. Il fait valoir la position de l'Empire dans le monde au moyen de la phrase « *We hold a vaster empire than has been* » (Un empire plus grand que jamais) et de la carte où tous les éléments de l'Empire britannique sont colorés en rouge. Le fait que le Canada présente la plus grande portion en rouge et occupe une place prépondérante sur le timbre est catégorique.



Figure 2.1 : Timbre canadien de Noël de 1898<sup>18</sup>

Les politiciens fédéraux étaient tout à fait conscients de la primauté donnée à l'impérialisme par la majorité des électeurs canadiens. Selon l'érudit Carl Berger, « les bons politiciens, tels que Sir Wilfrid Laurier, n'avaient pas le vilain défaut [...] de sous-estimer la puissance de l'impérialisme au sein du Canada anglais »<sup>19</sup>. Cette réalité est apparente dans le discours de l'auteur canadien W. Wilfred Campbell prononcé peu de temps après la Guerre des Boers à un rassemblement de l'Empire Club du Canada :

« Le christianisme a le devoir d'assurer la solidité et la durabilité d'une grande force morale telle que l'Empire britannique. Nous avons le devoir [...] de mettre en œuvre et d'utiliser tous les moyens pratiques possibles [...]. L'impérialisme actuel est plus qu'un simple chauvinisme britannique autosatisfaisant ou un désir d'imiter les splendeurs de la Rome antique [...], le véritable impérialisme, comme on le connaît aujourd'hui, est plus qu'une opinion : c'est une force vitale, une espèce de phase nécessaire dans l'évolution humaine. Plutôt que de nuire à la vie des nations qui le composent, il constitue le meilleur moyen de stimuler ces dernières<sup>20</sup>. »

---

Le syntagme « tous les moyens pratiques possibles » mérite qu'on s'y attarde : W. Wilfred Campbell parlait du recours aux forces militaires pour parvenir aux fins souhaitées.

Sur le plan politique et militaire, le pays poursuivait son évolution. En 1896, on assista à l'élection du premier premier ministre catholique et francophone du Canada, Wilfrid Laurier<sup>21</sup>. À la suite de l'élection, dans un geste inspiré, il nomma Frederick Borden au poste de ministre de la Milice et de la Défense<sup>22</sup>. La milice comme telle était dirigée par un officier britannique nommé par le gouvernement impérial au poste d'officier général commandant (OGC) de la Milice du Canada.

La milice était un des deux seuls éléments canadiens qui formaient le récent organisme de sécurité du pays, l'autre étant la Police à cheval du Nord-Ouest<sup>23</sup>. Divisée en forces permanente et non permanente, la milice comprenait des troupes britanniques régulières installées aux forts de Halifax et de Victoria. Les politiques de défense et la perception des enjeux de sécurité nationale étaient encore à l'état embryonnaire. Selon l'érudit Brian Reid : « Les Canadiens fondèrent leur politique de défense sur le favoritisme politique, sur la parcimonie ainsi que sur le dogme voulant que les pionniers canadiens, et non les troupes britanniques régulières, aient gagné la guerre de 1812<sup>24</sup>. » L'exploit de la milice au cours de la rébellion de Riel, soit sa victoire sur le métis et ses partisans sans l'aide d'une grande armée permanente, sembla prouver la quasi-suffisance des ressources.

Différents OGC tentèrent d'améliorer la situation, notamment le Colonel Ivor Herbert. Au début des années 1890, il mit en place une série de réformes vouées à la professionnalisation et au renouvellement de la force permanente. Ces réformes comprenaient « l'enrégimentation » des éléments prodiguant l'instruction dans les écoles canadiennes d'infanterie, d'artillerie et de cavalerie<sup>25</sup>. La logique de l'homme était simple et directe. Si l'on voulait améliorer les éléments non permanents de la milice, des professionnels devaient assurer leur apprentissage. Si l'on n'assurait pas la professionnalisation des éléments permanents, ceux-ci ne pourraient jamais donner l'exemple aux autres éléments de la milice. Ces réformes entraînaient la création du Royal Canadian Dragoons, de l'Artillerie royale canadienne et du Royal Canadian Regiment of Infantry.

Au printemps 1899, les médias commencèrent à parler des événements qui se déroulaient en Afrique du Sud. Les causes de la guerre peuvent se résumer en un conflit de pouvoirs relativement à la mainmise sur les ressources minérales et naturelles entre les républiques de Boërs et la Grande-Bretagne<sup>26</sup>. À l'arrivée de l'été, l'antagonisme atteignit le point culminant et les Britanniques commencèrent à demander un appui, la guerre semblant inévitable.

En juillet, les Britanniques voulaient une « offre spontanée de soldats » de la part du Canada<sup>27</sup>. Le 31 juillet, soit peu de temps avant les vacances parlementaires estivales, le premier ministre proposa plutôt un ordre du jour en trois parties à la Chambre des communes, confirmant l'appui canadien à l'endroit de la cause britannique<sup>28</sup>. À l'insu du premier ministre et de son ministre de la Milice et de la Défense, le Gouverneur général, Lord Minto, et l'OGC, le Major-général Edward Hutton, avaient commencé à élaborer un plan pour le

---

déploiement de 1200 Canadiens en Afrique du Sud<sup>29</sup>. À cette époque, la guerre commençait à occuper « une place centrale dans les discours privés et publics », les Canadiens tentant de déterminer leurs actions<sup>30</sup>.

### Des opinions, une décision et les intérêts

Le gouvernement libéral devait trancher : contribuer ou non aux forces militaires dans une guerre menée dans un pays éloigné qui n'était qu'un petit point sur la carte pour de nombreux Canadiens. Tous les lecteurs de journaux savaient que la guerre était imminente et qu'une décision devait être prise<sup>31</sup>.

Le 3 octobre, l'office des colonies envoya un télégramme qui remerciait le Canada pour sa généreuse offre de soldats et dont la presse s'empara rapidement<sup>32</sup>. Surpris, le premier ministre Laurier annonça qu'aucun plan existant ne prévoyait l'envoi de Canadiens en Afrique du Sud<sup>33</sup>. Le jour même, le plan de l'OGC parut dans la *Gazette militaire canadienne*<sup>34</sup>. La manipulation politique n'est évidemment pas seulement un phénomène moderne.

Le jour suivant, *The Globe* annonça : « Mauvais augure en Afrique du Sud<sup>35</sup>. » Le même jour, le journal concurrent, *The Evening Star*, affirmait : « L'enthousiasme lié au contingent canadien est si grand que le gouvernement doit s'en remettre au vœu de la population. À Toronto, on parle de tenir une réunion publique pour faire pression sur le gouvernement au sujet de la nécessité d'envoyer un corps d'armée canadien en Afrique du Sud<sup>36</sup>. »

Selon Carman Miller, la question de la participation était « un sujet de débat intense et acrimonieux qui semblait diviser le pays en deux le long de la ligne de faille linguistique »<sup>37</sup>. La population canadienne anglophone appuyait fortement l'idée de participer à la guerre pour soutenir l'Empire britannique<sup>38</sup>, tandis que les Canadiens français s'opposaient presque tous à l'envoi de soldats, l'idée de prendre part à la guerre étant « hautement impopulaire au Québec »<sup>39</sup>. À proprement parler, « une très grande majorité des Canadiens francophones rejetaient l'engagement militaire du pays »<sup>40</sup>. Ce manque d'appui existait, du moins en partie, car de nombreux Canadiens français « s'identifiaient aux Bœrs [...] une minorité tentant de protéger leur identité nationale contre les influences corrosives d'une culture étrangère »<sup>41</sup>.

Au sein de la population anglophone du Canada, l'opinion n'était pas aussi tranchée que celle du Québec, l'appui allant de modéré à extrême. Selon Carman Miller, dans le centre du Canada « le parti proguerre était composé d'une coalition hétéroclite de progressistes, de nationalistes, de pragmatiques et de politiciens partisans — des groupes aux tendances plutôt impérialistes »<sup>42</sup>. De plus, les ecclésiastiques protestants appuyaient presque tous la guerre, ce qu'ils prêchaient à leurs fidèles. Bien que leur raisonnement puisse sembler quelque peu archaïque aujourd'hui, de nombreuses personnes étaient d'avis que le Canada devait soutenir l'Empire « en raison de l'identité britannique commune »<sup>43</sup>.

Le segment anglophone de la population opposé à la guerre était loin d'être aussi organisé et donc « n'exerçait que très peu d'influence »<sup>44</sup> comparativement à la presse et à la politique partisane qui militaient pour la guerre à l'époque.

---

En plus des segments irlandais et allemand de la population en général<sup>45</sup>, quelques « publications hebdomadaires de fermiers (journaux) et revues de travail radicales » reflétaient l'opposition à la guerre<sup>46</sup>. Pour évaluer la proportion de cette opposition, il est utile de revisiter les propos de Carman Miller. Selon cet auteur, plus particulièrement en ce qui concerne la presse : « La diffusion combinée [...] des sept hebdomadaires contre la guerre n'atteignit même pas la moitié de la diffusion d'un seul journal quotidien de grande ville, soit *The Star* (à Montréal), un grand défenseur de la guerre<sup>47</sup>. » Un autre groupe qui n'appuyait pas la guerre était la Women's Christian Temperance Union<sup>48</sup>. Connaissant leur doctrine pacifiste, on ne peut s'étonner de leur opposition.

L'opinion nationale était loin d'être unanime. Desmond Morton a bien résumé la situation : « La crise établit un esprit chauvin au sein de la communauté anglophone [...]. Au sein du Canada francophone régnait une neutralité active, teintée de ressentiment quant à l'arrogance raciale engendrée par la situation chez la majorité<sup>49</sup>. » Le 9 octobre, le sujet de l'envoi de soldats fut l'objet d'une crise au conseil des ministres<sup>50</sup>.

Le conseil des ministres de Sir Wilfrid Laurier affichait la même division qu'au sein du grand public. L'influent ministre des Travaux publics, Israël Tarte<sup>51</sup>, (appuyé par le député Henri Bourassa)<sup>52</sup> s'opposa à l'envoi de soldats, en partie à cause de la non-participation du Canada dans les décisions ayant mené au conflit<sup>53</sup>. Le camp adverse comprenait Frederick Borden et William Mulock<sup>54</sup>. Le ministre de la Milice et le ministre des Postes affirmaient tous deux qu'« un contingent canadien complet recruté, équipé, transporté et payé par le gouvernement canadien » était nécessaire<sup>55</sup>. Comme l'affirme Ronald Haycock, le gouvernement Laurier devait composer avec deux perspectives fondamentalement opposées et liées à des segments de la population différents<sup>56</sup>.

Le consensus au sein du gouvernement nécessita deux jours de délibérations et de battage politique. En partie, les Bœrs fournirent un élément de la solution quand ils envahirent les territoires britanniques le 11 octobre 1899<sup>57</sup>. Bien que certaines personnes, telles que Ronald Haycock, détectent une conspiration mettant en scène le Gouverneur général et l'OGC où les deux hommes auraient collaboré afin d'envoyer des Canadiens à l'étranger<sup>58</sup>, la réalité est beaucoup plus banale. Comme l'affirme Carman Miller, « la décision canadienne d'envoyer des soldats en Afrique du Sud était une forme de résolution maison, une capitulation hésitante à mobile politique pour satisfaire les demandes des partisans canadiens de la guerre et non le fruit d'une machination clandestine menée par une poignée de comploteurs impérialistes commandés par Londres »<sup>59</sup>.

Deux éléments de la décision de Sir Laurier quant au déploiement méritent qu'on s'y attarde : les intérêts nationaux et la politique électorale. En premier lieu, on doit considérer la participation canadienne à la Guerre des Bœrs comme l'acceptation de la primauté des intérêts nationaux. Dans ce cas, l'intérêt était d'améliorer la relation avec la puissance mondiale dominante, soit la Grande-Bretagne à l'époque. De nombreux commentateurs et érudits ont débattu ce point. L'historien Chris Madsen a écrit que « les Canadiens [étaient] envoyés en Afrique du Sud pour confirmer les intérêts de l'Empire britannique »<sup>60</sup>.

---

Dans la même veine, Carman Miller a affirmé que les intérêts nationaux, notamment l'amélioration de la relation avec la Grande-Bretagne et l'augmentation du poids du Canada au sein de cet Empire, ont grandement influé sur la participation à la guerre<sup>61</sup>.

La politique électorale était l'autre élément qui préoccupait Sir Wilfrid Laurier. Il est clair qu'il ressentait la pression de l'élection fédérale qui devait avoir lieu au plus tard en 1900. Selon Carman Miller, « le gouvernement [...] accepta d'envoyer des soldats [...] car il craignait la défaite électorale » s'il ne le faisait pas<sup>62</sup>. De plus, Gwynne Dyer et Tina Viljoen affirment que les libéraux devaient obtenir des votes au Québec et en Ontario pour gagner l'élection fédérale<sup>63</sup>. Ainsi, tout règlement possible de la question en matière de participation à la guerre devait satisfaire les deux éléments distincts de la société canadienne. La nécessité mena au compromis de Sir Laurier. Selon J.L. Granatstein, le Canada devait assurer « l'équipement et le transport [du contingent] en Afrique du Sud; une fois les soldats arrivés, la Grande-Bretagne devenait responsable des coûts relatifs à la solde, aux rations et au transport vers le Canada »<sup>64</sup>. Sir Laurier décida que la situation ne ferait l'objet d'aucun débat au sein du Parlement, les dépenses relativement faibles ne requérant aucun rappel<sup>65</sup>.

Si l'on écarte le fait que la *Militia Act* (loi régissant le recours à la milice) ne traitait pas de l'éventualité d'envoyer des soldats à l'étranger ou du droit minimal de consultation du Parlement, la décision eut de grandes répercussions<sup>66</sup>. La première de ces répercussions fut l'établissement d'un précédent, contrairement à la vision de Sir Laurier voulant que les méthodes utilisées pour trancher la question n'avaient pas créé de précédent. Beaucoup plus sensé, Henri Bourassa constata que la situation s'était bel et bien produite<sup>67</sup>. Le 20 octobre 1899, il démissionna en signe de protestation, déclarant qu'un précédent était un précédent<sup>68</sup>.

Le gouvernement justifia sa décision auprès de chaque segment de la population différemment. Auprès des Canadiens anglais, on parla des intérêts nationaux. On mentionna aussi les valeurs nationales naissantes propres à « la cause de la justice, de l'humanité, des droits civils et de la liberté de religion »<sup>69</sup>. Auprès des Canadiens français, on calma la population en misant sur le fait que leurs dollars ne seraient utilisés que pour l'organisation et le transport des troupes<sup>70</sup>.

Après l'annonce de la décision, le public commença à se ranger du côté du gouvernement ou, du moins, du côté des soldats qui porteraient le drapeau<sup>71</sup>. Selon Carman Miller, les journaux québécois « acceptèrent le fait accompli »<sup>72</sup>. Néanmoins, à la lumière des divisions constatées, Sir Laurier décida de ne pas déclencher une élection précoce<sup>73</sup>.

## Le déploiement des hommes

Axé sur la force permanente, le recrutement se mit en branle immédiatement, la date de départ étant prévue à la fin d'octobre. Heureusement, les réformes militaires mentionnées plus haut portèrent leurs fruits, bien qu'on dût surmonter quelques embûches. Comme l'a affirmé l'historien S.J. Harris, « malgré tous

---

leurs défauts, les réguliers [force permanente] étaient les soldats les plus compétents [...] » que possédait la milice<sup>74</sup>. On nomma le contingent « 2<sup>nd</sup> (Special Service) Battalion, Royal Canadian Regiment » (2 RCR)<sup>75</sup>. Le commandant était un officier de la milice expérimenté de Toronto, le Lieutenant-colonel William Otter, reconnu nationalement pour son rôle au sein de la rébellion de Riel<sup>76</sup>.

L'unité était « loin d'être représentative de la société canadienne »<sup>77</sup>. On la décrivait comme étant « principalement constituée de jeunes travailleurs urbains célibataires et anglophones, provenant des secteurs manuels et de service à faible rémunération de la société urbaine, à une époque où 68 p. 100 de la population canadienne de cinq millions vivait dans les régions rurales »<sup>78</sup>. J.L. Granatstein note que « plus de 70 p. 100 des militaires étaient nés au Canada et un quart étaient britanniques [...] seulement 5 p. 100 d'entre eux provenaient de districts ruraux [...] les hommes semblaient poussés par le goût de l'aventure, mais aussi par le patriotisme impérial [...] la plupart [...] ne jouissaient d'aucune expérience militaire »<sup>79</sup>.

Les objectifs du premier contingent ne furent pas définis par le gouvernement canadien ou le ministre de la Milice, mais bien par les commandants britanniques. Selon le Major-général Daniel Gosselin : « Les objectifs stratégiques canadiens, qui consistaient exclusivement à apporter une contribution militaire à la guerre afin d'appuyer les besoins de l'empire, étaient réalisés indépendamment de la nécessité d'un quelconque contrôle du gouvernement canadien sur la planification et la conduite des opérations militaires<sup>80</sup>. »

Autrement dit, la contribution des soldats canadiens n'entraîna pas de participation à l'orientation stratégique ultérieure de la guerre. Ce point n'intéressait guère le gouvernement canadien, ce qui importait était l'appui fourni à l'Empire britannique. Le fait de jouer d'une voix sur le terrain était dépourvu de pertinence comparativement à l'intérêt national de l'époque. Des officiers britanniques assuraient le commandement de l'entraînement et décidaient des actions menées par les soldats canadiens. Les ordres donnés au Lieutenant-colonel Otter le montre bien :

« Vous assurerez le commandement de ce bataillon et des officiers connexes [...] conformément à la *Army Act* et aux règlements royaux [...]. À votre arrivée à Cape Town, vous vous présenterez au commandant en place; vous exécuterez les ordres de l'officier général commandant des Forces impériales en Afrique du Sud<sup>81</sup>. »

Quand le navire transportant le 2 RCR partit, le gouvernement canadien n'avait aucune orientation à donner à ses soldats. Par contre, il imposa deux conditions. D'abord, Ottawa fixa la durée du déploiement de l'unité en Afrique du Sud, soit une année. Puis, le gouvernement ordonna l'« emploi dans des formations inférieures distinctes et nationales »<sup>82</sup>. Le fait d'insister sur le groupement de ses soldats dans des unités tactiques est le signe d'un nationalisme naissant, lequel continuera de croître après la guerre. On espérait vraiment une reconnaissance en tant que Canadiens.

---

À la fin du mois d'octobre, à la suite d'une période intensive de recrutement, d'équipement et d'organisation, le contingent inexercé était prêt à lever les voiles pour Cape Town. La cérémonie de départ fut à l'image de ce que ressentait le pays à l'époque. Selon l'auteur Paul Maroney, le « départ des soldats canadiens [...] entraîna [une] série de célébrations civiles reflétant la prise de conscience locale particulière »<sup>83</sup>. L'écrivain T.G. Marquis décrit la scène du départ en train du premier contingent pour le regroupement des hommes à l'extérieur de la ville de Québec :

« À Montréal, à Toronto et à Halifax, des dizaines de milliers de personnes se massèrent le long de leur axe de progression [...]. Chaque fois qu'ils s'arrêtaient, les habitants sortaient pour leur souhaiter bon voyage [...]. Des processions aux flambeaux, de la musique jouée par des groupes locaux et les encouragements de la foule montraient que régnait le même esprit dans tous les villages et villes [...]. Un peuple pacifique s'unissait [...] pour l'empire<sup>84</sup>. »

Avant son départ de Québec, le contingent fut témoin d'un épanchement de soutien de la part du public. L'événement clé fut une grande cérémonie de départ à laquelle se présentèrent de nombreux dignitaires dont les discours durèrent la majeure partie de la journée. Après une parade dans les rues bondées de la ville au rythme de la musique, le 2 RCR monta à bord du navire et s'éloigna sur le fleuve Saint-Laurent au son d'une salve d'honneur de 31 coups à la Citadelle<sup>85</sup>.

Tout compte fait, le Canada envoya beaucoup plus d'hommes que les mille soldats prévus initialement par Sir Wilfrid Laurier. Tout au long de la guerre, plus de 7000 Canadiens servirent dans différentes capacités, répartis dans au moins quatre contingents principaux à titre de soldats, de gendarmes spéciaux, d'infirmières et de postiers<sup>86</sup>. Toutefois, comme l'explique Carman Miller :

« Seuls les deux premiers contingents firent l'objet d'un recrutement en vertu de la *Militia Act* et furent organisés, vêtus, équipés, transportés et partiellement rémunérés par le gouvernement canadien [...]. Les autres contingents firent l'objet d'un recrutement en tant qu'unités temporaires de l'Armée britannique et d'un financement complet de la part du gouvernement britannique<sup>87</sup>. »

## Dans le veld

Les historiens divisent généralement la Guerre des Boers en trois étapes. La première phase classique s'étend du début des hostilités, le 11 octobre, jusqu'aux trois défaites des Britanniques, soit la « Semaine noire »<sup>88</sup> à la mi-décembre 1899. La deuxième phase débute lorsque Lord Roberts de Kandahar assume le rôle de commandant et prend fin lors de la capitulation de Pretoria en juin 1900. Enfin, la troisième phase est composée des opérations de guérilla et contre-guérilla exécutées entre juin 1900 et la capitulation des Boers en mai 1902. Bien que la présente étude n'ait pas pour but de relater l'histoire militaire de la campagne, il est important d'en examiner quelques éléments pour comprendre comment la bataille sur le terrain a forgé les opinions au Canada. Un point particulièrement intéressant concerne les soldats du Royal Canadian Regiment (RCR).

---

L'unité arriva à Cape Town le 30 novembre 1899 pour commencer une période de conditionnement et d'entraînement sur le terrain<sup>89</sup>. Épargnée des épreuves et défaites initiales subies par les Britanniques, elle arriva juste à temps pour être témoin de la « Semaine noire ». Le Major-général Redvers Buller commandait les Forces impériales. Après les défaites britanniques de la « Semaine noire », l'Angleterre envoya le Feld-maréchal Lord Roberts de Kandahar pour en assurer le commandement<sup>90</sup>.

Les hommes du 2 RCR prirent part aux combats pour la première fois le 31 décembre, près de Sunnyside Kopje. Le combat ne fit aucune victime canadienne et l'ennemi prit la fuite facilement. Toutefois, l'unité versa son sang et acquit sa réputation quant à ses capacités militaires, qui allait survivre bien après son passage en Afrique du Sud<sup>91</sup>. Peu de temps après son arrivée de l'Angleterre, Lord Roberts décida de changer les stratégies. Au lieu de la défense chère à son prédécesseur, il lança une offensive qui « viserait directement les capitales des Boërs, forçant ces derniers à retirer leurs troupes des autres fronts et libér[ant] ainsi les forteresses britanniques assiégées [...] » et « les poussant à défendre les sièges du gouvernement »<sup>92</sup>. Les « Royals » se sont trouvés encore une fois dans le feu de l'action peu de temps après<sup>93</sup>.

Au Canada, un deuxième contingent avait été mis sur pied et l'organisation d'un troisième aux fins de déploiement était en cours. Étant donné les défaites essuyées au début du mois de décembre, le deuxième contingent fut accueilli à bras ouverts. Il était composé de deux bataillons d'infanterie embarqués et de trois batteries d'artillerie<sup>94</sup>. Les bataillons se nommaient « Royal Canadian Dragoons » (RCD) et « Canadian Mounted Rifles ». Il s'agissait des derniers contingents payés par le gouvernement canadien.

Donald Smith (Lord Strathcona), Haut-commissaire du Canada à Londres à l'époque, mobilisa le troisième contingent<sup>95</sup>. Grâce à un généreux don, il paya la mobilisation et l'équipement de l'unité de cavalerie, mieux connue sous le nom de « Lord Strathcona's Horse »<sup>96</sup>. Dès son arrivée au début du printemps 1900, l'unité perpétua la réputation forgée par les premiers soldats canadiens en Afrique du Sud. D'autres contingents suivirent leurs traces; le gouvernement britannique assura tous les aspects connexes du financement et de l'emploi<sup>97</sup>.

Dans le veld, le RCR se préparait pour une opération destinée à lever le siège des Boërs à Magersfontein<sup>98</sup>. Le 12 février 1900, les hommes quittèrent leur camp avec Lord Roberts et se mirent en marche dans la campagne pour mener l'opération à l'origine de la première victoire importante des Britanniques au cours de cette guerre : la bataille de Paardeberg<sup>99</sup>. Le déroulement réel de la bataille est secondaire comparativement au fait que les médias internationaux attribuèrent la victoire aux Canadiens qui, comme le mentionne Gwynne Dyer, « étaient au bon endroit, au bon moment »<sup>100</sup>. Parmi les 18 000 soldats présents au combat sous les ordres de Lord Robert, moins de 1000 d'entre eux étaient des Canadiens<sup>101</sup>.

Dans la foulée de la première victoire des Britanniques, les hommes du RCR devinrent des héros. Bien que douteux, les détails de leurs exploits permirent, encore une fois, de forger l'opinion au sujet des capacités des soldats

---

canadiens. Fort de son succès à Paardeberg, Lord Roberts mena ses troupes dans la capitale des Boers, Pretoria, pensant que la chute de cette ville mettrait fin aux hostilités. Il avait tort. Bien que les Britanniques se soient emparés de la capitale le 5 juin 1900, la guerre se poursuivit encore pendant deux ans<sup>102</sup>.

À la suite de leur défaite à Pretoria, les Boers menèrent des attaques de guérilla et tentèrent d'éviter la force britannique et impériale<sup>103</sup>. Pour le RCR, le reste du temps passé en Afrique du Sud fut principalement consacré aux tâches relatives à la garnison, à la patrouille et à la marche « à la poursuite des Boers à cheval »<sup>104</sup>. À la fin du mois d'octobre, après de vaines tentatives de la part de Sir William Dillon Otter, entre autres, pour prolonger les contrats des hommes au-delà de l'année prescrite, le premier contingent revint au Canada<sup>105</sup>.

Les deuxième et troisième contingents menèrent la première campagne contre-guérilla du Canada, une opération dont les aspects sèment encore la controverse aujourd'hui. Celle-ci est décrite avec brio par l'érudite Brereton Greenhous :

« Les Canadiens collaborèrent aux tâches les plus fatigantes et stériles, soit la poursuite de petites troupes de tireurs d'élite connaissant bien le veld éparpillées un peu partout [...] incendiant les fermes des Boers sur leur route. Ils durent également composer avec la cruelle monotonie des tâches propres à la garde des chemins de fer sur les ponts clés et des blockhaus poussiéreux et isolés<sup>106</sup>. »

Selon J.L. Granatstein et David Bercuson, c'était « un avant-goût du type de guerre qui impliquerait ultérieurement les Britanniques en Malaisie ainsi que les Français et les Américains au Vietnam »<sup>107</sup>.

Au cours du processus, les hommes du RCD et du Lord Strathcona's Horse continuèrent à forger la réputation des Canadiens en matière de compétence et de bravoure. Pour l'engagement exécuté près de Leliefontein, le RCD obtint trois Croix de Victoria pour son rôle d'arrière-garde<sup>108</sup>. Toutefois, les opérations de contre-guérilla telles que menées par les forces britanniques n'étaient pas vraiment ce à quoi s'attendaient les militaires. Les soldats canadiens avaient du mal à placer les femmes et les enfants dans des camps de concentration, à détruire les propriétés dans un effort de couper tout soutien aux troupes ennemies et à composer avec le manque d'honneur d'une telle entreprise. Selon Chris Madsen, la répugnance éprouvée envers l'incendie des fermes joua un important rôle dans le refus d'une grande partie des soldats canadiens à s'enrôler pour un deuxième service en Afrique du Sud<sup>109</sup>. Tout comme le RCR avant eux, le RCD et les « Strathconas » revinrent au Canada après leur période de service. Toutefois, ils avaient fait bonne impression auprès de leurs alliés.

La presse internationale chanta les louanges des soldats canadiens. Comme l'a résumé Carman Miller, « les écrivains britanniques populaires tels que [...] Rudyard Kipling et Arthur Conan Doyle fournirent le langage, les arguments et les images pour exprimer la différence coloniale. Dans les discours, les rapports et les histoires, ils décrivent les soldats coloniaux comme étant jeunes, courageux, débrouillards, marginaux et énergiques<sup>110</sup>. »

---

Toujours très intéressé par la guerre, le grand public canadien n'aurait pu ignorer de tels compliments. De même, les commandants britanniques qui avaient mené ou accompagné les Canadiens sur le terrain se montrèrent aussi fiers. À ce sujet, un exemple est digne de mention.

En juillet 1900, le Colonel John Reeves du « 2<sup>nd</sup> Battalion Princess Victoria's » (Royal Irish Fusiliers) écrivit une lettre au Colonel Lessard (le commandant du RCD), à la suite des funérailles de « deux très braves officiers » :

« Je crains avoir été incapable de témoigner la profonde gratitude de mon régiment envers les membres du Royal Canadian Dragoons pour la bravoure, la noblesse et le courage dont ils ont fait preuve quand ils ont secouru notre détachement assiégé à Witpoort hier.

La contre-attaque de votre régiment est survenue à un moment crucial et a sans aucun doute sauvé de nombreuses vies au sein de notre détachement [...] nous serons éternellement reconnaissants pour la bravoure et le sacrifice du Royal Canadian Dragoons en cette date<sup>111</sup>. »

Ce témoignage représente bien la perception des Canadiens qu'avaient les Britanniques à leur retour au pays. De plus, il fait état de l'attitude des soldats canadiens au moment de leur retour au Canada.

À l'opposé, certains Canadiens se forgèrent une réputation de brutes cruelles. Bien que la littérature historique moderne n'en fasse pas vraiment mention, on en prit note à l'époque. Un officier contemporain qui écrivait au sujet de l'expérience australienne en 1907 mentionna tout particulièrement les Canadiens. Il écrivit : « ils se conformèrent de façon stricte au règlement voulant que l'ennemi ne les gêne pas une deuxième fois<sup>112</sup>. » Il est évident que certaines personnes possédaient une autre vision de la guerre.

## Au pays

Après la crise initiale concernant la participation, le soutien envers les soldats canadiens et la guerre ne subit plus de déclin. Carmen Miller note qu'à la suite du déploiement des militaires « l'enthousiasme [à l'endroit de l'entreprise] devint contagieux, plus particulièrement dans les milieux urbains »<sup>113</sup>. Cet argument est appuyé par le fait qu'auprès des Canadiens anglophones le recrutement des soldats pour former d'autres contingents ne posa aucun problème, et ce, même s'ils devaient servir au sein d'unités temporaires de l'Armée britannique. Contrairement aux deux guerres mondiales, la Guerre des Boers ne connut aucune pénurie de renforts.

Les manifestations de soutien de la part du public prirent différentes formes. Au départ des soldats, on leur offrit tabac, cigarettes et pipes. Le public reconnaissant leur fit également don de bibles, de gants de boxe, de whisky, de livres et de jeux<sup>114</sup>. Certains employeurs octroyèrent des congés à leurs employés qui participèrent à la Guerre des Boers (même si les promesses d'emploi à leur retour ne furent pas toujours tenues) — avec rémunération dans certains cas<sup>115</sup>. Le grand public organisa des concerts et des campagnes de

---

financement, d'une envergure surprenante pour l'époque, afin d'appuyer les soldats ainsi que les veuves et les orphelins des hommes tués au combat. On envoya aussi des sommes d'argent aux soldats sur le terrain pour combler leurs menus besoins<sup>116</sup>. Selon Carman Miller, « presque toutes les villes et tous les villages qui envoyèrent des hommes en Afrique du Sud fournirent des cadeaux aux volontaires locaux, organisèrent des fêtes en leur honneur et s'assurèrent qu'ils ne manquent de rien »<sup>117</sup>.

Enfin, même la culture populaire de l'époque soutenait la guerre. Pendant et après la guerre, les artistes créèrent de nombreux poèmes, livres et chansons. Les titres des chansons à eux seuls reflètent bien les sentiments de l'époque : "Johnny Canuck's the Lad", "Young Canada was There" et "The Queen's Brave Canadians", pour n'en nommer que trois<sup>118</sup>.

Dans les médias, les reportages adoptaient souvent une perspective locale. Dans son étude de la presse de cette période, Paul Maroney nota que « quand le contingent canadien prit part à l'action, on présentait souvent le combat dans un contexte d'identité locale »<sup>119</sup>. Les villes et villages canadiens étaient fiers de voir leurs soldats participer au combat. Bien sûr, comme l'écrit M. Maroney, « la presse écrite montrait aussi son attachement aux soldats *canadiens* présents en Afrique du Sud »<sup>120</sup>. La capacité des contingents canadiens de remporter la guerre devenait rapidement un élément important de l'identité nationale fleurissante. La tendance moderne de militer pour le retrait d'une mission en présence de victimes ne semblait aucunement présente lors de ce conflit.

Kenneth Morgan, qui a étudié la presse britannique et la Guerre des Boers, a fait d'intéressantes observations sur les médias et leur rôle dans l'évolution des sentiments au sein du public. Son étude s'applique en partie au contexte canadien également. Selon lui, « la guerre en général a créé un nouveau genre de relation réciproque entre le monde des médias (pressiers, propriétaires, rédacteurs en chef et journalistes) et le monde politique [...] »<sup>121</sup> et a favorisé « une interaction sans pareille entre la guerre et ses principaux participants »<sup>122</sup>. D'une certaine façon, cet équilibre peut être un présage des concepts modernes liés aux journalistes intégrés.

Étant donné les divisions existantes au Canada, il y avait des exceptions quant au soutien apparemment inconditionnel envers les efforts déployés par le pays en Afrique du Sud. Un exemple flagrant est ce que Carman Miller a nommé « l'émeute du drapeau à Montréal »<sup>123</sup>. Il n'est pas vraiment clair que l'émeute fut provoquée par des différends concernant la propriété de la participation ou par la simple relation tendue entre les Canadiens anglais et les Canadiens français. Toutefois, à la suite de la victoire des membres du RCR à la bataille de Paardeberg, le 1<sup>er</sup> mars 1900, on organisa une célébration dans les rues de Montréal. Cet événement dégénéra en une série de conflits entre des Canadiens anglophones et des étudiants francophones. La tension atteignit un tel niveau qu'on fit appel à la milice pour rétablir l'ordre<sup>124</sup>. Bien qu'il y ait eu un certain niveau de soutien populaire pour la guerre, cet appui ne faisait évidemment pas unanimité, particulièrement au Québec.

---

## Les répercussions — Partie 1

La participation du Canada a eu diverses répercussions sur la jeune nation et sa société. Sur le plan humain, l'Empire britannique compta environ 100 000 victimes, y compris 22 000 décès. La grande majorité de ces décès (16 000) survint à la suite de blessures et de maladies et 6000 soldats impériaux perdirent la vie au combat<sup>125</sup>. En tout, on envoya près d'un demi-million de militaires pour combattre un peu moins de 90 000 Boërs. Environ 28 000 civils Boërs furent tués, la plupart dans des camps de concentration britanniques, ce qui représentait environ 10 p. 100 de toute la population boër<sup>126</sup>. Des quelque 7300 soldats canadiens qui ont combattu l'ennemi en Afrique du Sud, entre 242 et 270 ne sont jamais revenus et ont été enterrés dans le veld<sup>127</sup>. Les coûts financiers étaient tout aussi importants d'un côté comme de l'autre.

En ce qui concerne les récompenses, les Canadiens récoltèrent quatre Croix de Victoria, 19 Médailles de l'Ordre du service distingué, 17 Médailles de conduite distinguée et 117 Citations à l'ordre du jour<sup>128</sup>. Il est clair que le rendement sur le terrain était satisfaisant.

Au-delà des chiffres, l'Armée canadienne subit d'autres répercussions à part les victimes et les récompenses. D'abord, sur le plan politique, le gouvernement de Sir Wilfrid Laurier congédia l'OGC de la Milice, le Major-général Hutton, en février 1900. On rappela ce dernier en Grande-Bretagne en raison de son incapacité à suivre les ordres du gouvernement<sup>129</sup>. Puis, sur le plan de l'expérience, le combat mené par les Canadiens en Afrique du Sud influa positivement sur l'Armée en tant qu'organisme. L'influence de cette expérience est évidente : 34 des 106 officiers généraux du Corps expéditionnaire canadien qui participa à la Première Guerre mondiale avaient pris part à la Guerre des Boërs<sup>130</sup>.

Enfin, la plus grande répercussion se manifesta au retour des Canadiens de l'Afrique du Sud quand le gouvernement mit en place une série de réformes pour assurer la croissance de ses forces militaires. Cette mise en œuvre revint au nouvel OGC de la Milice, le Major-général Comte de Dundonald<sup>131</sup>, et à Sir Frederick Borden, ce dernier ayant perdu son seul fils à la guerre<sup>132</sup>. Polyvalentes et complètes, ces réformes se concentraient sur la revitalisation de la force permanente, sur l'amélioration du logement ainsi que sur la fourniture d'une allocation de subsistance, d'un régime de pension et d'une augmentation de la solde<sup>133</sup>. De plus, on augmenta l'effectif de la force permanente et on établit le Service de santé de l'Armée royale canadienne, le Service du matériel et la Trésorerie militaire royale canadienne<sup>134</sup>.

En outre, les Canadiens commencèrent à exiger une plus grande autonomie quant à l'exercice du commandement<sup>135</sup>. Après avoir été témoin du rendement des Britanniques, les Canadiens voulaient se prononcer sur les tâches à accomplir et sur les lieux de déploiement. Au pays, ceci donna lieu à la canadianisation du poste d'OGC en 1904, permettant ainsi aux officiers canadiens d'occuper dorénavant les postes supérieurs de commandement des forces militaires<sup>136</sup>.

---

Sur le plan politique et social, la guerre a eu des répercussions aussi importantes. Selon J.L. Granatstein, « c'était une petite guerre, mais non sans importance [...] »<sup>137</sup>. Certains, comme Carman Miller, décrivent l'expérience comme une « autonomisation » évolutive de la société canadienne<sup>138</sup>. Desmond Morton affirma, quant à lui, que « [l]a guerre des Boers fit beaucoup pour encourager un enthousiasme militaire naïf au Canada »<sup>139</sup>. Bien que ceci se soit manifesté, sur le plan politique, par la viabilité des réformes militaires chères au gouvernement, ces répercussions sont représentatives de la façon dont les Canadiens pensaient que le recours à la force militaire pouvait appuyer leurs objectifs. Cet enthousiasme entraîna des demandes quant à la création d'un ministère des Affaires étrangères, comme le montre un des premiers livres parlant de la participation du Canada à la guerre<sup>140</sup>.

Cette idée marquait un important changement par rapport à 1899 quand, aux dires de l'historien C.P. Stacey, « [...] le Canada n'a[vait] pas de politique étrangère indépendante [...] »<sup>141</sup>. En bref, une colonie n'avait tout simplement pas besoin d'une politique étrangère lui étant propre; la colonie était tenue de suivre les règles de la mère patrie. En montrant le désir de posséder un ministère des Affaires étrangères, Sanford Evans exprimait le souhait du Canada d'être considéré comme plus qu'une simple colonie, il formulait la requête du Canada d'être considéré comme une nation. Ce désir est aussi mentionné par Mark Moss qui écrit qu'« une des raisons pour laquelle la participation du Canada à [...] la Guerre des Boers [...] fut si importante pour l'âme collective du pays est qu'elle donna enfin aux Canadiens la chance de prouver leur maturité politique et militaire »<sup>142</sup>.

Carman Miller, auteur de l'ouvrage sur lequel repose la majorité du présent chapitre, explique les répercussions on ne peut plus clairement :

« [La participation du Canada à la Guerre des Boers eut une] profonde incidence sur la vie et la politique canadiennes [...] [Elle] affaiblit le lien impérial entre le pays et la Grande-Bretagne, affaiblit le pouvoir de Sir Wilfrid Laurier au Québec, renforça le nationalisme canadien-français, élargit l'écart entre les Canadiens anglophones et francophones et donna naissance au [...] mouvement séparatiste [...] [Elle toucha] l'industrie, le commerce, les transports, la politique ainsi que la politique publique [...] [Elle] influa sur la littérature, la musique et la mode [...] »<sup>143</sup>.

En bref, la participation canadienne en Afrique du Sud influa sur presque tous les aspects de la vie au Canada, y compris la façon dont les Canadiens voyaient la guerre. Carman Miller explique :

« Chez les Canadiens anglais, la guerre renforça le sentiment d'appartenance à la communauté et précisa les expériences communes partagées, l'identité, les symboles, les attitudes et les façons d'agir. Chez les Canadiens français, la guerre s'avéra être un point de référence négatif d'exclusion, de division, de méfiance et de préjudice<sup>144</sup>. »

---

Deux auteurs de l'époque résumèrent le sentiment dans un langage qui résonne encore aujourd'hui. Sur un ton peut-être plus chauvin, T.G. Marquis écrivit : « Le Canada peut se dire fier des hommes envoyés en Afrique du Sud pour participer à une guerre de l'Empire [...]. Sur la colline et dans le veld, ses fils se sont montrés braves, sans supérieurs [...]»<sup>145</sup>. » Sanford Evans, quant à lui, tint des propos moins exubérants, mais peut-être plus intuitif. Un peu plus de cent ans plus tard, le premier ministre canadien répétera ses paroles dans l'aérodrome de Kandahar :

« Malgré la division et la perplexité dont fait preuve l'esprit national, le tempérament des Canadiens reste juste. On peut compter sur eux pour mener à terme toute entreprise [...]»<sup>146</sup>. »

## CHAPITRE TROIS — AFGHANISTAN

Au cours du siècle qui s'est écoulé depuis la Guerre des Boërs, la société canadienne et le pays ont énormément changé. Qu'il soit question de sa structure ou de ses attitudes, la nation au début du XXI<sup>e</sup> siècle est fondamentalement différente de ce qu'elle était cent ans plus tôt. Le présent chapitre examinera le contexte sociétal du pays, les décisions successives du gouvernement canadien quant au déploiement de militaires en Afghanistan ainsi que le déroulement général des opérations<sup>147</sup>. Comme l'étude de cas précédente, cette partie se concentrera davantage sur les éléments politiques et sociaux du conflit que sur l'application tactique de la force militaire. Par la suite, l'étude se penchera sur la perception des opérations militaires chez les Canadiens et sur les répercussions immédiates, montrant ainsi la position généralement anti-guerre de la population canadienne et sa vision peut-être plus pacifique. En réalité, la tendance actuelle veut que de moins en moins de Canadiens croient à l'utilisation des forces militaires pour défendre efficacement les valeurs et intérêts nationaux.

### Le contexte national — 2001

Au cours du XX<sup>e</sup> siècle, la population canadienne a presque atteint la barre des 30 millions de personnes, soit six fois le nombre recensé cent ans plus tôt<sup>148</sup>. Beaucoup plus diversifiée, la population canadienne de 2001 puise ses racines dans 92 ethnies et cultures différentes<sup>149</sup>, une nette évolution comparativement aux 11 origines différentes recensées en 1900<sup>150</sup>. Les croyances religieuses des Canadiens sont à l'image de la composition ethnique de la société, le recensement faisant état de 34 appartenances religieuses<sup>151</sup>.

En moyenne, la population est aussi plus âgée qu'antérieurement<sup>152</sup>, une tendance qui se maintient encore aujourd'hui<sup>153</sup>. Un élément intéressant de ce vieillissement de la nation est que de moins en moins de Canadiens jouissent d'une expérience directe et pratique de la guerre ou de son utilisation en tant qu'instrument de puissance nationale. L'âge moyen étant 38 ans, le Canadien type de 2001 est né en 1963, soit juste avant le début des opérations de maintien de la paix à Chypre et bien après la Seconde Guerre mondiale et le conflit en Corée.

---

Le multiculturalisme est devenu une partie inhérente de la mosaïque canadienne, contribuant à la définition de la société depuis l'ère Trudeau<sup>154</sup>. Plutôt que le « creuset » de cultures présent aux États-Unis, la réputation du pays en tant que « société ouverte, paisible et accueillante, qui reçoit bien les nouveaux venus et valorise la diversité » est un objet de fierté pour de nombreux Canadiens<sup>155</sup>. Comme le note l'enquêteur et auteur Michael Adams, « le multiculturalisme est un élément central de l'identité personnelle et nationale des Canadiens »<sup>156</sup>. Selon lui, « le Canada est le seul endroit sur la planète qui présente [...] ces caractéristiques : un groupe national minoritaire, une population autochtone et une population immigrante substantielle »<sup>157</sup>. En 2001, les immigrants composent un peu plus d'un sixième de la population<sup>158</sup>.

Plus que jamais, les femmes jouent un plus grand rôle dans la société. Ayant obtenu le droit de vote lors des élections fédérales en 1918, les femmes occupèrent une place grandissante dans la vie nationale tout au long du XX<sup>e</sup> siècle<sup>159</sup>. En l'an 2000, les femmes participent à presque toutes les sphères de la vie publique canadienne, y compris celles du gouvernement et des forces militaires. Les données du recensement de 2001 montrent que près de 7,4 millions de femmes font partie de la main-d'œuvre active — presque la moitié des 15,6 millions de travailleurs canadiens<sup>160</sup>.

De façon générale, les Canadiens affichent une appartenance provinciale ou régionale, en plus de toute perspective propre à leur point de vue ethnoculturel. Il n'existe pas vraiment d'opinion nationale canadienne, chaque groupe ayant presque toujours une partialité autocentrée. Chaque région a tendance à voir le monde au travers de son propre filtre historique et culturel. Hier comme aujourd'hui, de nombreux sondages d'opinion et ouvrages font ressortir ce phénomène<sup>161</sup>, notamment le travail de Michael Adams<sup>162</sup>. Il n'est pas faux de prétendre que très peu d'enjeux ou de questions jouissent d'une perspective nationale commune donnée.

Une sphère qui fait l'objet d'un consensus national presque unanime concerne les rôles et les fonctions des forces militaires canadiennes. En 1998, les FC demandent la tenue d'un sondage pour déterminer l'opinion des Canadiens sur les enjeux militaires et de sécurité; les résultats s'avèrent étonnants. D'abord, quand on demanda aux répondants de choisir au plus trois rôles des FC, 52 p. 100 de l'échantillon choisit « maintenir la paix » comme premier, deuxième ou troisième choix. Seulement 10 p. 100 des sondés optèrent pour « protéger/défendre les Canadiens » et un petit 2 p. 100, pour « appuyer nos alliés »<sup>163</sup>.

Le maintien de la paix s'avère être le plus important rôle des FC aux yeux du public (22 p. 100 des répondants)<sup>164</sup>. La réponse la plus utile fut celle à la question « Selon vous, quel est le rôle des Forces canadiennes? » : seulement 1 p. 100 des répondants optèrent pour « servir/combattre à la guerre/combattre/faire la guerre »<sup>165</sup> ; encore moins de répondants choisirent ce rôle comme étant la plus importante fonction des FC<sup>166</sup>.

À cette époque, l'opinion canadienne concernant ses forces militaires est instructive. En effet, de nombreux Canadiens ne semblent pas voir la valeur

---

d'un établissement voué à l'utilisation de la force pour protéger les valeurs et intérêts nationaux. L'universitaire et ex-officier Douglas Bland résume bien cette situation :

« Les dirigeants politiques et la plupart des citoyens ont une connaissance très limitée de l'histoire de la défense et croient que le Canada est une nation dite pacifique, dépourvue d'intérêts internationaux dignes de défense au moyen de la force. Par conséquent il n'y a pas d'utilité réelle ou traditionnelle pour les Forces canadiennes ou des capacités de combat<sup>167</sup>. »

Selon M. Bland, le « maintien de la paix est essentiellement un but inventé qui manque de précision et de contenu, mais il s'agit de l'objectif que le peuple semble le plus probable à appuyer de façon continue »<sup>168</sup>.

Son contemporain, le Colonel Brian MacDonald, utilisa les habitudes de consommation des Canadiens et leur volonté de consacrer des fonds aux forces militaires canadiennes pour évaluer la mentalité du public. Selon son analyse, lorsqu'il était question de décider où investir l'argent des contribuables, la défense nationale se retrouve souvent au bas de la liste des priorités<sup>169</sup>. En juin 1999, cette constatation se confirme quand seulement 3 p. 100 de la population accorde la priorité à la défense en matière d'engagement des impôts<sup>170</sup>.

À l'aube de l'an 2000, dans un climat d'hostilité, l'évolution des forces militaires canadiennes au cours du dernier siècle est on ne peut plus évidente. Au cours de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, elles s'engagent dans deux guerres mondiales, se forgeant une solide réputation. De 1950 à 1991, elles participent à la guerre de Corée, à la guerre froide et à de nombreuses missions de maintien de la paix. Néanmoins, pour beaucoup de Canadiens, seules ces dernières missions influent sur leur perception des forces militaires.

Défini par Lester Pearson durant la crise de Suez<sup>171</sup>, le maintien de la paix est devenu une activité particulièrement canadienne, une incarnation des caractéristiques en apparence nationales du compromis et de la conciliation. Les journalistes, les politiciens nationaux et les universitaires ont noté la place de choix qu'occupait et qu'occupe toujours le maintien de la paix dans la mentalité de nombreux membres de la société canadienne. Le journaliste américain Douglas Belkin note dans le *Wall Street Journal* que le « maintien de la paix est ancré dans l'image nationale du Canada »<sup>172</sup>. Jean Chrétien le décrit comme « notre rôle traditionnel »<sup>173</sup>, puis le hissa tout en haut des priorités des forces militaires canadiennes<sup>174</sup>.

Les opinions diffèrent chez les érudits. Selon certains, comme Walter Dorn, les forces militaires sont dignes d'un mantra héroïque. Écrivant pour *La Politique étrangère du Canada*, il affirme :

« Aux yeux des Canadiens, le maintien de la paix vise à protéger les personnes en danger de mort, à faire don d'espoir dans des situations désespérantes et à rétablir la paix et la justice dans des endroits déchirés par la guerre, dans des contrées éloignées. Ce geste repose sur l'abnégation de soi et sur le service offert aux citoyens du monde<sup>175</sup>. »

---

D'autres personnes ne partagent pas son point de vue. Avec son franc-parler habituel, Sean Maloney qualifie le concept et le rôle connexe du Canada de dangereux « mythes » pouvant influencer négativement sur la politique étrangère canadienne et sur ses forces armées<sup>176</sup>. Plutôt que de l'associer à l'altruisme, il associe l'existence du mythe au concept de « l'exceptionnalisme canadien » — l'idée que l'identité canadienne est étroitement liée au fait « d'être nettement différent des États-Unis et moralement supérieur »<sup>177</sup>. Dans la même veine, l'érudit Eric Wagner affirme que « le mythe du maintien de la paix [...] est faux, et que [...] il a surtout pour effet de semer la confusion dans le débat public entourant le rôle des forces armées »<sup>178</sup>. Néanmoins, le concept demeure important aux yeux des Canadiens.

Au cours de la décennie qui s'est terminée en 2001, les forces militaires canadiennes connaissent des hauts et des bas. Un des points culminants est le déploiement des forces armées en ex-Yougoslavie, d'abord en tant que partie intégrante de la Force de protection des Nations Unies (FORPRONU) pour l'ouverture de l'aéroport de Sarajevo<sup>179</sup>, puis sous les ordres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) pour la poursuite des opérations dans la même région. Aussi, les FC assurent avec un certain succès le maintien de la paix à Haïti puis, plus tard, au Kosovo au cours de la guerre menée par l'OTAN.

Le fait d'agir au sein d'entreprises multilatérales est devenu un élément acceptable de l'exécution de la politique étrangère du Canada. Immédiatement après la guerre froide, cet aspect prend une toute nouvelle importance, comme l'indique le *Livre blanc sur la défense de 1994*<sup>180</sup> qui mentionne précisément la vision du gouvernement quant aux opérations multilatérales :

« Les Canadiens sont, par nature, internationalistes; ils ne sont pas isolationnistes. Nous sommes les héritiers d'une remarquable tradition de service à l'étranger [...]. La coopération multilatérale pour la sécurité n'est pas seulement une tradition pour le Canada, c'est aussi l'expression de ses valeurs à l'échelle internationale. Ce qui se passe à l'étranger ne nous est pas indifférent et nous sommes disposés à collaborer avec d'autres pays afin d'améliorer le sort des peuples, quels qu'ils soient. [...] Les valeurs et les intérêts du Canada sont désormais d'ordre mondial, et ses forces armées se doivent de contribuer à la sécurité internationale<sup>181</sup>. »

On peut considérer la contribution des forces militaires canadiennes à la défaite des militaires irakiens au cours de la guerre du Golfe de 1991 comme une manifestation de cette croyance<sup>182</sup>. Au pays, les forces militaires se sont montrées compétentes, portant secours à la population lors d'inondations, de feux de forêt et de tempêtes de verglas et démontrant leur sens de l'organisation auprès des Canadiens lors de crises.

Toutefois, les FC connaissent aussi des bas. Le déploiement du Régiment aéroporté du Canada en Somalie au début de l'année 1993 est un moment charnière dans l'histoire militaire canadienne. La mission connaît des ennuis causés par un piètre leadership et une grave inconduite — deux ans plus tard, on démantèle le Régiment dans la foulée d'un scandale<sup>183</sup>. Les Canadiens qui suivent

---

la commission d'enquête sont ébranlés d'apprendre les fautes commises par les hommes et les femmes en uniforme; ces incidents entachèrent la perception des forces militaires tout au long de la deuxième moitié de la décennie<sup>184</sup>.

En 1994, une autre mission échoue. Sous le commandement d'un Canadien, la mission de l'ONU au Rwanda ne peut empêcher ou stopper le génocide qui y a lieu<sup>185</sup>. De plus, d'importantes contraintes budgétaires et une réduction du financement, soit environ du tiers, entraînent une diminution du personnel des forces.

Dans l'arène politique, sous la direction du ministre des Affaires étrangères, Lloyd Axworthy, l'expression au goût du jour est « plateforme de la sécurité humaine ». Fondamentalement, ce concept non éprouvé minimise l'importance des intérêts de l'État ou de la nation et favorise les intérêts de l'individu<sup>186</sup>. On combine ce concept à l'idée du « pouvoir discret » défini par M. Axworthy comme étant le « pouvoir d'amener les autres à adopter votre programme et vos objectifs au moyen de la coopération et non de la coercition »<sup>187</sup>.

Puis survinrent les événements du 11 septembre 2001. Quatre avions de ligne pilotés par des terroristes s'écrasent respectivement dans les tours du World Trade Center à New York, dans le Pentagone à Washington et dans un terrain vague en Pennsylvanie. Le contexte mondial de la sécurité change en moins de trois heures. Les conséquences furent importantes. Comme l'a noté Sean Maloney, « le paradigme venait de changer »<sup>188</sup>.

## Un nouveau départ

Avant le 11 septembre, l'Afghanistan n'ébranlait pas autant la conscience sociale canadienne qu'il ne le fait aujourd'hui. Certaines personnes se souviennent probablement de la guerre soviéto-afghane et d'autres suivent peut-être les entreprises du gouvernement taliban. Toutefois, la plupart des gens auraient de la difficulté à expliquer pourquoi le gouvernement de l'Afghanistan est dirigé par un érudit spécialiste de la religion venant de la province de Kandahar. Très peu de gens sont conscients que la guerre civile ayant suivi le retrait des Soviétiques est responsable de la prise de pouvoir ultérieure par les talibans. Enfin, encore moins de gens savent qu'un homme, Oussama Ben Laden, est derrière les attaques du 11 septembre et a exploité un quartier général à l'extérieur d'un terrain d'aviation soviétique à Kandahar. Les Canadiens ne s'intéressent tout simplement pas à cette région, une situation qui ne tardera pas à changer.

Au moment des attaques, le gouvernement Chrétien est au pouvoir depuis huit ans. Jean Chrétien, un politicien aguerri comptant des décennies d'expérience politique, et l'ensemble de ses ministres sont atterrés par ces violentes attaques contre les États-Unis. Selon les auteurs Janice Gross Stein et Eugene Lang, le gouvernement se retrouve à court de mots pour formuler une réponse adéquate :

« Au cours des jours qui suivirent le 11 septembre, les membres du gouvernement Chrétien n'avaient aucune idée du rôle que les forces militaires canadiennes devaient ou pouvaient jouer en Afghanistan. En réalité, Ottawa se démena pendant des mois pour élaborer une politique sur l'Afghanistan afin de respecter les objectifs

---

politiques fondamentaux du gouvernement et de satisfaire le public canadien<sup>189</sup>. »

Le 12 septembre 2001, par la résolution 1368, le Conseil de sécurité de l'ONU sanctionne le recours aux forces armées afin de retirer le pouvoir aux talibans. Cette résolution énonce précisément que l'ONU doit « prendre toutes les mesures nécessaires pour répondre aux attaques terroristes du 11 septembre 2001 et pour combattre le terrorisme sous toutes ses formes »<sup>190</sup>. Le contenu de ces mesures reste alors à déterminer. Le gouvernement américain agit promptement. Le 28 septembre, l'ONU, en adoptant la résolution 1373, présente une autre sanction juridique pour permettre une telle action. C'est sur la base de cette résolution que sera exécutée l'opération ENDURING FREEDOM (OEF), en vertu du mandat du chapitre VII<sup>191</sup>.

Pour éviter que les opérations militaires menées en Afghanistan soient jugées comme une entreprise purement américaine, le président Bush se montre pressé de s'adjoindre des alliés<sup>192</sup>. Il commence immédiatement à solliciter l'aide étrangère et se tourne vers le Canada. Selon l'ancien conseiller politique de Jean Chrétien, Eddie Goldenberg, bien que les derniers détails n'aient été achevés qu'à la fin de semaine de l'Action de grâces en octobre, les contributions à la campagne commencèrent sur-le-champ<sup>193</sup>. Ironiquement, les premiers déploiements touchent la Marine qui envoie une force opérationnelle de Halifax jusqu'à « l'océan Indien pour assurer le commandement des opérations d'interdiction »<sup>194</sup>. Par la suite, on déploie rapidement les forces d'opérations spéciales du Canada en Afghanistan<sup>195</sup>.

Au cours des derniers mois de l'année 2001, le gouvernement Chrétien étudie la situation. Ayant déjà mis l'OEF en place, les Américains font tomber le gouvernement taliban le 6 décembre. De plus, à la suite des discussions diplomatiques de Bonn, en Allemagne, l'ONU sanctionne, au début du mois de décembre, la création d'une « Force internationale d'assistance à la sécurité » (FIAS) pour aider et protéger le nouveau gouvernement afghan<sup>196</sup>. Pour le Canada, deux éléments sont à déterminer, à savoir quels seront ses alliés et quelles tâches devra-t-il accomplir<sup>197</sup>.

La raison de la participation canadienne est relativement simple. Selon Sean Maloney, en détruisant les installations utilisées pour planifier les attaques initiales et en s'attaquant au soutien du terrorisme, le Canada participerait au renforcement de la sécurité en Amérique du Nord et à la protection de cette partie du monde contre toute autre attaque<sup>198</sup>. Toutefois, les instances canadiennes de la sécurité ne s'entendent pas sur les moyens à utiliser. Qualifiant la situation de « schizophrénique », Sean Maloney écrit :

« Un groupe affirme que la force est désuète et que le “pouvoir discret”, soit le recours à la diplomatie adroite, à l'aide humanitaire et aux mécanismes de résolution de conflit de l'ONU, y compris le maintien de la paix, doit servir d'assises à la politique canadienne et à la structure des forces armées [...]. Les réalistes au sein du ministère de la Défense nationale (MDN) et des Forces canadiennes (FC), toutefois, sont exaspérés, de devoir déployer des troupes dans le but d'appuyer des politiques de pouvoir discret impertinentes<sup>199</sup>. »

---

La décision quant au déploiement de militaires de l'Armée de terre en Afghanistan est prise à la mi-novembre 2001, sans aucun débat au Parlement<sup>200</sup>. Après d'importantes discussions au sein du cabinet et avec les principaux leaders bureaucratiques, le gouvernement décide d'envoyer des soldats dans le cadre du mandat de l'OEF au début de janvier 2002<sup>201</sup>. Les raisons de ce déploiement, comme le note l'ancien premier ministre Jean Chrétien, montrent bien la confusion au sujet des rôles attribués aux FC au sein même du gouvernement. Selon Jean Chrétien, les tâches de l'Armée de terre sont « de stabiliser la situation en Afghanistan, de protéger le nouveau gouvernement en place et le peuple afghan et de contribuer au maintien de la paix. [...] cette opération est davantage une entreprise de pacification qu'un programme de maintien de la paix »<sup>202</sup>. Malgré le fait que Jean Chrétien ait utilisé le terme « maintien de la paix », le gouvernement de l'époque a bel et bien affecté des soldats au combat en Afghanistan.

Le choix, par le gouvernement canadien, de l'OEF plutôt que de la FIAS est un élément intéressant, pouvant être justifié de différentes façons. Selon Janice Gross Stein et Eugene Lang, la FIAS en était à ses débuts et les pays européens initialement prévus pour la mission ont semblé nuire à la participation du Canada dans l'arrivée des forces militaires à Kaboul, affirmant qu'il s'agissait « en réalité d'une opération européenne »<sup>203</sup>. Selon Sean Maloney, il s'agissait principalement de rationalisation, soit des ressources que les planificateurs militaires souhaitaient déployer et de celles que la FIAS était prête à exploiter; le fait que la FIAS n'était pas encore prête à exécuter des opérations vient appuyer ce point<sup>204</sup>.

Rapidement, on communique les ordres au 3<sup>e</sup> Bataillon, Princess Patricia's Canadian Light Infantry (3 PPCLI). Les tâches assignées comprennent : « [la] protection des aérodromes, [l']exploitation de sites sensibles, [l']aide humanitaire et [les] opérations de combat »<sup>205</sup>. L'unité se joint à une brigade américaine de la 101<sup>st</sup> Airborne Division à l'aérodrome de Kandahar (AK) pour une rotation de six mois. Le 22 février 2002, arrivée dans le théâtre, l'unité commence à accomplir ses tâches<sup>206</sup>.

De février à août 2002, le 3 PPCLI exécute de nombreuses opérations avec l'efficacité d'une force militaire moderne. Initialement, ses missions visent le rétablissement de la sécurité à l'AK; toutefois, au fil du printemps, les tâches se concentrent davantage sur l'offensive. Parmi ces nouvelles tâches, les FC exécutent leur tout premier assaut aérien. Un deuxième assaut permet au 3 PPCLI d'accomplir une importante mission d'exploitation d'un site sensible pour collecter des renseignements au sujet de l'ennemi<sup>207</sup>.

Pour de nombreux Canadiens, la mission ne prend de l'importance que le 18 avril 2002, quand quatre de leurs soldats sont tués au cours du premier incident d'une série de tirs fratricides<sup>208</sup>. Nonobstant le fait que l'incident a lieu lors d'un entraînement et que l'ennemi n'en est nullement responsable, l'incident terrasse le public canadien. Selon l'auteur Peter Pigott, la « tragédie touche les Canadiens profondément [...] beaucoup [...] semblent choqués par le fait que leurs forces militaires se trouvent dans une zone

---

de guerre et comptent maintenant des victimes »<sup>209</sup>. L'attitude affichée par les citoyens canadiens peut sembler le résultat logique des processus de gestion de l'information du gouvernement. Selon les rédacteurs en chef de *Maclean's*, « on minimise le déploiement du Canada afin d'en faire juste un autre chapitre dans une longue histoire de maintien de la paix multilatéral », et ce, même quand les opérations sur le terrain n'ont plus rien à voir avec le maintien de la paix<sup>210</sup>.

Deux exemples de communications gouvernementales de l'époque prouvent ce point. Il suffit d'examiner le communiqué de presse officiel annonçant le déploiement du 3 PPCLI. Le document ne fait aucune mention des tâches que devront accomplir les militaires, et on établit un parallèle avec les forces de maintien de la paix envoyées en Bosnie<sup>211</sup>. Le second exemple met en scène John McCallum, qui est à l'époque le ministre de la Défense nationale. Cette allocution, donnée lors de la Journée des Forces canadiennes le 2 juin 2002, minimise le fait que le Canada est alors en guerre. Plutôt que d'énoncer les actions des soldats canadiens en Afghanistan, le Ministre utilise le terme « participent », sans plus de précision<sup>212</sup>. Les Canadiens combattent les talibans, mais le gouvernement ne semble pas pressé d'annoncer ce fait à ses citoyens.

Le fait que le gouvernement ait choisi une stratégie de communication axée sur le maintien de la paix plutôt que sur la participation des Canadiens à une guerre supposée appuyer les valeurs et intérêts nationaux est révélateur. Plutôt que d'expliquer les véritables raisons du déploiement des Canadiens en Afghanistan, le gouvernement exploite une stratégie qui perpétue le stéréotype lié au maintien de la paix. De peur de connaître la véritable opinion du public, il semble que le gouvernement soit réticent à avouer le fait que ses soldats sont au combat. Aux yeux du gouvernement, les Canadiens ne peuvent accepter la participation à une guerre, et ce, même après les attaques du 11 septembre. On juge plus politiquement viable de perpétuer le mythe bâti au cours des 50 dernières années.

Vers la fin du mois de juillet 2002, le 3 PPCLI revient à Edmonton. La mission initiale terminée et les FC toujours engagées dans des opérations en ex-Yougoslavie, il n'y a plus de soldats pour assurer le maintien de la participation du Canada à la mission en Afghanistan<sup>213</sup>. On maintient les engagements liés aux opérations spéciales ainsi que les opérations navales et aériennes (de façon limitée). Toutefois, il semble à l'époque que l'engagement des FC en Afghanistan est terminé<sup>214</sup>.

## Tenir le fort

À peine six mois après le retrait des dernières forces terrestres de Kandahar, le gouvernement canadien annonce le retour des FC en Afghanistan. Le 12 février 2003<sup>215</sup>, on dévoile que 1000 soldats canadiens partiront pour Kaboul afin d'assurer le commandement de la Brigade multinationale de Kaboul (BMK) et, ultérieurement, de l'ensemble de la mission de la FIAS. La décision est prise même si les forces militaires n'appuient pas un retour en Afghanistan. Les planificateurs du Quartier général de la Défense nationale (QGDN) jugent le retour insoutenable du point de vue des ressources<sup>216</sup>.

---

Déchiffrer la décision relative au nouvel envoi de Canadiens en Afghanistan s'apparente à dénouer le nœud gordien. Fondamentalement, la nature de la décision prise par le premier ministre Jean Chrétien et le ministre de la Défense John McCallum est politique. Pour certaines personnes, le redéploiement des FC à Kaboul est un geste voué à éloigner les militaires de la guerre imminente en Iraq<sup>217</sup>. Selon Sean Maloney, la décision du Canada quant au commandement de la FIAS vise particulièrement à « faire taire les critiques au pays concernant la participation militaire du Canada dans l'opération IRAQI FREEDOM (la guerre en Iraq), un engagement annulé par la suite en faveur d'un déploiement en Afghanistan »<sup>218</sup>.

Janice Gross Stein et Eugene Lang présentent, quant à eux, un deuxième motif pour la participation à la mission de la FIAS. Selon ces auteurs, la décision a pour but de devancer les Américains relativement à la demande de déploiement d'une autre unité canadienne à Kandahar<sup>219</sup>. Un élément de cette décision gouvernementale est la détermination du rôle prévu des soldats. Contrairement au combat mené l'été précédent, on considère la FIAS et le déploiement à Kaboul comme étant plus proches du rôle de maintien de la paix traditionnel. Selon Jean Chrétien :

« En janvier 2003, [...] j'ai donné ordre à John McCallum [...] de faire savoir à son homologue américain Donald Rumsfeld, que le Canada était prêt à remplacer les Allemands et les Hollandais au terme de leur mandat. [...] nos soldats seraient confinés dans un endroit plus sûr où leur mission serait plus conforme à notre rôle traditionnel de maintien de la paix<sup>220</sup>. »

Une troisième possibilité est qu'il s'agit nettement d'une démonstration claire du contrôle civil sur les forces armées. À l'époque, les officiers supérieurs semblent avoir favorisé le déploiement plutôt que l'invasion de l'Iraq menée par les Américains. Dans les pages de *Maclean's*, l'ancien ministre de la Défense nationale, John McCallum, affirme qu'« ils [les hauts dirigeants militaires] voulaient aller en Iraq [...] les dirigeants militaires de l'époque n'étaient pas très enthousiastes relativement à l'Afghanistan »<sup>221</sup>. Ces propos sont les mêmes que ceux de Janice Gross Stein et de Eugene Lang qui ont écrit exhaustivement sur John McCallum<sup>222</sup>.

Les FC retournent en Afghanistan en juillet 2003. Le Brigadier Peter Devlin assume le rôle de commandant de la BMK le 17 juillet<sup>223</sup>. À partir du 9 février 2004, le Lieutenant-général Rick Hillier assure le commandement de la FIAS<sup>224</sup>. Pour la majorité du temps passé à Kaboul, les choses s'avèrent relativement bénignes. Toutefois, il y eut des attaques à la roquette et des explosions de mine, dont une qui tua deux soldats du RCR<sup>225</sup>. Les tâches principales comprennent la mise sur pied de l'Armée nationale afghane, au moyen d'équipes d'entraînement intégrées canadiennes, ainsi que la supervision de la sécurité pour les élections nationales de 2004<sup>226</sup>. Le plus important événement qui influa sur les efforts canadiens en Afghanistan se déroule au cours de l'automne et de l'hiver 2003, plus particulièrement le 12 décembre, soit l'arrivée au poste de premier ministre de Paul Martin, qui remplace Jean Chrétien.

Au cours de sa campagne pour la chefferie du Parti libéral, Paul Martin ne semble pas avoir songé aux forces militaires ou à leur rôle en Afghanistan.

---

Dans certains comptes rendus de l'époque, on ne mentionne même pas les FC<sup>227</sup>. Selon Janice Gross Stein et Eugene Lang, la nomination du relativement rigide David Pratt au poste de ministre de la Défense nationale et la visite symbolique de Paul Martin au QGDN lors de sa première journée en tant que premier ministre sont la preuve d'une nouvelle vision en matière de défense<sup>228</sup>. En ce qui concerne l'Afghanistan plus particulièrement, Peter Pigott souligne le fait que Paul Martin ne pense pas qu'il s'agisse « d'une situation convenable pour le Canada » et qu'il préférerait les missions davantage liées au maintien de la paix<sup>229</sup>. Si telle était la réalité, la situation allait bientôt changer.

Un peu plus d'un an plus tard, le gouvernement Martin prend la décision de retirer les FC de la FIAS et de les renvoyer à Kandahar pour contribuer à l'OEF. Elles doivent d'abord agir à titre d'équipe provinciale de reconstruction (EPR), conformément à l'annonce faite en février 2005, puis s'établir à Kandahar plus tard pendant l'été<sup>230</sup>. À la fin du mois de mars, on commence la planification pour l'ajout d'une force opérationnelle axée sur l'infanterie au déploiement à Kandahar<sup>231</sup>. Au début du mois de mai, le conseil des ministres et le premier ministre approuvent le plan, dressant ainsi la table pour l'étape suivante de l'engagement du Canada en Afghanistan<sup>232</sup>.

Cet été-là, le ministre de la Défense nationale, Bill Graham, commence à faire des allocutions et à donner des entrevues dans le but d'augmenter l'appui pour la prochaine mission canadienne en Afghanistan. Utilisant un langage généralement franc et direct, il informe les Canadiens qu'ils verront de nouveau les soldats quitter le pays pour prendre part à la guerre à Kandahar. À Ottawa le 16 mai, le discours du Ministre à l'intention du Comité permanent de la défense nationale et des anciens combattants et du Comité permanent des affaires étrangères et du commerce international est remarquable, car il ne fait aucune mention du maintien de la paix. Plutôt, Bill Graham avise les comités du fait que les soldats canadiens mèneront « des opérations pour renforcer la sécurité du pays »<sup>233</sup>.

Il diffuse des messages semblables tout au long de l'automne à Ottawa, à Montréal et à Vancouver. Peu de temps avant le jour du Souvenir, le ministre Graham énonce les risques et les objectifs, dans un langage clair, à tous ses auditeurs :

« Les Canadiens ne doivent pas se bercer d'illusions; la mission et l'environnement de Kandahar sont très complexes, exigeants et dangereux. La partie de l'Afghanistan où nous irons est une des régions les plus instables et dangereuses du pays. En réalité, c'est pourquoi on nous demande d'y aller et pourquoi nous y allons [...] le travail sera dangereux et présente un risque de blessures et de décès typique de ce genre de tâches. De plus, les Canadiens doivent reconnaître cet aspect de leur mission et être prêts à les appuyer [les soldats] si de tels scénarios se concrétisent [...] »<sup>234</sup>.

À la fin de son allocution, il prend grand soin d'expliquer que le prochain déploiement ne sera pas lié au rôle traditionnel de maintien de la paix, mais plutôt à un rôle combiné « incluant le maintien de la paix et le combat »<sup>235</sup>.

---

Le Chef d'état-major de la Défense, le Général Rick Hillier, tente également d'informer les Canadiens des risques à prévoir au cours de la mission. Toutefois, son choix de mots semble brouiller le message, n'indiquant pas clairement que les forces s'exposent à de grands risques de blessures et de décès. Comme le mentionne Bruce Campion-Smith, le général affirme particulièrement que « la possibilité de tels incidents est toujours présente [...]. Je pense que les Canadiens doivent être conscients que ce travail est dangereux<sup>236</sup>. » Malheureusement, il semblerait qu'un bon nombre de Canadiens n'ait pas saisi le message.

## De retour à Kandahar

Le 23 janvier 2006, les Canadiens votent et entraînent un changement de gouvernement. Stephen Harper est élu et le Parti conservateur forme un gouvernement minoritaire. Au cours des deux mois avant l'élection, les membres des FC présents à Kaboul ferment leurs camps et prennent la longue route vers l'AK afin d'aménager les lieux pour le prochain contingent. Les soldats du 1<sup>er</sup> Groupe-brigade mécanisé du Canada et du 1<sup>er</sup> Bataillon, Princess Patricia's Canadian Light Infantry (1 PPCLI) commencent à arriver au cours de la tenue des élections au Canada. En tout, 2500 soldats canadiens sont envoyés pour travailler au sein de l'opération menée par les Américains. On y retrouve un groupe-bataillon d'infanterie, un quartier général de brigade, des troupes d'intervention spéciales, l'EPR et l'élément de soutien national, lequel doit fournir un appui logistique à tous les Canadiens présents en Afghanistan<sup>237</sup>. La mission était claire :

« La FO Orion doit aider les autorités afghanes à établir une saine gouvernance, à instaurer un climat de sécurité et de stabilité et à entamer la reconstruction dans la province de Kandahar durant la rotation (Roto 1) de l'opération ARCHER afin d'accroître la légitimité et la crédibilité du gouvernement de l'Afghanistan dans l'ensemble de la République islamique d'Afghanistan et, simultanément, de mettre en place les conditions nécessaires à l'exécution de la Phase 3 du plan d'expansion de l'OTAN<sup>238</sup>. »

En bref, les militaires doivent aider le gouvernement légitime à mener sa guerre de contre-insurrection. Les Canadiens doivent donc prendre part au combat.

Le premier ministre Harper visite Kandahar au début du mois de mars, le journaliste Paul Wells décrit la situation comme étant « la plus spectaculaire affirmation de la nouvelle politique étrangère gouvernementale »<sup>239</sup>. Après avoir rassemblé le plus grand nombre de soldats canadiens dans un stationnement poussiéreux pour donner une courte allocution, Stephen Harper reprend les propos de W. Sanford Evans écrits plus de cent ans plus tôt. Selon Wells, « Harper fit preuve d'une franchise typique quand il promit aux soldats canadiens [...] qu'il ne les laisserait pas tomber. "Nous ne nous engageons pas pour ensuite nous esquiver au premier signe de danger" »<sup>240</sup>. Ce nouveau ton positif est bien accueilli par de nombreuses personnes, comme le prouvent les mots des rédacteurs en chef de la revue *Maclean's* publiés en avril 2006 : « C'est une heureuse surprise de voir le gouvernement Harper placer le pays de nouveau

---

sur la voie d'une politique étrangère musclée, à l'image véritable des valeurs canadiennes [...]»<sup>241</sup>. »

De mars à décembre, les médias canadiens traitent de l'Afghanistan fréquemment. Le combat est corsé et le nombre de victimes s'élève à un seuil jamais vu depuis le conflit de la Corée. Il y a de nombreux échanges de feux et attaques au moyen d'IED, les talibans et les forces de la coalition se livrant bataille pour la suprématie dans les provinces desquelles le Canada est responsable<sup>242</sup>. L'annonce de victimes est presque hebdomadaire<sup>243</sup>.

À cette époque, le gouvernement utilise un langage semblable à celui utilisé lors des missions antérieures de maintien de la paix; on ne mentionne pas la guerre et le mot « combat » est rarement prononcé. La revue *Maclean's* publie un titre révélateur en juin 2006 : « Les troupes canadiennes se préparent à une longue et sanglante bataille contre les talibans cet été. Quelqu'un devrait en informer le ministre de la Défense<sup>244</sup>. » L'article présente l'affirmation faite par le ministre de la Défense, Gordon O'Connor, avant sa visite avec le premier ministre à Kandahar, en mars : « Notre rôle en Afghanistan n'est pas d'exécuter des opérations de combat [...]»<sup>245</sup>. » Plus tard en mai, il dit : « Je ne pense pas qu'il s'agit d'une guerre [...]. Notre engagement vise à aider les personnes à faire circuler des biens, à construire des maisons, à bâtir un corps policier [...]. Et quand on nous attaque, nous ripostons<sup>246</sup>. » Dans un éditorial rédigé à la fin du mois d'août, les rédacteurs en chef de *Maclean's* ne sont plus aussi élogieux, affirmant : « Les Conservateurs [...] ont continuellement minimisé la possibilité du combat et ont refusé d'admettre que le Canada est en guerre<sup>247</sup>. »

Le langage utilisé par le gouvernement Harper pour communiquer avec le public est nettement différent du style direct employé au cours de l'automne et de l'hiver 2005. En refusant d'utiliser des mots tels que « guerre » et « combat », les politiciens canadiens semblent vouloir modifier la perception des actions en cours chez le grand public. D'une certaine façon, on peut considérer cette approche comme une reconnaissance politique implicite du fait que de moins en moins de Canadiens croient en la guerre et que le public, en général, se montre réticent à appuyer des politiciens qui osent parler de la guerre autrement que pour la condamner.

La mission à Kandahar s'est poursuivie, bien qu'à la fin de juillet 2006 on passe de l'OEF à la mission de la FIAS dirigée par l'OTAN, conformément au plan initial. Le nombre de décès au sein des troupes canadiennes atteint un sommet lors de l'opération MÉDUSE en septembre 2006, puis diminue tout au long de l'année 2007<sup>248</sup>. Le 13 mars 2008, après que les Conservateurs et les Libéraux en soient venus à un compromis quant aux objectifs et à la date de fin de la mission à Kandahar, le gouvernement vote pour prolonger la mission canadienne jusqu'en 2011<sup>249</sup>.

Avant de passer à l'examen des répercussions de la guerre en Afghanistan sur le Canada, trois éléments propres au contexte national méritent qu'on s'y attarde : les médias, le soutien accordé aux soldats plutôt qu'à la guerre ainsi que la fluctuation de l'appui accordé à la guerre.

---

## À la maison

Au XXI<sup>e</sup> siècle, l'information est instantanée et les médias sont omniprésents. Beaucoup plus sophistiqués que les journaux, la principale source d'information au début du XX<sup>e</sup> siècle, les médias modernes incluent la radio, la télévision ainsi que l'Internet et sa panoplie de journaux numériques, de webémissions et de blogues. Une personne qui veut s'informer sur un sujet donné trouvera probablement une source adaptée à ses besoins. Toutefois, les médias canadiens et leur couverture de la guerre en Afghanistan soulèvent différents enjeux.

D'abord, à la suite des attaques du 11 septembre, le gouvernement canadien tente de contrôler étroitement l'information transmise par les médias au sujet des forces militaires<sup>250</sup>. Cette situation n'aide pas à favoriser la compréhension des rôles et de l'organisation des forces déployées ou des valeurs et intérêts nationaux à protéger. Le contrôle étant un aspect qui éveille généralement les soupçons au sein des médias, les journalistes croient que tout contrôle gouvernemental de l'accès à l'information est synonyme de camouflage.

La couverture offerte aux Canadiens est plutôt simpliste et plus axée sur le côté humain des événements. Plutôt qu'une présentation des complexités et une analyse des raisons propres aux tâches accomplies, les médias ont tendance à opter pour les tragédies et les échanges de feux. Selon la journaliste Sharon Hobson, « les médias [...] ont tendance à se concentrer sur les éléments physiques immédiats de la mission, faisant fi des aspects plus stratégiques ou théoriques tels que la répercussion sur les capacités futures, le “changement d'orientation de mission” et le maintien en puissance »<sup>251</sup>. Même les journalistes affirment que la mission est incomprise et que cette incompréhension influe sur la fluctuation de l'appui de la part du public<sup>252</sup>. Ceci rejoint l'idée véhiculée par le Colonel Fred Lewis voulant que, initialement, « de nombreuses personnes [...] n'ont pas considéré que ces récentes opérations en Afghanistan différaient des opérations de paix des années 90 [...] »<sup>253</sup>.

Un autre enjeu soulevé est le manque de connaissances des journalistes canadiens pour offrir une couverture approfondie. Comme l'a noté Sean Maloney, « le portrait de la guerre en Afghanistan brossé par les médias repose sur une analyse historique erronée et des prédictions pessimistes »<sup>254</sup>. Ceci peut être partiellement dû au fait que, au moment de l'éclatement de la guerre, très peu de médias canadiens emploient des spécialistes en matière de forces militaires, ce qui n'est pas le cas des médias américains et britanniques. Malheureusement, bien que plus habiles à couvrir la situation, les médias britanniques et américains ont tendance à ignorer les événements en Afghanistan, particulièrement si les soldats de ces deux pays n'y participent pas. Comme le souligne Sean Maloney, ceci influe aussi sur la formation d'une opinion au sein du public canadien. Selon lui, « la négligence commune [des commentateurs militaires et des médias britanniques et américains] a faussé la réalité des opérations menées dans le sud de l'Afghanistan et de leurs motifs »<sup>255</sup>.

Enfin, le dernier enjeu soulevé par la couverture des médias est l'attention portée aux victimes individuelles. Cet aspect se démarque des guerres

---

antérieures. Plutôt que de discuter des réalisations et des motifs connexes, les médias ont tendance à parler des blessures et des décès. À titre d'exemple, Sharon Hobson note que l'attention des médias devient étroitement concentrée sur cet aspect à la suite du tir fratricide qui tua quatre membres du 3 PPCLI en 2002<sup>256</sup>. Cette trop grande importance accordée aux victimes influe directement sur l'opinion des Canadiens quant à la raison d'être de la guerre. Étant donné que les seuls renseignements donnés aux Canadiens concernent le nombre de victimes à Kandahar, il est facile de faire le lien avec l'appui accordé à la mission.

Néanmoins, le public canadien s'est toujours montré intéressé par la guerre. L'aspect le plus flagrant en est que les manifestations d'appui ont généralement été à l'endroit des soldats et non à l'endroit des actions de ces derniers. Il suffit d'examiner les « vendredis en rouge » et les objectifs qu'ils poursuivent. Selon le site Web consacré aux vendredis en rouge, ces derniers visent à « favoriser le soutien apporté aux hommes et aux femmes qui servent notre pays [...] ».

« Notre but est d'offrir un appui impartial à nos militaires. Nous ne favorisons aucune politique donnée, aucune position déterminée, aucun programme fixe ou aucune nature précise quant aux missions militaires. Nous accordons notre soutien à tous les soldats canadiens, peu importe leur activité, ici comme ailleurs<sup>257</sup>. »

Toutes les campagnes de financement organisées au Canada depuis 2002 à l'intention des soldats et de leur famille sont une autre manifestation publique de soutien. Un excellent exemple de cet appui est la création d'un fonds de bourses d'études pour les enfants de soldats tués dans l'exercice de leurs fonctions. Ayant récolté 1,8 million de dollars en quelques mois d'existence, ce fonds montre bien le soutien que les Canadiens sont prêts à offrir à ceux qui servent la nation<sup>258</sup>.

D'autre part, le petit nombre de protestations contre la guerre n'ont eu comme visée que la guerre. La plus importante de ces manifestations eut lieu au cours de la fin de semaine du 27 au 29 octobre 2006, quand 37 villes différentes organisèrent des rassemblements contre la guerre, avec des taux de participation divers. Ironiquement, le slogan utilisé par de nombreux participants était « Appuyez nos soldats, rapatriez-les »<sup>259</sup>.

La culture populaire canadienne offre également un aperçu de l'appui des Canadiens envers les soldats plutôt qu'envers la guerre. Depuis le premier engagement du Canada en Afghanistan, il n'y a pas eu de véritables répercussions sur la culture populaire, mis à part deux exceptions. D'abord, trois chanteurs de musique country ont composé des pièces directement liées aux forces militaires canadiennes, que ce soit par leurs paroles ou leur vidéoclip. Les trois chansons font preuve d'un soutien à l'endroit des soldats et non d'un soutien envers leur mission<sup>260</sup>, ce qui est à l'opposé de la musique populaire produite à l'époque de la participation du Canada à la Guerre des Boers.

Le second exemple tiré de la culture populaire est l'audiodrame *Afghanada* diffusé sur la chaîne radiophonique anglophone de la Société Radio-Canada<sup>261</sup>. Le but de ce radiodrame n'est pas d'appuyer la guerre ou de solliciter un tel

appui; en effet, il ne fournit que très peu d'explications quant à la présence de soldats canadiens en Afghanistan. Plutôt, comme l'affirme le site Web :

« [le radiodrame] est une version du conflit telle que vécue par un fantassin. Le son est mordant et brut et l'effet est instantané, amenant l'auditeur dans une aventure auditive sans issue. Il s'agit d'une réflexion sur la situation des plus réelle vécue quotidiennement par les soldats canadiens en Afghanistan<sup>262</sup>. »

Les nombreux sondages menés au cours de la guerre en Afghanistan fournissent une évaluation plus concrète et quantifiable de l'appui variable manifesté par le public. Toutefois, le recours aux sondages d'opinion publique n'est pas sans risque : les résultats laissent place à l'interprétation, les réponses reposent entièrement sur les questions posées et les connaissances des personnes sondées sont impossibles à déterminer avec certitude<sup>263</sup>. Toutefois, l'examen des sondages existants donne un aperçu de la situation. D'abord, ils montrent que le degré de soutien envers le déploiement de Canadiens en Afghanistan s'amointrit au fil du temps; puis, ils prouvent l'existence du lien entre la perception qu'a la population de la guerre et le nombre de victimes<sup>264</sup>; enfin, ils permettent de voir les particularités régionales des résultats.

Dans un premier temps, on effectua l'étude de 11 sondages menés par The Strategic Counsel et couvrant la période entre mars 2006 et janvier 2008. Cette source a l'avantage de poser la même question dans chaque sondage effectué<sup>265</sup>. Le graphique qui suit montre les résultats au fil du temps.

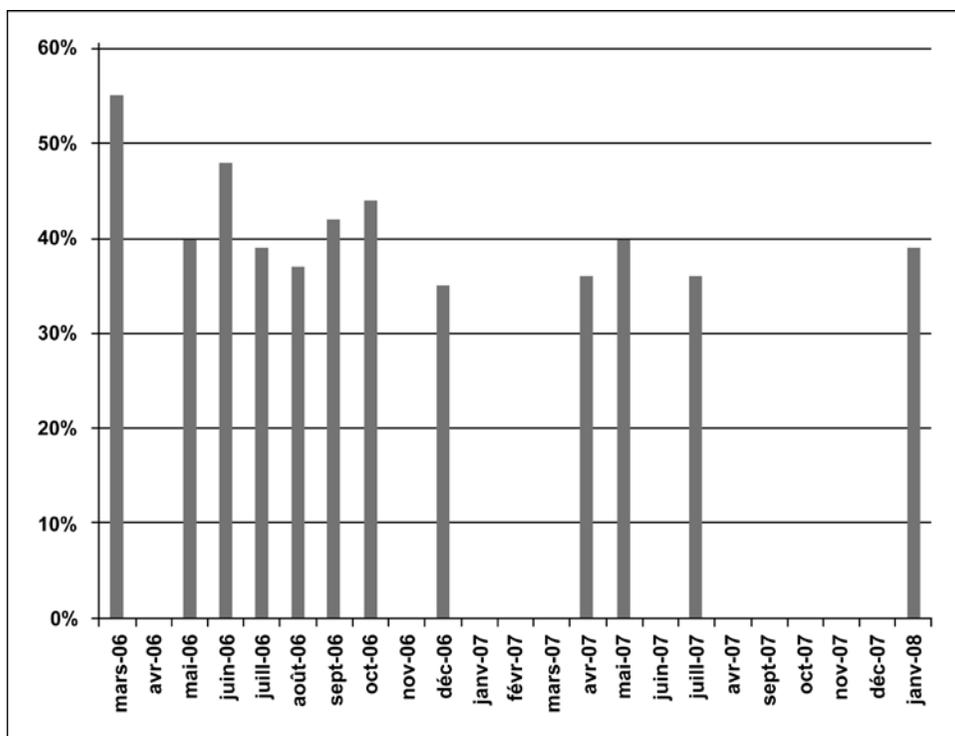


Tableau 3.1 : Appui envers le déploiement de Canadiens en Afghanistan<sup>266</sup>

---

Au moyen de ces sondages, il est facile de voir qu'au fil du temps, l'appui, bien que variable, diminue. Il est également possible de constater que l'appui envers la mission a connu une forte baisse en mai, juillet et août 2006, le Canada ayant compté des victimes au cours des opérations de combat contre les talibans au cours de ces périodes. De même, les décès en décembre 2006 semblent avoir entraîné une importante baisse de l'appui au sein de la population. Toutefois, l'appui n'est pas toujours lié au nombre de victimes. Par exemple, l'exécution de l'opération MÉDUSE en septembre 2006, malgré son important incident de tir fratricide et ses nombreux hommes tués au combat, a entraîné une augmentation de l'appui de la part du public.

Ce qui semble être une anomalie soulève un point qui mérite qu'on s'y attarde : l'hypothèse des victimes. Deux érudits, Phillip Everts et Pierangelo Isernia, s'appliquèrent à étudier le lien entre l'opinion publique et le recours à la force<sup>267</sup>. Selon eux, l'hypothèse prévoit « un déclin rapide du soutien public envers l'utilisation de la force militaire en présence de victimes réelles ou possibles »<sup>268</sup>. Bien que leur étude visait les États-Unis et quelques pays européens, une de leurs conclusions est particulièrement intéressante. En ce qui concerne la formation d'opinions, ils déterminèrent que la perception a une plus grande influence que le nombre de victimes<sup>269</sup>. Ainsi, une mission considérée comme étant victorieuse entraînerait un niveau élevé d'appui correspondant (comme on a pu le voir à la suite de l'opération MÉDUSE). En revanche, si le grand public pense que la mission risque d'échouer, il se montrera moins enclin à accepter la présence de victimes. Selon ces deux hommes, l'élément clé de la perception de la mission au sein du public est la prévision d'une victoire possible<sup>270</sup>.

Le tableau présenté plus haut ne montre pas les divergences d'opinions régionales. Toutefois, l'examen des sondages révèle que les diverses régions du Canada ont une perception différente de la mission au cours de la période d'interrogation. Bien que la province du Québec ait manifesté un appui moindre à l'endroit du déploiement en général, les sondages menés par The Strategic Counsel révèlent également des différences régionales entre l'Ontario et l'Ouest du pays<sup>271</sup>. Une autre société de sondage, le groupe Decima Research, a étudié ce point de plus près.

Entre avril 2006 et juillet 2007, Decima Research a mené cinq sondages sur la participation du Canada dans le conflit en Afghanistan; toutefois, chaque sondage couvrait différents éléments de la mission. Contrairement à The Strategic Counsel, Decima Research n'a pas posé les mêmes questions dans tous ses sondages. Toutefois, Decima Research a ventilé les résultats par sexe et par groupements provinciaux<sup>272</sup>. Certaines de leurs constatations sont éloquentes.

En avril 2006, le pays est divisé presque en deux, une moitié de la population (45 p. 100) appuyant le déploiement de soldats canadiens en Afghanistan et l'autre moitié (46 p. 100) s'y opposant<sup>273</sup>. La région qui manifeste le plus grand appui est l'Alberta (65 p. 100), suivie du Canada atlantique (42 p. 100) et du Québec (31 p. 100)<sup>274</sup>. En octobre 2006, quand Decima Research demande aux Canadiens s'ils se porteraient volontaires pour servir au sein de la mission en Afghanistan si cela était possible, aucune province n'affiche un taux supérieur à 15 p. 100; au Québec, seulement 10 p. 100

---

des répondants soutinrent l'idée. De plus, le segment de la population le plus enclin à se porter volontaire est celui des gens âgés de 55 ans et plus<sup>275</sup>.

Enfin, grâce aux données de Decima Research, il est possible de constater une divergence d'opinions au sein de la population canadienne quant à la perception du coût humain lié aux opérations en Afghanistan. Les sondages révèlent d'importantes variations sur les plans géographique, politique et économique ainsi que selon l'âge et le sexe des répondants. Formulée de façon générale, la question tentait de savoir si les répondants croyaient que le nombre de victimes était acceptable, étant donné les résultats obtenus.

Sur le plan géographique, 76 p. 100 des Québécois jugeaient le nombre inacceptable, comparativement à la moyenne nationale de 67 p. 100 et au taux des Prairies de 53 p. 100. Sur le plan politique, les Conservateurs étaient également divisés, 47 p. 100 jugeant le nombre acceptable et 48 p. 100 le jugeant inacceptable; comparativement, les résultats propres au Parti libéral, au NPD et au Bloc Québécois étaient 22 p. 100 contre 74 p. 100, 18 p. 100 contre 77 p. 100 et 17 p. 100 contre 81 p. 100, respectivement. Sur le plan économique, 70 p. 100 des répondants gagnant moins de 60 000 \$ par année jugeaient le nombre inacceptable, comparativement à 60 p. 100 des répondants gagnant plus de 100 000 \$. Chez les hommes et les femmes, 74 p. 100 et 59 p. 100 respectivement affirmaient que le nombre était inacceptable. En ce qui a trait à l'âge des répondants, disons seulement que les plus jeunes répondants étaient plus enclins à juger le nombre de victimes inacceptable<sup>276</sup>. Il est clair que la division au sein de la société canadienne est à l'origine des différentes perspectives.

## Les répercussions — Partie 2

La guerre en Afghanistan n'est pas terminée, mais elle a déjà des répercussions au Canada. Celles-ci peuvent être réparties en trois grandes catégories : militaires, politiques et sociétales. Examinons d'abord les répercussions sur les forces militaires canadiennes.

La guerre en Afghanistan a mis les FC à l'épreuve : non seulement elle teste les limites au niveau tactique, mais aussi celles aux échelons supérieurs de commandement. Sur le champ de bataille, le rendement général des soldats canadiens est à l'image de leur réputation. En 2006, le magazine *Maclean's* octroya le titre de « vedettes annuelles de l'actualité » aux soldats<sup>277</sup>. De nombreux articles publiés dans les journaux et les magazines font état des exploits accomplis par des militaires individuels, certains les traitant presque comme des héros.

Les plus hauts échelons de commandement et le côté institutionnel des forces militaires ont dû adapter les politiques, l'équipement et les procédures datant de la guerre froide à l'environnement opérationnel contemporain. L'approvisionnement de l'équipement et l'acquisition rapide de l'avion de transport C-17 Globemaster, des obusiers M-777 et des chars de combat principaux sont tous des exemples de réussite. Toutefois, on a aussi connu des difficultés. Le traitement des détenus fit l'objet d'un procès à

---

la Cour suprême de la Colombie-Britannique. Le problème était de savoir si la *Charte canadienne des droits et libertés* s'appliquait aux individus détenus par les forces militaires en Afghanistan et confiés aux autorités afghanes<sup>278</sup>. Ce problème fut partiellement réglé le 12 mars 2008 quand la Cour rendit son verdict de non-application de la *Charte* — on prévoit que ce verdict fera l'objet d'appels<sup>279</sup>.

Sur le plan professionnel, les revues militaires canadiennes regorgent d'articles sur toutes les sphères de l'activité militaire, rédigés par des officiers et des sous-officiers qui font part de leurs expériences dans toutes les facettes des opérations menées en Afghanistan. Un survol de la littérature a été fait et démontre la prise en compte de chaque fonction de combat et de leurs motifs. Il est évident que la prochaine génération de dirigeants militaires s'inspirera de ces expériences<sup>280</sup>.

Sur le plan politique, les répercussions sont un peu plus difficiles à évaluer. La présence du Canada en Afghanistan demeure un enjeu de taille pour la politique canadienne. Le débat porte sur la nécessité pour les soldats canadiens de jouer ou non un rôle de combat<sup>281</sup>. Fait à noter : le dialogue ne tente pas de déterminer comment le déploiement en Afghanistan peut appuyer les valeurs et intérêts nationaux.

Deux principaux rapports traitent de la présence du Canada en Afghanistan. Le Comité sénatorial permanent de la défense et de la sécurité en a publié un en février 2007<sup>282</sup>. Le rapport avait pour but de répondre à cinq questions : quel est le rôle des soldats canadiens en Afghanistan; quels sont leurs critères de réussite; quelles sont leurs chances de réussite; quels sont les coûts liés à leur présence; a-t-on donné la meilleure chance de réussite aux militaires<sup>283</sup>. Le rapport n'a fourni que des réponses vagues à ces questions.

Rédigé à la demande du premier ministre Harper en octobre 2007, le second rapport, communément appelé le « Rapport Manley »<sup>284</sup>, avait pour but d'étudier quatre options distinctes pour la présence future du Canada en Afghanistan ainsi que toute autre option jugée pertinente par le comité responsable<sup>285</sup>. Beaucoup plus détaillé et complet que le rapport antérieur, ce document se distingue par son approche « indépendante », exempte de toute partisanerie politique. En effet, le travail était dirigé par un ancien ministre libéral et comptait sur la participation de conservateurs<sup>286</sup>. Parmi les cinq recommandations du rapport, on propose que les forces militaires canadiennes conservent des effectifs en Afghanistan dans un avenir prévisible, au-delà de 2009, moyennant la satisfaction de conditions préalables données, et :

« Que le gouvernement présente plus fréquemment à la population des rapports plus francs sur les événements qui se déroulent en Afghanistan, qu'il fournisse d'autres évaluations du rôle du Canada et qu'il se concentre davantage sur les démarches diplomatiques et les efforts de reconstruction, parallèlement au volet militaire<sup>287</sup>. »

Il est difficile d'évaluer avec précision les répercussions de la guerre sur la société canadienne. Les données de sondage ont révélé la même confusion et

---

les mêmes contradictions qui persistent chez les Canadiens encore aujourd'hui. Par exemple, cinq ans après le premier déploiement de soldats canadiens et après des douzaines de victimes, seulement 47 p. 100 des Canadiens considéraient la mission en Afghanistan comme une mission de guerre<sup>288</sup>. Ce taux est ahurissant étant donné les efforts déployés par le gouvernement canadien pour informer la population de l'évolution de la mission à la fin de l'année 2005.

Un sondage mené en juillet 2007 montre que 44 p. 100 des répondants pensent que les soldats canadiens sont en Afghanistan en raison des pressions exercées par les États-Unis, tandis que 53 p. 100 affirment qu'il s'agit d'une obligation envers la « communauté internationale en général »<sup>289</sup>. Un deuxième sondage mené en janvier dernier a tenté d'évaluer les plus importants enjeux aux yeux des Canadiens. En groupant toutes les mentions de l'Afghanistan ensemble, le sondage indique que seulement 4 p. 100 des Canadiens pensent qu'il s'agit du plus important enjeu au pays, loin derrière les « enjeux environnementaux », les « soins de la santé », les « enjeux économiques et le chômage » et tout juste devant le « prix de l'essence »<sup>290</sup>. Dans le même sondage, on a demandé aux Canadiens si « les soldats devraient rester ou non en Afghanistan »; 47 p. 100 des répondants indiquent qu'ils devraient « revenir le plus rapidement possible »<sup>291</sup>. Par contre, quand on leur demande s'ils pensent que les soldats font « du bon travail », 76 p. 100 répondent par l'affirmative<sup>292</sup>. Les véritables croyances des Canadiens, si une telle chose existe, restent donc un mystère.

## **CHAPITRE QUATRE — PERCEPTION CANADIENNE DE LA GUERRE : L'ÉVOLUTION AU FIL D'UN SIÈCLE**

Au cours du siècle qui s'est écoulé entre le premier déploiement de troupes et les plus récentes opérations du Canada à l'étranger, le contexte dans lequel le gouvernement doit se prononcer sur l'exploitation de sa puissance militaire et l'expédition de ses troupes a grandement changé. Ce changement est le fruit de nombreux éléments qui influent sur le consentement des Canadiens à recourir à la force pour la défense des valeurs et des intérêts nationaux. Les éléments les plus importants comprennent : le fait que le maintien de la paix soit le rôle principal des FC aux yeux des Canadiens, l'antiaméricanisme latent (et parfois manifeste), la confusion relative aux valeurs et intérêts nationaux ainsi que les médias de masse modernes. Toutefois, l'élément le plus important, celui qui peut influencer sur tous les autres, est la nature même de la société canadienne.

### **La société canadienne**

Aujourd'hui, la société canadienne est plus vieille que jamais. L'âge moyen étant tout juste inférieur à 40 ans, de moins en moins de citoyens jouissent d'une expérience directe de la guerre. En réalité, l'âge moyen augmente, une tendance qui s'est manifestée vers la fin les années 1960 et qui est toujours présente<sup>293</sup>. Cette tendance aura une répercussion directe sur les forces militaires canadiennes.

Le Canada est également plus multidimensionnel qu'auparavant. On compte plus de 90 groupes ethniques ou culturels différents au pays, chacun d'eux étant

---

composé d'au moins 15 000 personnes. Chaque groupe réagit différemment à l'information, et chaque groupe possède ses propres préjugés culturels et son échelle de valeurs. Cette diversité influe à la fois sur la perception des politiques intérieures et étrangères et sur leur formulation, le gouvernement devant répondre aux besoins de ses électeurs.

L'érudite Elizabeth Riddell-Dixon s'est penchée sur le sujet. Bien que son étude concerne les répercussions sur l'immigration, une de ses constatations est particulièrement pertinente. Selon elle, le Canada pouvait s'attendre à devoir composer avec « des pressions politiques relatives à la prise de position au sujet d'enjeux politiques internationaux hautement contentieux » en raison de la loyauté des nouveaux immigrants envers leur pays d'origine<sup>294</sup>. Bien qu'une telle loyauté s'amenuise au fil du temps, cela démontre que chaque sous-culture au Canada jouit de valeurs et d'intérêts qui lui sont chers. Ces valeurs et intérêts peuvent entrer en conflit avec ceux des autres sous-cultures ainsi qu'avec ceux gauchement définis par le gouvernement canadien.

De nombreux sondages révèlent également la présence de préjugés régionaux et provinciaux. En plus de leur bagage culturel unique, chaque province présente des valeurs différentes et priorise les intérêts nationaux différemment. Il suffit d'examiner comment chaque province voit les répercussions du conflit sur le bois d'œuvre avec les États-Unis, de l'expédition de bovins chez nos voisins du Sud ou des problèmes actuels dans le secteur automobile pour se rendre compte que de nombreux Canadiens se préoccupent davantage des enjeux qui les touchent personnellement ou qui touchent leur région. Ces perspectives ne sont pas nouvelles; toutefois, afin d'obtenir un portrait réaliste de la société canadienne et de ses fonctions, il est important de reconnaître que les points de vue régionaux expliquent en grande partie la mentalité des Canadiens.

Parmi toutes les divisions présentes au sein de la société canadienne, la plus connue est peut-être celle qui sépare les Canadiens français et les Canadiens anglais quant à leur vision du monde. Cette division n'est pas seulement culturelle, mais relève également d'une différence provinciale et régionale<sup>295</sup>. Il semble presque acquis et fondé de dire que les Canadiens français sont moins enclins à recourir à la force pour atteindre les objectifs nationaux.

Jean-Sébastien Rioux, ancien titulaire de la Chaire de recherche du Canada sur la sécurité internationale de l'Université Laval, a étudié le phénomène et a tiré des conclusions inspirantes. D'abord, il a constaté que les Québécois sont « tous prudents quant aux dépenses militaires et à ce qu'ils définissent comme étant de l'aventurisme militaire dans certains déploiements »<sup>296</sup>. Ensuite, il a associé cette mentalité à des raisons « historiques et sociologiques »<sup>297</sup>. Sur le plan historique, la preuve est claire : les Canadiens français ont tendance à être plus isolationnistes et à s'opposer « à la guerre en général »<sup>298</sup>. Sur le plan sociologique, il a noté que les différences entre les médias francophones et anglophones en ce qui concerne la couverture des affaires militaires et étrangères sont directement liées aux opinions de chaque groupe linguistique<sup>299</sup>. Toutefois, le point le plus intéressant du travail de Jean-Sébastien Rioux est son observation concernant le reste du Canada, soit la présence de divergences d'opinions régionales au sujet de tous les enjeux liés à la défense<sup>300</sup>.

---

Il est important de reconnaître le fait que les différences entre les Canadiens français et anglais ne sont qu'un exemple de la division ethnoculturelle au pays. Selon certains, la place qu'occupe le Québec au sein de la société canadienne est unique en son genre, cette province représentant l'une des cultures fondatrices du Canada. Toutefois, étant donné la nature dynamique de la société canadienne et la présence de cinq populations ethniques différentes qui comptent chacune plus d'un million d'âmes, il est probable que d'autres minorités fassent valoir leur unicité<sup>301</sup>. De plus, il est raisonnable de penser que ces sous-cultures présenteront des divergences d'opinions et de perspectives quant à l'utilisation des forces militaires. Par contre, il existe deux domaines qui font l'objet d'un consensus national au sein de la société canadienne : le maintien de la paix et l'antiaméricanisme.

### Les secteurs d'entente

En tant que croyance nationale, le maintien de la paix est nettement différent des idées impérialistes du temps de la participation du Canada à la Guerre des Boers. Le fait que le maintien de la paix repose sur la volonté d'utiliser le combat est une subtilité que beaucoup de Canadiens ne semblent pas saisir. Aussi, ils ne semblent pas saisir cette autre idée exprimée par Eric Wagner, relativement à l'appui offert aux États-Unis et à l'OTAN, voulant que « [le Canada] ait participé au maintien de la paix durant la guerre froide avant tout pour défendre ses propres intérêts stratégiques »<sup>302</sup>. La situation est plutôt comme le décrit la sociologue Donna Winslow : « [p]our le grand public, soutenir militairement des opérations de paix est plus noble, moins menaçant, moins agressif ou moins exigeant que les opérations militaires traditionnelles<sup>303</sup>. » Cette vision des choses découle peut-être de la notion présentée par la journaliste Isabel Gibson qui a observé que « deux générations [de Canadiens] ont grandi croyant que le rôle approprié des forces militaires est le secours en cas de catastrophe au pays et le maintien de la paix à l'étranger — tout sauf le véritable combat »<sup>304</sup>.

Le fait qu'on discrédite le maintien de la paix presque quotidiennement ne semble pas influencer sur la perception du concept qu'ont les Canadiens. Le chercheur et agent de dotation de l'ONU, Andrzej Sitowski, a examiné l'histoire des opérations de maintien de la paix de l'ONU dans quatre continents et a noté de nombreux problèmes. Ses conclusions étaient frappantes :

« Une [force] efficace de maintien de la paix de l'ONU doit composer avec de graves restrictions [...]. Les dirigeants de l'organisme ne se sont jamais accommodés à l'idée que la guerre est parfois nécessaire pour maintenir ou établir la paix. Les gouvernements évitent les engagements envers les opérations qui mettent la vie de leurs soldats en danger [...]. Les causes du malaise sont profondes, enterrées sous le poids des contradictions omniprésentes. La principale contradiction est le désir de paix avoué, mais une réticence à en payer le prix [...]»<sup>305</sup>.

Dans un énoncé des plus percutant, il note l'échec total du concept, affirmant : « La détermination de "préserver les générations futures du fléau de la guerre", comme le stipule la *Charte des Nations Unies*, n'a pas évité les 150 conflits [...]

---

qui ont coûté la vie à 22 millions de personnes<sup>306</sup>. » Malgré tout, The Strategic Counsel constata, en juillet 2007, que le nombre de Canadiens qui appuyaient le maintien de la paix était presque le double du nombre de personnes appuyant l'imposition de la paix ou la défense de pays attaqués<sup>307</sup>. L'acceptation dogmatique du mythe national l'emporte sur les faits.

La persistance de la croyance « traditionnelle » au maintien de la paix au sein de la société canadienne est remarquable, étant donné que les conditions qui donnèrent lieu à ce mythe n'existent plus : la guerre froide est terminée et le nombre de missions traditionnelles de maintien de la paix interposées entre des États souverains en guerre est en baisse<sup>308</sup>. Le concept mis de l'avant par Lester Pearson ne s'applique plus véritablement au contexte actuel où règnent les acteurs non étatiques. L'ironie est intéressante. Pourquoi le débat actuel sur les déploiements militaires semble-t-il axé sur des stratégies de retrait et des dates butoirs alors que les Canadiens étaient prêts à envoyer leurs soldats à Chypre pendant près de trois décennies ou en Yougoslavie pendant près de 15 ans?

Une des raisons possibles est le manque d'attention de la part des médias qui favorisaient principalement les missions de maintien de la paix. Une autre possibilité est que les Canadiens font preuve de moins de tolérance quand leurs soldats sont au combat et préfèrent de loin le maintien bénin de la paix, et ce, même si on leur fournit la preuve que le paradigme traditionnel ne s'applique plus. Certains débats au sein de la société canadienne soulèvent ce point. Le journaliste et ex-officier militaire, David Caplan, en fournit un exemple :

« La violente politique étrangère du Canada en Afghanistan [...] a érodé de façon constante ce qui était le meilleur garant de toute sécurité physique canadienne à l'étranger : l'autorité morale et le respect mondial acquis par le Canada grâce à son engagement continu envers la résolution pacifique des conflits internationaux<sup>309</sup>. »

Ce point de vue n'est pas seulement indicateur d'un aveuglement fondamental à l'endroit du fait que l'environnement de la sécurité s'est complètement transformé au début du XXI<sup>e</sup> siècle, mais il fait fi des fondements mêmes du maintien de la paix : la volonté d'utiliser la force pour établir la paix. Malgré tout, la société continue d'appuyer et de favoriser de telles croyances.

Le livret remis aux personnes qui souhaitent devenir des citoyens canadiens offre un autre exemple frappant à ce sujet. Ne faisant aucune mention des forces militaires canadiennes ou de leur rôle au sein de la société, ce document de 48 pages ne contient que deux énoncés qui font vaguement référence aux militaires : « les Canadiens agissent comme gardiens de la paix dans de nombreux pays du monde » et « [n]ous sommes fiers de notre société non violente et du rôle international que nous jouons comme gardiens de la paix »<sup>310</sup>. On trouve un troisième exemple de ce point dans le récent document, *Canada's World Poll*, publié par Environics en janvier 2008 afin d'évaluer les sentiments des Canadiens au sujet de leur pays et du monde en général. Selon ce document, « les Canadiens considèrent le maintien de la paix comme la plus importante contribution du pays sur la scène mondiale [...]. Ceux qui

---

perçoivent une diminution de l'influence du pays accusent une réduction des efforts de maintien de la paix ou une indépendance amoindrie face à la politique étrangère américaine<sup>311</sup>. » Telle était la mentalité dominante après six ans d'activité en Afghanistan.

L'antiaméricanisme n'est pas un phénomène nouveau au sein de la société canadienne, mais il s'est complètement métamorphosé depuis 1900. À cette époque, les sentiments anti-américains étaient au cœur des débats concernant la frontière entre l'Alaska et le Yukon. En effet, il s'agissait d'un important enjeu des politiques continentales présentes avant la Guerre des Boers en 1899<sup>312</sup>. De nos jours, il semble lié à un des trois paradigmes suivants : l'exceptionnalisme, la peur de ce que certains perçoivent comme une volonté de créer un empire ou la politique partisane flagrante manifestée par les dirigeants du pays.

En 1996, J.L. Granatstein constate que ce phénomène puise ses racines dans l'expérience loyaliste du XVIII<sup>e</sup> siècle, quand les partisans de la couronne britannique migrèrent vers le nord, au Canada, à la suite de la Révolution américaine. Ce phénomène prit de plus en plus d'importance tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle, avec l'avènement de la guerre de 1812, des plans expansionnistes conflictuels et des négociations relatives au libre-échange. Après la victoire du gouvernement Mulroney relativement aux négociations de l'Accord de libre-échange nord-américain, à une époque où les deux pays jouissaient de bonnes relations, J.L. Granatstein écrit que les Canadiens « dominaient leur antiaméricanisme réflexif »<sup>313</sup> et que le phénomène devenait « de plus en plus illogique »<sup>314</sup>. Dix ans plus tard, ce point de vue ne semble plus valable, l'antiaméricanisme étant de plus en plus présent.

Les manifestations de l'antiaméricanisme au Canada sont flagrantes. Sean Maloney souligne le fait qu'il est possible de voir le maintien de la paix comme un portait de la supériorité morale des Canadiens vis-à-vis leurs voisins du Sud. Les Canadiens sont des agents de la paix, tandis que les Américains font la guerre<sup>315</sup>. J.L. Granatstein commente aussi ce point de vue, affirmant que les idées de l'ancien ministre des Affaires étrangères, Lloyd Axworthy, au sujet du pouvoir discret et du développement humain se rangent de ce côté<sup>316</sup>. Ce désir de se démarquer des États-Unis influe directement sur la perception canadienne du recours à la force militaire.

La peur de « l'empire américain » est un thème récurrent dans les pages éditoriales où l'on trouve des énoncés tels que ceux rédigés par la chroniqueuse Linda McQuaig, comme le montre son article du 13 février 2006 dans le *Toronto Star* :

« La mission du Canada en Afghanistan vise-t-elle vraiment à conserver notre "mode de vie" ou à aider Washington à étendre son hégémonie économique et militaire? Le Major-général canadien Andrew Leslie [...] a défini le rôle du Canada en Afghanistan comme un engagement de 20 ans semé d'embûches : "Il y a des choses qui méritent d'être défendues. Il faut parfois payer de sa vie le prix de certaines choses. Il faut parfois tuer pour en protéger d'autres". C'est vrai, mais je doute que les Canadiens pensent ainsi à propos du désir de Washington de dominer le monde<sup>317</sup>. »

---

Sur le plan politique, il suffit d'examiner la campagne électorale de 2005–2006 pour voir comment certains politiciens ont exploité cet aspect de l'opinion publique canadienne à leurs propres fins<sup>318</sup>. La condamnation du président George Bush par le premier ministre Martin à l'endroit de sa position relativement aux accords de Kyoto et de son manque de respect envers la « conscience mondiale » n'en est qu'un exemple<sup>319</sup>.

Enfin, les résultats du sondage *Canada's World Poll* d'Environics offre un autre exemple frappant de cet antiaméricanisme sous-jacent. Selon ce document :

« Les Canadiens sont également mal à l'aise par rapport au rôle actuel des Américains sur la scène internationale; pour eux, les États-Unis exercent une grande influence négative sur le monde actuellement (52 p. 100 des sondés répondent les États-Unis et 21 p. 100, l'Iran)<sup>320</sup>. »

Les chiffres parlent d'eux-mêmes.

### Les valeurs et intérêts nationaux

Il est difficile de trouver une définition claire et complète des intérêts nationaux du Canada. Cette lacune est peut-être due à la nature fragmentée de la société canadienne et à la rareté des intérêts qui touchent tous les segments de la population à la fois. Une évaluation rapide des documents rédigés par le gouvernement fédéral montre que les intérêts nationaux sont rarement bien définis, bien qu'ils soient souvent mentionnés comme motifs pour la mise en place d'une politique donnée<sup>321</sup>. La seule véritable exception est l'*Énoncé de politique internationale du Canada* de 2005 qui affirme que les « intérêts fondamentaux » du Canada ont pour but de « veiller à la prospérité et à la sécurité continues des Canadiens »<sup>322</sup>. Puisque les exportations du Canada se font principalement vers les États-Unis, une telle définition signifie que le principal intérêt national est l'engagement envers les Américains, tout un changement comparativement à un siècle plus tôt où le principal intérêt national était l'appui offert à l'Empire britannique. Cet aspect est également empreint d'une grande ironie, étant donné la prévalence du sentiment antiaméricain au sein de la société canadienne<sup>323</sup>.

Les valeurs canadiennes sont un autre point de divergence. Les valeurs prônées au début du XX<sup>e</sup> siècle ne sont plus les mêmes cent ans plus tard. Ce qui est le plus intrigant encore est l'écart entre celles qui sont véhiculées officiellement et celles qui sont vantées par les commentateurs canadiens. Cette divergence est un autre signe de la nature fragmentée de la société canadienne. Tout comme les intérêts nationaux, les valeurs canadiennes ne font l'objet que d'une définition vague, et ce, bien qu'elles soient mentionnées fréquemment<sup>324</sup>. Selon une source gouvernementale, elles sont composées « d'égalité, de respect des différences culturelles, de liberté, de paix [et] d'ordre public » et représentent un « engagement envers la justice sociale »<sup>325</sup>. Un autre document affirme que les valeurs fondamentales de la nation sont « l'ouverture, la diversité et le respect des libertés civiles »<sup>326</sup>, tandis qu'un autre les définit comme « le respect des droits de la personne, la démocratie, la règle de droit et l'environnement »<sup>327</sup>. Sachant que les valeurs changent au fil du temps, il est important de noter que toutes ces définitions sont tirées de documents gouvernementaux publiés au cours d'un peu plus d'une décennie.

---

Le document du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international intitulé *Un dialogue sur la politique étrangère* offre un exemple particulièrement éloquent de la confusion au sujet des valeurs du Canada<sup>328</sup>. Publié en 2003 par Bill Graham, le ministre responsable de ce Ministère à l'époque, le texte tend à favoriser une approche axée sur les valeurs pour la prise de décisions en matière de politique étrangère, sans toutefois vraiment définir ce que sont les valeurs dites nationales. Plutôt, le document affirme :

« La politique étrangère du Canada doit refléter ce qu'il est, c'est-à-dire une société multiculturelle et bilingue, libre et ouverte, prospère et démocratique. L'expérience des immigrants venus du monde entier et la culture des peuples autochtones sont des éléments constitutifs de notre identité. Le respect de l'égalité et de la diversité émane de l'ensemble des caractéristiques religieuses, raciales, culturelles et linguistiques qui servent de fondement à nos communautés<sup>329</sup>. »

L'idée que le « respect de l'égalité et de la diversité » puisse franchir les frontières religieuses et culturelles peut être qualifiée d'optimiste dans le meilleur des cas. Ce n'est que plus loin dans le document que les auteurs mentionnent que « [d]epuis longtemps, un des éléments les plus respectés de la politique étrangère canadienne est la promotion des droits de la personne, de la primauté du droit, de la démocratie, du pluralisme, de l'égalité des sexes et de la bonne gouvernance »<sup>330</sup>.

Les personnes à l'extérieur du gouvernement présentent également des opinions variées. Michael Adams offre des commentaires sur les « valeurs sociales » chères aux Canadiens, sans toutefois définir un ensemble national de valeurs<sup>331</sup>. Il s'agit peut-être d'une reconnaissance tacite du fait que ce concept est indéfinissable, étant donné la diversité des mentalités, du bagage culturel et du régionalisme de la société canadienne. J.L. Granatstein attire l'attention sur les termes « liberté et démocratie »<sup>332</sup>. John Kirton, directeur du Groupe de recherche G8 à l'Université de Toronto, brouille davantage les pistes. Il affirme que les valeurs fondamentales du Canada représentent « son dévouement à un compromis pragmatique, à la loi internationale officielle et aux larges organismes multilatéraux des Nations Unies ». Il ajoute ensuite que « l'internationalisme, le multiculturalisme, l'ouverture, l'antimilitarisme, l'environnementalisme, l'égalitarisme [et] l'institutionnalisme international » sont des « valeurs nationales distinctives »<sup>333</sup>. Mettant de côté les questions évidentes que soulève une telle liste, on peut voir le manque d'uniformité qui existe à l'endroit de la véritable nature des valeurs nationales. Sachant que chaque sous-culture canadienne percevra le concept différemment et jouira probablement d'un ensemble de valeurs unique, on peut facilement déduire qu'il existera des divergences de valeurs entre les groupes.

Le travail de Donna Winslow appuie ce point, plus particulièrement son étude du lien direct entre les valeurs canadiennes et celles formulées par les FC. Selon elle, « depuis l'entrée en vigueur de la *Loi canadienne sur les droits de la personne*, au cours des années 1980 [...], la société s'est transformée et a vu apparaître de nombreux systèmes de valeurs [...] qui ont engendré une société postmoderne ambiguë dont les valeurs fondamentales ne correspondent pas à

---

celles qu'a toujours eues l'armée »<sup>334</sup>. Plus particulièrement, elle note que les valeurs des FC, soit le devoir, l'intégrité, la discipline et l'honneur, ne sont « pas désirables » aux yeux de la majorité des Canadiens de moins de 30 ans<sup>335</sup>. Elle affirme plutôt que ces valeurs « ne reflètent que celles des générations plus âgées »<sup>336</sup>. Les valeurs que favorisent les Canadiens changeront au fil du temps. Les médias sont un facteur qui influera sur leur évolution.

## Les médias

Il est évident que les médias ont changé radicalement au cours du dernier siècle. Pendant la Guerre des Boers, les médias et la milice collaboraient afin d'attiser la flamme de l'impérialisme<sup>337</sup>. Au cours du XX<sup>e</sup> siècle, la relation entre les médias et les forces militaires s'est profondément transformée. Actuellement au Canada, très peu de médias ou de journalistes pourraient être qualifiés de promilitaires ou de partisans du recours à la puissance militaire canadienne pour un but autre que le soutien des opérations humanitaires. En plus de ce changement philosophique, l'avènement de la technologie moderne a donné aux médias de masse l'omniprésence et la réactivité que très peu de gens auraient pu imaginer dans le passé.

Tous les médias et toutes les agences de presse possèdent leurs propres perspectives, ordres du jour et méthodes. Étant dépourvus d'un ordre professionnel, ils sont libres d'écrire et de dire ce qu'ils veulent. Toutefois, accuser les médias de la piètre qualité de l'information offerte au grand public ne règle qu'une partie du problème. Dans son étude sur les raisons de la désinformation des Canadiens au sujet des actions de leurs forces militaires, Sharon Hobson s'est montrée impartiale quant à la responsabilité :

« Le gouvernement n'a pas réussi à expliquer le “pourquoi”, soit la raison de l'engagement. Pour leur part, les forces militaires n'ont pas présenté complètement le “comment”, soit les capacités et les tactiques qu'elles exploiteront pour accomplir la mission donnée. Les médias [...] n'ont pas brossé un portrait complet de la situation<sup>338</sup>. »

L'effet cumulatif de ces facteurs a donné lieu à un important changement d'attitude : un appui de moins en moins important à l'endroit du recours à la force militaire pour atteindre les objectifs nationaux. Individuellement, la croyance presque légendaire en l'utilité et le mérite moral du maintien de la paix, le préjugé anti-américain, la confusion relative aux valeurs et intérêts nationaux et l'état des médias sont tous d'importants facteurs de changement. Toutefois, leur répercussion cumulative s'avère incroyable, particulièrement quand on y ajoute la nature même de la société canadienne ainsi que l'important changement démographique qui a eu lieu au cours du XX<sup>e</sup> siècle. En bref, même George F. Stanley n'aurait pu imaginer à quel point la société canadienne actuelle serait proche de son concept de « peuple non militarisé ».

Il n'est pas surprenant qu'un tel changement se soit opéré. Connaissant la nature dynamique des valeurs et des sociétés, il est moins important de repérer les causes des changements que d'en examiner les répercussions futures possibles. Comprendre la réalité est une chose, en étudier les effets en est une autre.

---

## CHAPITRE CINQ — CONCLUSION : CONSÉQUENCES ET QUESTIONS

[L'idée que le Canada n'est pas une communauté militaire] reflète néanmoins un point de vue qui n'a fait que s'affirmer avec le temps, et il ne serait pas inexact dire qu'elle évoque ce que les Canadiens considèrent désormais comme un trait national. Cette conception remonte à l'époque qui a précédé la Confédération. Elle est intimement liée à la géographie et au patrimoine culturel ainsi qu'au fait que la majorité des Canadiens estiment vivre dans un pays qui, pour reprendre les termes de Desmond Morton, est à la fois « indéfendable et invulnérable.

— Major-général Andrew Leslie<sup>339</sup>

La guerre n'a pas changé au cours du XX<sup>e</sup> siècle, mais le Canada a évolué. En raison des changements démographiques et de la confusion qui entoure la définition exacte des valeurs et intérêts nationaux, la société canadienne croit de moins en moins en l'utilité de la guerre. La majorité des Canadiens ne peut supporter l'idée de faire couler le sang pour appuyer la politique étrangère. Les conséquences sont importantes, surtout quand on pense que la force militaire est un instrument essentiel de l'exercice du pouvoir national.

Sur le plan politique, la question fondamentale est de savoir si la volonté est suffisamment ferme pour maintenir et exploiter des forces militaires canadiennes efficaces. Si une telle volonté existe, elle se doit d'être éclairée. Dans le meilleur des cas, la confusion et l'imprécision quant aux valeurs et intérêts nationaux ne sont pas propices à l'augmentation du soutien. Toutefois, au sein d'une société multiculturelle, où chaque sous-culture aborde la question d'un point de vue légèrement différent, la nécessité de jouir d'une définition claire et non ambiguë prend toute son importance. Il est impératif d'établir ce que sont les valeurs et les intérêts nationaux du Canada, d'en discuter et de les promouvoir. Il est inacceptable de simplement dire qu'une action est prise pour favoriser les valeurs et intérêts nationaux sans rien y ajouter de plus. Bien qu'elle soit courante dans le domaine politique, cette approche ne se prête pas à l'uniformisation de l'objectif commun ou à l'augmentation de l'appui. Elle entraîne plutôt une fragmentation ainsi que l'anéantissement de la volonté.

On doit informer les Canadiens de la raison derrière les décisions gouvernementales, et ce, de façon intelligente. Comme l'a mentionné Sharon Hobson, ceci n'est pas une fonction militaire<sup>340</sup>. En effet, la pertinence de demander aux forces militaires de « vendre » les missions auxquelles elles participent est un point dont on peut débattre. Il s'agit d'un rôle du gouvernement. Le gouvernement canadien décide de la destination et des objectifs de ses soldats. Le gouvernement canadien doit donc s'assurer que la population soit informée de ses intentions et de ses buts.

Sur le plan militaire, les conséquences peuvent être lourdes. Comme l'a noté le Général allemand Klaus Naumann, « les forces armées reflètent les caractéristiques des sociétés qu'elles promettent de défendre »<sup>341</sup>. Ceci étant

---

dit, il existe une dichotomie croissante entre les croyances de la culture militaire interne et les croyances de la société canadienne. À la suite des attaques du 11 septembre, le Colonel Mike Capstick affirma que la culture de l'Armée « doit continuer de reposer sur l'objectif principal énoncé dans *L'Armée de terre du Canada* : défendre le Canada et, si on fait appel à elle, combattre et vaincre »<sup>342</sup>. Mais, pour de nombreux Canadiens, le combat est inacceptable.

La majorité des Canadiens ne semblent pas s'entendre sur l'idée qu'une armée existe pour « combattre et triompher ». Comme on l'a montré précédemment, la plupart croient que le plus important rôle des forces militaires est le maintien de la paix<sup>343</sup>. Selon certains, ce point de vue changerait si une guerre menaçait la survie du pays, ce que la plupart des Canadiens n'ont jamais vécu. Dans un climat où la plupart des Canadiens ne se sentent pas menacés, il est peu probable que cette mentalité change, à moins que le public ne soit renseigné davantage dans le futur. Il semble évident qu'il existe une division quant au sentiment ressenti par les Canadiens envers l'utilisation des forces armées et l'éthos des FC. Pour qu'elles conservent leur pertinence, les FC doivent trouver un moyen de combler le fossé culturel en collaboration avec le gouvernement.

Aussi, même si le nombre de recrues demeure acceptable, il est logique de penser qu'il n'en sera pas toujours ainsi. Le Chef d'état-major de la Défense, le Général Hillier, a annoncé récemment que le recrutement ne posait pas problème, 21 000 recrues ayant été admises au sein des FC au cours des trois dernières années<sup>344</sup>. Toutefois, le contexte est important ici. Ces recrues n'ont pas augmenté de façon importante l'effectif des FC, elles n'ont que pallié l'attrition causée par les retraites et les libérations. De plus, le nombre de nouvelles recrues ne représente que moins d'un dixième de 1 p. 100 de la population canadienne. Bien que les FC aient atteint leurs quotas actuels, les nombres ne sont vraiment pas si importants. Attirant également l'attention sur ce problème, Donna Winslow affirme que « les citoyens accepteront probablement plus son caractère distinctif, mais peu d'entre eux choisiront d'en faire partie [de l'armée] »<sup>345</sup>. Étant donné le vieillissement de la société, le recrutement militaire devra être effectué avec plus d'intelligence qu'auparavant — et devra puiser à même tous les segments de la population.

Une solution possible serait de permettre aux immigrants d'obtenir leur citoyenneté au moyen du service militaire, comme l'a déjà suggéré le Général Hillier<sup>346</sup>. Ceci pourrait favoriser le développement de perceptions positives des forces militaires au sein des divers groupes ethniques de la société canadienne et fournir des répercussions de deuxième et de troisième ordre. Ceci permettrait également de jouir d'atouts tels que la capacité linguistique et la connaissance des cultures, des éléments beaucoup plus avantageux pour les forces militaires que la seule augmentation du nombre de recrues. De plus, le service militaire pourrait être un moyen de plus pour faire connaître les valeurs nationales canadiennes, réglant ainsi un autre problème fondamental, soit la perception du service militaire chez les Canadiens<sup>347</sup>.

Sachant que la nature multiculturelle de la société canadienne influe sur la volonté nationale d'exécuter des opérations militaires, il est incertain que

---

l'on puisse compter sur le soutien généralisé du public pour autre chose que le maintien de la paix, à l'exception peut-être d'une guerre qui menace la survie de la nation. Lors de l'élaboration des options en matière d'intervention militaire, les planificateurs militaires et politiques doivent connaître l'effet de division qu'ont les opérations internationales sur la société. Ceci exige un certain degré de leadership de la part des instances politiques et stratégiques au moment de l'étude des déploiements. Si le recours à la guerre constitue la meilleure option pour le pays, on se doit d'en expliquer la raison au moyen de valeurs et d'intérêts nationaux compris et approuvés par l'ensemble des Canadiens. On doit présenter les actions des FC dès le début de la mission et tout au long de celle-ci par la suite. Pour toute mission, l'appui continu reposera fort probablement sur la compréhension des actions militaires et de leur importance au sein du grand public.

On remet aussi en question la capacité du Canada de maintenir une volonté suffisamment ferme tout au long d'une guerre prolongée. Si l'on accepte le fait que l'appui s'amenuisera au fil du temps, les stratèges doivent favoriser de courtes opérations s'ils veulent obtenir l'appui du public canadien. L'autre option serait une meilleure explication des missions aux citoyens par le gouvernement. Toutefois, comme le montre l'exemple du ministre Graham en 2005, le succès n'est pas garanti, surtout quand le nombre de victimes se multiplie ou que les efforts ne sont pas maintenus.

Les répercussions sur la société canadienne fournissent davantage de contradictions et de questions que de solutions. Les Canadiens semblent croire au multilatéralisme et en des organismes tels que l'ONU; par contre, quand la communauté internationale décide d'utiliser la force pour atteindre ses objectifs, ils semblent réticents à en payer le prix. Le gouvernement Chrétien a pointé du doigt l'absence d'une résolution de l'ONU pour expliquer la non-participation du pays à la guerre en Iraq — même s'il s'agissait d'un effort multilatéral évident, en appui de nos deux plus importants alliés. L'OTAN mène actuellement la guerre en Afghanistan, en vertu d'un mandat de l'ONU; toutefois, même avec la sanction d'un organisme auquel croient de façon générale les Canadiens, le soutien à l'endroit de la guerre en Afghanistan s'amenuise.

De même, de nombreux Canadiens appuient le concept de la « responsabilité d'assurer une protection », favorisant l'intervention au sein d'États souverains qui ne respectent pas leurs obligations envers leurs propres citoyens<sup>348</sup>. Toutefois, une telle intervention de la puissance militaire exigerait fort probablement un combat, ce que la société canadienne ne semble pas appuyer. La contradiction inhérente est pour le moins étonnante, les Canadiens affirmant ce qu'ils veulent avec force, mais préférant être perçus tels des partisans de la négociation et du compromis.

Ce qui importe le plus, par contre, est la question des valeurs nationales. Selon le commandant du premier bataillon canadien présent en Afghanistan : « “[]orsque que nous déployons nos soldats outre-mer, même pour des opérations de combat, nous exportons les valeurs canadiennes<sup>349</sup>. » Toutefois, il n'existe aucun consensus, même au sein du gouvernement, quant à la nature

---

des valeurs fondamentales du pays. Des variantes existent au sein des diverses régions, sous-cultures et générations qui composent la société canadienne.

Le Canada doit décider quelles sont ses valeurs. Il n'est pas suffisant de compter sur une publicité de bière pour exprimer ce qui est cher aux Canadiens<sup>350</sup>. La simple étude des croyances canadiennes ne convient plus. Le gouvernement doit jouer un rôle fondamental dans la discussion et le renforcement des éléments propres aux valeurs nationales auxquelles la majorité de la population adhère ainsi que dans la mise à jour et l'adaptation de ces éléments par ses organismes au fil de l'évolution de la société canadienne. L'éducation doit jouer un rôle fondamental dans le débat sur ce que constitue être un Canadien et sur les valeurs chères aux yeux de la population.

Il va sans dire que la société canadienne a changé radicalement au cours du XX<sup>e</sup> siècle. Le pays est maintenant plus diversifié, plus multiculturel et plus fragmenté que jamais. Contrairement à il y a cent ans, le pays n'est plus composé d'une majorité de personnes qui croient au recours à la force pour atteindre les objectifs nationaux. Les raisons de ce changement sont relativement faciles à comprendre : le maintien de la paix en tant que rôle premier des forces militaires, l'antiaméricanisme et les médias ont tous contribué à la vision qu'ont les Canadiens de leur rôle mondial. Cependant, l'absence d'uniformité quant aux valeurs et intérêts nationaux ainsi que la nature changeante de la société canadienne sont les deux plus grands facteurs qui ont influé sur l'évolution de cette mentalité.

---

## Notes

1. Par exemple : Keegan, John, *Anatomie de la bataille : Azincourt 1415, Waterloo 1815, La Somme 1916*, Paris, Robert Laffont, 1993; Dyer, Gwynne, *War*, Toronto, Stoddart, 1985; Martin Van Creveld, *La transformation de la guerre*, Paris, Éditions du Rocher, 1998, Colonel Thomas X. *The Sling and the Stone: On War in the 21<sup>st</sup> Century*, St. Paul, Zenith Press, 2004.
2. Hope Lieutenant-colonel Ian, *Beating the Dushman: Task Force Orion in Counter-Insurgency Operations*, Op Archer Roto 1, exposé magistral, Land Forces Western Area Senior Leadership Symposium, Calgary (AB), 13 janvier 2007.
3. Stanley, George F.G. *Canada's Soldiers: The Military History of an Unmilitary People*, édition révisée, Toronto, MacMillan, 1960.
4. Depuis la formation de l'Organisation des Nations Unies (ONU) en 1945, le Canada n'a eu recours à la force qu'une seule fois sans l'accord de l'ONU (au Kosovo, en 1999); le pays n'a jamais mené une guerre unilatéralement. Certains affirment que le Canada a simplement remplacé l'Empire britannique par les États-Unis. Bien qu'il s'agisse d'un avis intéressant, ce point de vue déborde du cadre de la présente étude et mérite un examen distinct.
5. Manifestement, le fait d'être une colonie dans un cas et une moyenne puissance dans l'autre signifie que le Canada ne pouvait exercer pleinement son libre arbitre, même si le pays avait le choix de participer ou non aux conflits. Le fait d'être sous les ordres de l'Empire britannique ou de devoir entretenir des relations solides avec une superpuissance ne peut qu'influer sur la dynamique du choix. De plus, on peut affirmer que le Canada assume une certaine responsabilité morale envers le monde en général en tant que membre important du G8.
6. L'United States Marine Corps utilise le terme « petites guerres » pour désigner les opérations de contre-insurrection menées dans la période entre les deux guerres mondiales jusqu'à la guerre du Vietnam. Selon la définition officielle « les petites guerres sont des opérations entreprises en vertu d'un pouvoir exécutif, dans le cadre desquelles une force militaire est combinée à des pressions diplomatiques exercées relativement aux affaires intérieures ou extérieures d'un autre État, dont le gouvernement est instable, inadéquat ou laisse à désirer, pour ce qui est de préserver la vie de la population ainsi que les intérêts déterminés par la politique étrangère de notre pays ». United States Marine Corps. *Small Wars Manual, 1940*, réimpression, Manhattan (KS), Sunflower University Press, 1996.
7. La résolution 1674 du Conseil de sécurité de l'ONU réaffirme la responsabilité de la communauté internationale de se conduire de façon à protéger la vie des gens dont le gouvernement cesse d'agir en leur nom. Plus particulièrement, elle commande l'action de la communauté internationale en présence de « génocide, de crimes de guerre, de purification ethnique et de crimes contre l'humanité ». Nations Unies. *Résolution 1674 du Conseil de sécurité des Nations unies (2006) : Protection des civils dans les conflits armés* (en ligne), <http://daccess-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N06/332/00/PDF/N0633200.pdf?OpenElement> (consulté le 14 février 2008).

8. Selon l'érudit Mark Moss, la mentalité vis-à-vis la participation du Canada à la Guerre des Boers « suscit[ait] l'idée, au Canada et plus particulièrement en Ontario, que la guerre, ou au moins la chance d'y participer, était désirable ». L'auteur note également que cette mentalité, notamment « le soutien et la passion associés à la guerre [...] ne pourraient que croître » au cours de la période précédant la Première Guerre mondiale. Moss, Mark. *Manliness and Militarism: Educating Young Boys in Ontario for War*, Don Mills (ON), Oxford University Press, 2001, p. 1.
9. Statistique Canada, « La population estimée du Canada, 1605 à aujourd'hui », <http://www.statcan.gc.ca/pub/98-187-x/4151287-fra.htm> (consulté le 2 février 2008).
10. Commission canadienne des droits de la personne, « Population et société, le 1<sup>er</sup> janvier 1900 », en ligne, <http://www.chrc-ccdp.ca/fr/getBriefed/1900/population.asp> (consulté le 2 février 2008).
11. Commission canadienne des droits de la personne, « L'essentiel », en ligne, <http://www.chrc-ccdp.ca/fr/getBriefed/1900/bottom-line.asp> (consulté le 2 février 2008).
12. Granatstein, J.L. et David Bercuson. *War and Peacekeeping: From South Africa to the Gulf — Canada's Limited Wars*, Toronto, Key Porter Books, 1991, p. 40.
13. Morton, Desmond. *Canada and War: A Military and Political History*, Toronto, Butterworths, 1981, p. 48. Il est important de noter que Desmond Morton semble être en désaccord avec Mark Moss quant à la portée du militarisme au cours de la période avant la Première Guerre mondiale. Là où Mark Moss voit une mentalité de plus en plus positive, Desmond Morton affirme que : « Comme un mode de pensée, le militarisme perd rapidement de l'avance » (p. 53 de l'ouvrage mentionné ci-dessus).
14. Granatstein et Bercuson. *War and Peacekeeping* [...], p. 39–40.
15. Commission canadienne des droits de la personne, « Croyances et religion », <http://www.chrc-ccdp.ca/fr/getBriefed/1900/faith-religion.asp> (consulté le 2 février 2008).
16. Page, Robert. « Response to the "Imperial" Idea During the Boer War Years », dans *Canadian History Since Confederation: Essays and Interpretations*, 2<sup>e</sup> éd., sous la direction de Bruce Hodgins et Robert Page, Georgetown (ON), Irwin-Dorsey Limited, 1979, p. 315.
17. Pour lire une brève histoire au sujet du timbre, voir : Nowlan, Michael O. *How the First Christmas Stamp Came to Be* (en ligne), <http://www.psestamp.com/articles/article1087.html>, 14 juillet 1999 (consulté le 21 mars 2008). La seule caractéristique qui fait qu'il s'agit d'un timbre de Noël est la note au bas qui spécifie la date de diffusion. Merci au Lieutenant-colonel John Conrad pour ses observations au sujet du timbre ainsi que pour ses renseignements au sujet du passé de William Mulock.
18. Image tirée de : Trimble, Ralph E. *The Map Stamp of 1898* (en ligne), <http://www.re-entries.com/mapstamp.html> (consulté le 21 mars 2008).
19. Berger, Carl. *The Sense of Power: Studies in the Ideas of Canadian Imperialism, 1867–1914*, Toronto, University of Toronto Press, 1970, p. 5.
20. Campbell, W. Wilfred. « Imperialism in Canada. Address by Mr. W. Wilfred Campbell, F.R.S.C., of Ottawa, on Thursday, November 23<sup>rd</sup>, 1904 », dans *The Empire Club of Canada Speeches 1904–1905*, sous la direction de J. Castell Hopkins, p. 30–41, Toronto, The Empire Club of Canada, 1906. Discours offert en ligne, <http://www.empireclubfoundation.com/details.asp?SpeechID=2582&FT=yes> (consulté le 2 février 2008). Lors du déclenchement de la Guerre des Boers, M. Campbell était le vice-président de la Société royale du Canada; il en deviendra le président en 1900. Voir Desmond Morton, « Dictionnaire biographique du Canada en ligne : Otter, Sir William Dillon », <http://www.biographi.ca/009004-119.01-f.php?Biold=41981&query=William%20AND%20Otter&PHPSESSID=291j21q0vbsalf6t6alr7n ac7> (consulté le 12 février 2008).
21. Skelton, Oscar Douglas. *Life and Letters of Sir Wilfrid Laurier*, Volume I, Toronto, McClelland & Stewart, 1965, p. 168–169.
22. Skelton. *Life and Letters of Sir Wilfrid Laurier*, Volume II, [...] p. 5. Pour connaître la vie de Frederick Borden, voir l'ouvrage : Miller, Carmen. « Dictionnaire biographique du Canada en ligne : Borden, Sir Frederick William », <http://www.biographi.ca/009004-119.01-f.php?Biold=41342&query=Frederick%20AND%20Borden&PHPSESSID=bjgd8isjoo70jfb9n0sluu6g6>; (consulté le 15 mars 2008).
23. L'organisme obtint le qualificatif « royale » en 1904, principalement en raison des efforts déployés par les membres au cours de la Guerre des Boers. On retira le terme « Nord-Ouest » du nom en 1920 quand on adopta le nom officiel, soit la Gendarmerie royale du Canada.
24. Reid, Brian A. *Our Little Army in the Field: The Canadians in South Africa 1899–1902*, St. Catharines (ON), Vanwell, 1996, p. 19.
25. Granatstein, J.L. *Canada's Army: Waging War and Keeping the Peace*, Toronto, University of Toronto Press, 2002, p. 34.
26. Granatstein et Bercuson. *War and Peacekeeping* [...], p. 39.
27. Granatstein. *Canada's Army* [...], p. 36-37.
28. Evans, W. Sanford. *The Canadian Contingents and Canadian Imperialism: A Story and a Study*, Winnipeg, Highnell Printing, 1901, réimpression, Ottawa, Eugene G. Ursual, 1995, p. 38–39. Les pages mentionnées sont celles de la réimpression.
29. Granatstein. *Canada's Army* [...], p. 36–37.

- 
30. Miller, Carman. « Canada's First War », *Beaver*, volume 79, numéro 5 (octobre–novembre 1999), p. 6.
  31. Miller, Carman. *Painting the Map Red: Canada and the South African War 1899–1902*, Montréal–Kingston, McGill–Queen's University Press, 1993, p. 37–41.
  32. *Ibid.*, p. 41.
  33. *Ibid.*, p. 43.
  34. *Ibid.*, p. 41.
  35. *The Globe*, 4 octobre 1899, à la une. *The Globe* est l'ancêtre du journal de Toronto *The Globe and Mail*.
  36. *The Evening Star*, 4 octobre 1899, à la une. En janvier 1900, ce journal devint *The Toronto Daily Star*. Il fut rebaptisé en 1971 : *The Toronto Star*. Pour connaître tous les détails, voir l'article : *History of the Toronto Star* (en ligne), <http://www.thestar.com/aboutUs/history> (consulté le 21 mars 2008).
  37. Miller. « Canada's First War [...] », p. 6.
  38. Miller, Carman. « English-Canadian Opposition to the South African War as Seen Through the Press », *Canadian Historical Review*, volume 55, numéro 4 (décembre 1974), p. 422.
  39. Granatstein. *Canada's Army* [...], p. 38.
  40. Miller, Carman. *Canada's Little War: Fighting for the British Empire in Southern Africa, 1899–1902*, Toronto, James Lorimer and Company, 2003, p. 14.
  41. Miller. *Painting the Map Red* [...], p. 28.
  42. *Ibid.* p. 17.
  43. Maroney, Paul. « "Lest we Forget": War and Meaning in English Canada, 1885–1914 », *Revue d'études canadiennes*, volume 32, numéro 4 (hiver 97/98), p. 114.
  44. Miller. *Painting the Map Red* [...], p. 24.
  45. Granatstein et Bercuson. *War and Peacekeeping* [...], p. 41. De façon générale, les Irlandais et les Allemands n'appuyèrent pas la guerre, car ils la voyaient comme un moyen de nourrir les intérêts de l'Empire britannique qui, selon eux, étaient différents des intérêts canadiens.
  46. Dyer, Gwynne et Tina Viljoen. *The Defence of Canada: In the Arms of the Empire 1760–1939*, Toronto, McClelland & Stewart, 1990, p. 170.
  47. Miller. *Painting the Map Red* [...], p. 436.
  48. Miller. « English–Canadian Opposition to the South African War [...] », p. 434.
  49. Morton, Desmond. « Canada's First Expeditionary Force: The Canadian Contingent in South Africa, 1899–1900 », dans *Canadian Military History: Selected Readings*, sous la direction de Marc Milner, Concord (ON), Irwin Publishing, 1998, p. 27.
  50. Skelton. *Life and Letters of Sir Wilfrid Laurier*, Volume II, [...], p. 38–39.
  51. Pour connaître la vie d'Israël Tarte, voir l'article : Brassard, Michèle et Jean Hamelin. *Dictionnaire biographique du Canada en ligne : Joseph-Israël Tarte* (en ligne), <http://www.biographi.ca/009004-119.01-f.php?BIoId=41219&query=Israel%20AND%20Tarte&HPSESSID=sbusekd7hdmv2do0t1l4qsjt6> (consulté le 12 février 2008).
  52. Pour connaître la vie d'Henri Bourassa, voir l'ouvrage : Levitt, Joseph. *Henri Bourassa on Imperialism and Bi-culturalism, 1900–1918*, Toronto, The Copp Clark Publishing Company, 1970. En plus de présenter ses idées et ses opinions, l'ouvrage comprend trois perspectives biographiques au sujet de l'homme et de son rôle dans la politique canadienne. Un nationaliste farouche et un homme érudit, il fut un acteur important sur la scène politique canadienne au tout début du XX<sup>e</sup> siècle.
  53. Morton. *Canada and War* [...], p. 39–40.
  54. Il ne semble exister aucune biographie complète au sujet du politicien Sir William Mulock. On présente souvent les détails de sa vie en association avec ceux d'un de ses poulains, le premier ministre Mackenzie King. Deux des biographes de King décrivent William Mulock, au tournant du siècle, comme « un des hommes les plus importants du Parti libéral en Ontario et un des hommes les plus sagaces et riches de la communauté [...] ». Ferns, H.S. et B. Ostry. *The Age of Mackenzie King: The Rise of the Leader*, Toronto, William Heinemann, 1955, p. 13.
  55. Miller. *Painting the Map Red* [...], p. 46.
  56. Haycock, Ronald. « The Proving Ground: Sam Hughes and the Boer War », *Revue d'études canadiennes*, volume 16, numéros 3 et 4 (automne–hiver 1981), p. 14.
-

- 
57. Granatstein. *Canada's Army* [...], p. 37.
  58. Haycock. « The Proving Ground [...] », p. 14. Voir aussi : Skelton. *Life and Letters of Sir Wilfrid Laurier*, Volume II, [...] p. 35–37.
  59. Miller. *Canada's Little War* [...], p. 7.
  60. Madsen, Chris. « Les troupes canadiennes et la politique de la terre brûlée durant la Guerre des Boers » , *Revue militaire canadienne*, volume 6, numéro 2 (été 2005), p. 50.
  61. Miller. *Painting the Map Red* [...], p. 19.
  62. Miller. *Canada's Little War* [...], p. 24.
  63. Dyer et Viljoen. *The Defence of Canada* [...], p. 161–162.
  64. Granatstein. *Canada's Army* [...], p. 37.
  65. Skelton. *Life and Letters of Sir Wilfrid Laurier*, Volume II, [...] p. 39.
  66. Granatstein. *Canada's Army* [...], p. 37.
  67. Levitt, Joseph. *Henri Bourassa on Imperialism and Bi-culturalism, 1900–1918*, Toronto, The Copp Clark Publishing Company, 1970, p. 36.
  68. *Ibid.*, p. 35–36. Fait intéressant, la reconnaissance du précédent par Henri Bourassa fut mentionnée plus d'un siècle plus tard dans une lettre commentant la décision du gouvernement canadien relativement à la reconnaissance du statut d'État du Kosovo. Le gouvernement affirma qu'une telle reconnaissance ne constituait pas un précédent, particulièrement en ce qui concernait la situation du Québec. Voir l'ouvrage : Cook, Ramsay. « The Kosovo Fact is Precedent », *The Globe and Mail*, 21 mars 2008, p. A.14.
  69. Granatstein et Bercuson. *War and Peacekeeping* [...], p. 44.
  70. Miller. *Painting the Map Red* [...], p. 48.
  71. Miller. « English–Canadian Opposition to the South African War [...] », p. 426.
  72. Miller. *Canada's Little War* [...], p. 19.
  73. Granatstein et Bercuson. *War and Peacekeeping* [...], p. 44.
  74. Harris, S.J. « The Permanent Force and "Real Soldiering", 1883–1914 », dans *Canadian Military History: Selected Readings*, sous la direction de Marc Milner, Concord (ON), Irwin Publishing, 1998, p. 45.
  75. Fetherstonhaugh, R.C. *The Royal Canadian Regiment: 1883–1933*, Montréal, Gazette Printing Company, 1936, réimpression, Fredericton, Centennial Print & Litho, 1981, p. 86–87. Les pages mentionnées sont celles de la réimpression. Voir aussi l'ouvrage : Morton, Desmond. « Dictionnaire biographique du Canada en ligne : Otter, Sir William Dillon », <http://www.biographi.ca/009004-119.01-f.php?Bioid=41981&query=William%20AND%20Otter&PHPSESSID=29lj21q0vbsalf6t6alrb7nac7> (consulté le 12 février 2008).
  76. *Ibid.*, p. 87.
  77. Miller. *Canada's Little War* [...], p. 27.
  78. *Ibid.*
  79. Granatstein. *Canada's Army* [...], p. 38.
  80. Gosselin, Major-général Daniel. « La participation du Canada aux guerres du début du XX<sup>e</sup> siècle : semer les graines de l'autonomie militaire et du commandement national », *Revue militaire canadienne*, volume 7, numéro 2 (été 2006), p. 71.
  81. Bibliothèque et Archives Canada (BAC). *Militia and Defence Post-Confederation Records: South Africa—Correspondence re Gratuities*, RG 9, II-A-3, volume 27. Daté du 29 octobre 1899, ordre de l'agent en chef d'état-major au commandant du 2 RCR.
  82. Madsen. « Les troupes canadiennes et la politique de la terre brûlée [...] », p. 53.
  83. Maroney. « "Lest we Forget" [...] », p. 112.
  84. Marquis, T.G. *Canada's Sons on Kopje and Veldt: A Historical Account of the Canadian Contingents*, Toronto, The Canada's Sons Publishing Company, 1900, p. 54–57.
  85. Miller. *Canada's Little War* [...], p. 31; Marquis. *Canada's Sons on Kopje and Veldt* [...], p. 60-69.
  86. Miller. « Canada's First War [...] », p. 7.
  87. Miller. « Canada's First War [...] ».

- 
88. La « Semaine noire » comprend trois revers subis par les Britanniques, soit un à Sormberg le 10 décembre, un à Magerfontein le 11 décembre et un à Colenso le 15 décembre. Ces défaites s'ajoutent aux sièges menés à Kimberly, à Ladysmith et dans d'autres lieux au sein des républiques de Boers à l'époque. Comme le raconte Jeffery Williams, le commandement général britannique était tellement mauvais qu'il était l'objet « d'une farce parmi les Boers qui affirmaient que la fonction de général britannique était synonyme de la peine capitale ». Williams, Jeffery. *Byng of Vimy: General and Governor General*, Toronto, University of Toronto Press, 1992, p. 33.
89. Fetherstonhaugh. *The Royal Canadian Regiment*[...], p. 97–99.
90. *Ibid.*, p. 96. Un peu plus de cent ans plus tard, les soldats canadiens seront au combat à Kandahar, là même où Lord Roberts avait mené le combat responsable de son titre.
91. *Ibid.*, p. 99.
92. Miller. *Canada's Little War* [...], p. 38.
93. Le terme « Royals » désigne les membres du RCR.
94. Reid. *Our Little Army in the Field* [...], p. 32–33.
95. Miller. *Painting the Map Red* [...], p. 289.
96. *Ibid.*, p. 289–290.
97. Reid. *Our Little Army in the Field* [...], p. 159.
98. Granatstein et Bercuson. *War and Peacekeeping* [...], p. 40.
99. Fetherstonhaugh. *The Royal Canadian Regiment* [...], p. 101–117.
100. Dyer et Viljoen. *The Defence of Canada* [...], p. 167–168.
101. Holt, Peter. « Costly British Victory at Paardeberg », *Military History*, février 2000, p. 59.
102. Morton. « Canada's First Expeditionary Force [...] », p. 30.
103. Fremont-Barnes, Gregory. *The Boer War: 1899–1902*, New York, Osprey, 2003, p. 60–70.
104. Morton. « Canada's First Expeditionary Force [...] », p. 31. Le RCR n'était pas une unité à cheval; elle avançait à pied et affrontait des troupes ennemies qui, elles, étaient principalement à cheval. Pour la première fois, cette situation montra la nécessité de jouer d'une infanterie. Tous les autres contingents canadiens inclurent des cavaliers ou des dragons.
105. Morton. « Canada's First Expeditionary Force [...] ».
106. Greenhouse, Brereton. « The South African War », dans *We Stand on Guard: An Illustrated History of the Canadian Army*, sous la direction de John Martenson, Montréal, Ovale, 1992, p. 75.
107. Granatstein et Bercuson. *War and Peacekeeping* [...], p. 75.
108. Pour connaître tous les détails, voir l'ouvrage : Reid, Brian A. « "For God's Sake... Save Your Guns!" Action at Leliefontein, 7 November 1900 », dans *Fighting for Canada: Seven Battles, 1758–1945*, sous la direction de Donald E. Graves, Toronto, Robin Bass Studio, 2000, p. 191–236.
109. Madsen. « Les troupes canadiennes et la politique de la terre brûlée [...] », p. 56.
110. Miller. *Canada's Little War* [...], p. 89. Ceci ne s'applique pas seulement aux Canadiens, mais aussi aux Australiens et aux Néo-Zélandais.
111. Bibliothèque et Archives Canada (BAC). *Militia and Defence Post-Confederation Records: South Africa — Orders, 4<sup>th</sup> Canadian Mounted Rifles*, RG 9, II-A-3, volume 31. Annexe 1 de la lettre datée du 2 janvier 1901, du commandant du Royal Canadian Dragoons à l'adjutant général d'Ottawa.
112. Witton, Lieutenant George. *Scapegoats of the Empire: The True Story of Breaker Morant's Bushveldt Carbineers*, Melbourne, D.W. Paterson & Co., 1907, réimpression, Londres, Angus & Robertson Publishers, 1982, p. 35. La page mentionnée est celle de la réimpression.
113. Miller. *Canada's Little War* [...], p. 30.
114. *Ibid.*, p. 31–32.
115. *Ibid.*, p. 31–32.
116. Miller. *Painting the Map Red* [...], p. 428–433.
-

- 
117. *Ibid.*, p. 432.
118. Pour un autre exemple du type de chansons écrites pour commémorer et parfois célébrer la contribution du Canada en Afrique du Sud, voir : Bibliothèque et Archives Canada (BAC), en ligne, « Musique canadienne en feuille datant de l'époque de la guerre des Boërs », <http://www.lac-bac.gc.ca/military/025002-5080-f.html>, (consulté le 8 février 2008).
119. Maroney. « "Lest we Forget" [...] », p. 112.
120. *Ibid.*
121. Morgan, Kenneth O. « The Boer War and the Media (1899–1902) », *20<sup>th</sup> Century British History*, volume 13 (mars 2002), p. 9.
122. *Ibid.*, p. 6.
123. Miller. *Canada's Little War* [...], p. 47–54.
124. *Ibid.*, p. 51.
125. Fremont-Barnes. *The Boer War* [...], p. 86.
126. Grundlingh, Albert. « The Bitter Legacy of the Boer War », *History Today*, novembre 1999, p.22.
127. Le nombre de victimes diffère selon les sources. Respectivement, les nombres sont tirés des ouvrages : Morton, Desmond. *Une histoire militaire du Canada...*, p. 173; Miller. « Canada's First War [...] », p. 7. Le nombre total de Canadiens déployés est tiré de l'ouvrage : Miller. « Canada's First War [...] », p. 6.
128. Miller. « Canada's First War [...] », p. 7.
129. Haycock. « The Proving Ground [...] », p. 15.
130. Miller. *Canada's Little War* [...], p. 6.
131. Granatstein. *Canada's Army* [...], p. 45.
132. Reid. *Our Little Army in the Field* [...], p. 117. On adouba Frederick Borden en 1902.
133. Harris. « The Permanent Force [...] », p. 46.
134. Morton, Desmond. *The Canadian General: Sir William Otter*, Toronto, Hakkert, 1974, p. 273.
135. Gosselin. « La participation du Canada aux guerres [...] », p. 66.
136. Granatstein, J.L. « Joining Forces », *The Beaver*, volume 80, numéro 1 (janvier–février 2000), p. 74. Le débat continue à savoir s'il s'agit ici du fruit d'un nationalisme flagrant ou d'une décision militaire juste.
137. Granatstein. « Joining Forces [...] », p. 74.
138. Miller. *Canada's Little War* [...], p. 93.
139. Morton. *Une histoire militaire du Canada...*, p. 172.
140. Evans. *The Canadian Contingents* [...], p. 332–352.
141. Stacey, Colonel C.P. « Le Canada et la guerre du Transvaal : 2<sup>e</sup> partie : L'entrée en guerre du Canada », *Le Journal de l'Armée du Canada*, volume 4, numéro 3 (été 1950), p. 48.
142. Moss. *Manliness and Militarism* [...], p. 51.
143. Miller. « Canada's First War [...] », p. 6.
144. Miller. *Canada's Little War* [...], p. 5.
145. Marquis. *Canada's Sons on Kopje and Veldt*[...], p. 468.
146. Evans. *The Canadian Contingents* [...], p. 21.
147. Les décisions du gouvernement incluaient un déploiement naval dans le golfe Persique à la suite des attaques du 11 septembre 2001. En raison de sa nature, cet élément de l'opération ne prête pas à controverse et, à bien des égards, ne semble pas influencer sur les perceptions de la guerre en Afghanistan au sein du grand public canadien. Bien que la Marine canadienne ait joué un important rôle dans les opérations d'interdiction maritime menées dans le golfe Persique entre 2001 et 2003, la présente étude ne s'attardera pas sur ce sujet.

148. Statistique Canada, « Population selon certaines origines ethniques, par province et territoire (Recensement de 2006) », <http://www40.statcan.gc.ca/02/cst01/demo26a-fra.htm> (en ligne), (consulté le 14 février 2008).
149. Statistique Canada, « Certaines origines ethniques, pour le Canada, les provinces et les territoires », Recensement de 2001, (en ligne), <http://www12.statcan.ca/english/census01/products/highlight/ETO/Table1.cfm?T=501&Lang=F&GV=1&GID=0&Prov=0&S=1&O=D&PF=Y> (consulté le 20 février 2008). Ceci représente les sous-populations comptant au moins 15 000 personnes, comme l'indique le recensement. Le recensement de 2001 comptait au total 231 ethnies et groupes culturels différents. Voir le document : Statistique Canada, « Origine ethnique (232), sexe (3) et réponses uniques et multiples (3) pour la population, pour le Canada, les provinces, les territoires, les régions métropolitaines de recensement et les agglomérations de recensement », (en ligne), <http://www12.statcan.ca/francais/census01/products/standard/themes/RetrieveProductTable.cfm?Temporal=2001&PID=62911&APATH=3&GID=431515&METH=1&PTYPE=55440&THEME=44&FOCUS=0&AID=0&PLACENAME=0&PROVINCE=0&SEARCH=0&GC=0&GK=0&VID=0&VNAM EE=&VNAMEF=&FL=0&RL=0&FREE=0> (consulté le 20 février 2008).
150. Commission canadienne des droits de la personne, « Population et société, le 1<sup>er</sup> janvier 1900 », <http://www.chrc-ccdp.ca/fr/getBriefed/1900/population.asp> (en ligne) (consulté le 2 février 2008).
151. Statistique Canada, « Les religions au Canada », Recensement de 2001 (en ligne), <http://www12.statcan.ca/english/census01/products/highlight/Religion/Page.cfm?Lang=F&Geo=PR&View=1a&Code=01&Table=1&StartRec=1&Sort=2&B1=Canada&B2=1> (consulté le 14 février 2008).
152. Statistique Canada, « Âge et sexe, âge médian pour les deux sexes, pour le Canada, les provinces et les territoires », Recensement de 2001 (en ligne), <http://www12.statcan.ca/english/census01/products/highlight/AgeSex/Page.cfm?Lang=F&Geo=PR&View=1&Table=4a&StartRec=1&Sort=2&B1=Median&B2=Both> (consulté le 14 février 2008).
153. Statistique Canada, « Portrait de la population canadienne en 2006, selon l'âge et le sexe : le portrait national » (en ligne), <http://www12.statcan.ca/census-recensement/2006/as-sa/97-551/index-fra.cfm?CFID=3521566&CFTOKEN=35941646> (consulté le 14 février 2008).
154. Patrimoine canadien, « Multiculturalisme : un cadre stratégique et un cadre législatif », (en ligne), [http://www.canadianheritage.gc.ca/progs/multi/policy/framework\\_e.cfm](http://www.canadianheritage.gc.ca/progs/multi/policy/framework_e.cfm) (consulté le 14 février 2008).
155. Patrimoine canadien, « Engagement du Canada en matière de diversité culturelle », (en ligne), <http://www.pch.gc.ca/pgm/ai-ia/ir-iro/gbll/divers/index-fra.cfm> (consulté le 14 février 2008).
156. Adams, Michael. *Unlikely Utopia: the Surprising Triumph of Canadian Pluralism*, Toronto, Viking, 2007, p. 20.
157. *Ibid.*, p. 9.
158. Statistique Canada, « Statut d'immigrant selon la période d'immigration, chiffres de 2001, pour le Canada, les provinces et les territoires », (en ligne), <http://www12.statcan.ca/english/census01/products/highlight/Immigration/Page.cfm?Lang=F&Geo=PR&View=1&Table=1&StartRec=1&Sort=2&B1=Counts> (consulté le 14 février 2008).
159. *History of Women's Suffrage in Canada* (en ligne), <http://faculty.marianopolis.edu/c.belanger/QuebecHistory/encyclopedia/Canada-WomensVote-WomenSuffrage.htm> (consulté le 21 mars 2008).
160. Statistique Canada, « Industrie — Système de classification des industries de l'Amérique du Nord de 1997 (422), catégorie de travailleurs (6) et sexe (3) pour la population active de 15 ans et plus, pour le Canada, les provinces, les territoires, les régions métropolitaines de recensement et les agglomérations de recensement, recensement de 2001 », (en ligne), <http://www12.statcan.ca/francais/census01/products/standard/themes/RetrieveProductTable.cfm?Temporal=2001&PID=60347&APATH=3&GID=431515&METH=1&PTYPE=55440&THEME=46&FOCUS=0&AID=0&PLACENAME=0&PROVINCE=0&SEARCH=0&GC=99&GK=NA&VID=0&VNAM EE=&VNAMEF=&FL=0&RL=0&FREE=0> (consulté le 21 mars 2008).
161. Voir, par exemple : Centre de recherche Décima, « Les Canadiens divisés sur l'Afghanistan », 7 avril 2006 (en ligne), [http://www.decima.com/fr/pdf/news\\_releases/060407E.pdf](http://www.decima.com/fr/pdf/news_releases/060407E.pdf), (consulté le 12 février 2008).
162. En plus des loyautés régionales, l'auteur a noté qu'il existait des perspectives régionales différentes à propos de divers sujets, notamment à propos des concepts de l'individualisme, de l'idéalisme et de l'autonomie, du respect de l'autorité, des valeurs personnelles et de l'égalitarisme. Tous ces éléments variaient selon la province où était faite la collecte de données. Adams, Michael. *Fire and Ice: The United States, Canada and the Myth of Converging Values*, Toronto, Penguin, 2003, p. 80–86.
163. Pollara, Strategic Public Opinion & Market Research. *Canadians' Opinions on The Canadian Forces (CF) and Related Military Issues*, Ottawa, Pollara, décembre 1998, Section 4.0–4.1, p. 36–37.
164. *Ibid.*, Section 4.2, p. 38. Il est important de noter que 15 p. 100 des répondants ne savaient pas quoi répondre ou ont refusé de répondre, 5 p. 100 ont répondu « protéger/défendre les Canadiens », 4 p. 100 ont choisi « protéger/défendre » et 2 p. 100 ont dit que le rôle le plus important était d'aider les autres pays.
165. *Ibid.*, Protocole d'entrevue 7.
166. *Ibid.*, Protocole d'entrevue 9.
167. Bland, Douglas. « Everything Military Officers Need to Know About Defence Policy Making in Canada », dans *Advance or Retreat? Canadian Defence in the 21<sup>st</sup> Century*, sous la direction de David Rudd, Jim Hanson et Jessica Blitt, Toronto, Canadian Institute of Strategic Studies, 2000, p. 21.

---

168. *Ibid.*, p. 21–22.

169. MacDonald, Brian. « Thinking Outside the Box: Radical Questions About Canadian Defence Planning », dans *Advance or Retreat? Canadian Defence in the 21<sup>st</sup> Century*, sous la direction de David Rudd, Jim Hanson et Jessica Blitt, Toronto, Canadian Institute of Strategic Studies, 2000, p. 80.

170. *Ibid.*, p. 79.

171. Dorn, Walter. « Canadian Peacekeeping: No Myth — But Not What it Once Was », *SITREP*, volume 67, numéro 2 (avril–mai 2007), p. 5.

172. Belkin, Douglas. « Politics & Economics: Canadians Grow War Weary; Afghanistan Death Toll Puts Heat on Harper », *The Wall Street Journal*, 27 avril 2007 (édition de l'Est), p. A.10.

173. Chrétien, Jean. *Passion politique*, Montréal, Les Éditions du Boréal, 2007, p. 102.

174. *Ibid.*, p. 334.

175. Dorn, Walter. « Canadian Peacekeeping: Proud Tradition, Strong Future? », *La Politique étrangère du Canada*, volume 12, numéro 2 (automne 2005), p. 7.

176. Maloney, Sean. *Canada and UN Peacekeeping: Cold War by Other Means, 1945–1970*, St. Catharines (ON), Vanwell, 2002, p. xi-xiii. Pour une description complète des racines et de la construction du mythe, lire les pages 2 à 6 de l'ouvrage.

177. *Ibid.*, p. 2. Cette idée fera l'objet d'un examen plus approfondi dans le prochain chapitre.

178. Wagner, Eric. « Un royaume pacifique? : le mythe canadien du maintien de la paix et la guerre froide », *Revue militaire canadienne*, volume 7, numéro 4 (hiver 2006–2007), p. 46.

179. Le fait que l'ONU n'ait pas réussi à atteindre ses objectifs et ait été remplacée par les forces de l'OTAN ne change pas la façon dont se sont comportés les soldats canadiens ou la perception des militaires chez les concitoyens.

180. Ministère de la Défense nationale. *Livre blanc sur la défense de 1994*, Ottawa, Défense nationale, 1994.

181. *Ibid.*, p. 28.

182. La Marine et la Force aérienne ont joué les principaux rôles dans ce conflit. L'Armée de terre n'a joué qu'un tout petit rôle dans ce conflit. Voir l'ouvrage : Morin, Major Jean H. et le Lieutenant-commandant Richard H. Gimblett. *Opération Friction : Golfe Persique, 1990–1991, le rôle joué par les Forces canadiennes*, Toronto, Dundurn Press, 1997.

183. Pour un exposé complet sur le déploiement, l'incident et ses conséquences, voir l'ouvrage : Bercusson, David. *Significant Incident: Canada's Army, the Airborne, and the Murder in Somalia*, Toronto, McClelland & Stewart, 1996.

184. Le rapport complet de la Commission d'enquête sur la Somalie est offert dans le site <http://www.dnd.ca/somalia/somaliaf.htm> (consulté le 16 mars 2008).

185. Pour connaître les détails concernant la FORPRONU et les missions menées au Rwanda, voir l'ouvrage : Off, Carol. *The Lion, the Fox & the Eagle: A Story of Generals and Justice in Rwanda and Yugoslavia*, Toronto, Vintage Canada, 2001.

186. Le programme de la sécurité humaine, tel que décrit par M. Axworthy : « il s'agit d'envisager les objectifs de sécurité en fonction surtout des besoins des personnes, plutôt que de ceux des États. » Lloyd Axworthy, « La nouvelle diplomatie : l'ONU, la Cour criminelle internationale et la sécurité humaine », allocution à l'occasion de la Conférence sur la réforme de l'ONU à la Kennedy School de l'Université Harvard, 25 avril 1998 (en ligne), [http://w01.international.gc.ca/Minpub/Publication.aspx?isRedirect=T rue&publication\\_id=375691&Language=F&docnumber=98/30](http://w01.international.gc.ca/Minpub/Publication.aspx?isRedirect=T rue&publication_id=375691&Language=F&docnumber=98/30) (consulté le 21 février 2008).

187. *Ibid.*

188. Maloney, Sean. *Enduring the Freedom: A Rogue Historian in Afghanistan*, Dulles (VA), Potomac Books, 2007, p. 9.

189. Gross Stein, Janice et Eugene Lang. *The Unexpected War: Canada in Kandahar*, Toronto, Viking, 2007, p. 2. Il est important de noter que Eugene Lang était l'ancien chef d'état-major sous le ministre de la Défense nationale John McCallum.

190. Conseil de sécurité des Nations Unies, « Résolution 1368 (2001) adoptée par le Conseil de sécurité sur la menace à la paix et à la sécurité internationales résultant d'actes terroristes », (en ligne), [http://www.un.org/french/ga/search/view\\_doc.asp?symbol=S/RES/1368%282001%29](http://www.un.org/french/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/RES/1368%282001%29) (consulté le 14 février 2008). Cette résolution condamne les attaques et fournit une sanction générale quant à l'utilisation des forces militaires pour riposter aux attaques terroristes.

191. Conseil de sécurité des Nations Unies, « Résolution 1373 (2001) adoptée par le Conseil de sécurité sur la menace à la paix et à la sécurité internationales résultant d'actes terroristes », (en ligne), [http://www.un.org/french/ga/search/view\\_doc.asp?symbol=S/RES/1373%282001%29](http://www.un.org/french/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/RES/1373%282001%29) (consulté le 14 février 2008). Cette résolution réaffirmait l'utilisation de tout moyen nécessaire pour combattre le terrorisme ainsi que précisait les moyens précis que pouvaient prendre les pays pour refuser le soutien aux organismes terroristes. Un mandat en vertu du chapitre VII renvoie à l'utilisation de moyens non pacifiques pour régler les conflits. Selon l'article 42 (du chapitre VII) de la *Charte des Nations Unies*, les autorités peuvent avoir recours à la force pour « toute action qu'il juge nécessaire au maintien ou au rétablissement de la paix et de la sécurité internationales. » Nations Unies, *Charte des Nations Unies et Statut de la Cour internationale de justice*, New York, Service de l'information des Nations Unies, 1993, p. 25.

192. Maloney. *Enduring the Freedom* [...], p. 57.
193. Goldenberg, Eddie. *Comment ça marche à Ottawa*, Montréal, Fides, 2007, p. 289.
194. Maloney, Sean. « Blood on the Ground: Canada and the Southern Campaign in Afghanistan », *Defense and Security Analysis*, volume 23, numéro 4 (décembre 2007), p. 406. Ceci n'était pas sans ironie étant donné la nature enclavée de l'Afghanistan.
195. *Ibid.*, p. 406.
196. Afghanistan. *Accords sur les dispositions provisoires en Afghanistan avant le rétablissement des institutions gouvernementales permanentes* (en ligne), <http://www.afhangovernment.com/AfghanAgreementBonn.htm> (consulté le 14 février 2008). Communément appelé l'« Accord de Bonn ». Conseil de sécurité des Nations Unies, « Résolution 1386 (2001) adoptée par le Conseil de sécurité sur la situation en Afghanistan », (en ligne), [http://www.un.org/french/ga/search/view\\_doc.asp?symbol=S/RES/1386%282001%29](http://www.un.org/french/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/RES/1386%282001%29) (consulté le 14 février 2008).
197. Pour un résumé détaillé des choix que dut faire le gouvernement canadien, voir l'ouvrage : Maloney. *Enduring the Freedom* [...], p. 57–58.
198. Maloney, Sean. « La Force internationale d'assistance à la sécurité : les origines d'une force de stabilisation » *Revue militaire canadienne*, volume 4, numéro 2 (été 2003), p. 3.
199. Maloney. *Enduring the Freedom* [...], p. 57–58.
200. Stein et Lang. *The Unexpected War* [...], p. 15. Le 19 novembre 2001, le MDN annonça l'intention du gouvernement d'envoyer un bataillon en Afghanistan. Il n'y eut aucun débat à cette époque. Voir l'ouvrage : Chambre des communes, « 37<sup>e</sup> législature, 1<sup>re</sup> session, Hansard révisé, numéro 114 », lundi 19 novembre 2001, (en ligne), <http://www2.parl.gc.ca/HousePublications/Publication.asp?pub=Hansard&doc=114&Language=F&Mode=1&Parl=37&Ses=1#nt-83632> (consulté le 19 février 2008). Un débat exploratoire eut lieu le 28 janvier 2002. Voir : Bibliothèque du Parlement, « Afghanistan : chronologie des faits marquants au Parlement canadien », (en ligne), <http://www2.parl.gc.ca/Content/LOP/ResearchPublications/prb0724-f.htm> (consulté le 19 février 2008).
201. Stein et Lang. *The Unexpected War* [...], p. 16–17.
202. Chrétien. *Passion politique*, p. 335. Il est difficile de déterminer s'il s'agit du véritable sentiment du premier ministre à l'époque ou d'un souvenir fondé sur le sentiment du public. Le maintien de la paix peut désigner, de façon générale, les opérations dont le but est de sauvegarder la paix déjà établie. Le rétablissement de la paix concerne plus la création de conditions qui engendreront la paix.
203. Stein et Lang. *The Unexpected War* [...], p. 16.
204. Maloney. *Enduring the Freedom* [...], p. 57–58.
205. Stogran, Lieutenant-colonel P. « Le 3<sup>e</sup> Bataillon, PPCLI en Afghanistan : l'envol d'une force interarmées », *Le Journal de l'Armée du Canada*, volume 7.3/7.4 (automne-hiver 2004), p. 18.
206. Stein et Lang. *The Unexpected War* [...], p. 19.
207. Maloney. *Enduring the Freedom* [...], p. 59–65.
208. Pour une description de l'incident, voir l'ouvrage : Pigott, Peter. *Canada in Afghanistan: The War so Far*, Toronto, Dundurn Press, 2007, p. 89–91. D'autres incidents eurent lieu au cours de l'automne 2006.
209. Pigott. *Canada in Afghanistan* [...], p. 91.
210. Stevenson, Mark, Peter Kopvillem, Dianne de Fenoyl et Dianna Symonds. « Canadiens Need To Be Told Why We're At War », *Maclean's*, volume 119, numéro 34 (28 août 2006), p. 4.
211. Ministère de la Défense nationale, Communiqués, « Des troupes terrestres des Forces canadiennes partent pour l'Afghanistan et la région du golfe Arabo-Persique », 26 janvier 2002 (communiqué en ligne), <http://www.forces.gc.ca/site/news-nouvelles/news-nouvelles-fra.asp?cat=02&id=354> (consulté le 21 février 2008).
212. Ministère de la Défense nationale, archives des discours du ministre, « Notes pour l'allocation de l'honorable John McCallum, C.P., député ministre de la Défense nationale à l'occasion de la Journée des Forces canadiennes », Toronto, Ontario, 2 juin, [http://www.dnd.ca/site/newsroom/view\\_news\\_f.asp?id=467](http://www.dnd.ca/site/newsroom/view_news_f.asp?id=467) (consulté le 21 février 2008).
213. Pigott. *Canada in Afghanistan* [...], p. 91.
214. *Ibid.*
215. Geddes, John. « Bullets fly. Ottawa Ducks », *Maclean's*, volume 119, numéro 34 (28 août 2006), p. 26.
216. Pigott. *Canada in Afghanistan* [...], p. 101–102. Étrangement, l'ouvrage de Janice Gross Stein et Eugene Lang ne se penche pas sur la démission du Major-général Ross qui était à l'époque le directeur général de la Politique de sécurité internationale. John Geddes en fit mention dans son article paru le 28 août 2006.
217. Pigott. *Canada in Afghanistan* [...], p. 92–93; Stein et Lang. *The Unexpected War* [...], p. 46–50.

- 
218. Maloney. « Blood on the Ground [...] », p. 406.
219. Stein et Lang. *The Unexpected War* [...], p. 41–43.
220. Chrétien. *Passion politique*, p. 336.
221. Geddes. « Bullets fly. Ottawa Ducks », [...] p. 26.
222. Stein et Lang. *The Unexpected War* [...], p. 61–63. Il est important de noter que le chef d'état-major de la Défense sous John McCallum, le Général Ray Henault, a un souvenir nettement différent de l'époque et de la volonté des FC de partir pour l'Iraq (p. 60).
223. Pigott. *Canada in Afghanistan* [...], p. 94.
224. *Ibid.*, p. 101.
225. *Ibid.*, p. 98–99.
226. Maloney. « Blood on the Ground [...] », p. 406.
227. Par exemple, voir l'ouvrage : Delacourt, Susan. *Juggernaut: Paul Martin's Campaign for Chrétien's Crown*, Toronto, McClelland & Stewart, 2003.
228. Stein et Lang. *The Unexpected War* [...], p. 117–119.
229. Pigott. *Canada in Afghanistan* [...], p. 102.
230. *Ibid.*
231. Stein et Lang. *The Unexpected War* [...], p. 183–193.
232. *Stein and Lang the Unexpected War...*, p. 195.
233. Ministère de la Défense nationale, archives des discours du ministre, « Notes d'allocation à l'intention de l'honorable Bill Graham, C.P., parlementaire, ministre de la Défense nationale, à l'occasion d'une séance réunissant le Comité permanent de la défense nationale et des anciens combattants et le Comité permanent des affaires étrangères et du commerce international », Ottawa, Ontario, 16 mai 2005 (archives des discours du Ministre en ligne), [http://www.dnd.ca/site/newsroom/view\\_news\\_f.asp?id=1663](http://www.dnd.ca/site/newsroom/view_news_f.asp?id=1663) (consulté le 29 février 2008).
234. Ministère de la Défense nationale, archives des discours du ministre, « La mission des Forces canadiennes en Afghanistan : « La politique et les valeurs canadiennes en action » », Vancouver, Colombie-Britannique, 9 novembre 2005, [http://www.dnd.ca/site/newsroom/view\\_news\\_f.asp?id=1805](http://www.dnd.ca/site/newsroom/view_news_f.asp?id=1805) (consulté le 29 février 2008).
235. *Ibid.*
236. Campion-Smith, Bruce. « Canada Urged to go After "Scumbags" », *The Toronto Star*, 15 juillet 2005, p. A1.
237. Maloney. « Blood on the Ground [...] », p. 406. Pour les meilleurs comptes rendus des actions des FC au cours de l'été 2006, voir l'ouvrage : Horn, Colonel Bernd (éd.), *Au péril de notre vie — « Le responsable, c'est moi » : les commandants militaires supérieurs durant les opérations*, Kingston, Presse de l'Académie canadienne de la défense, 2008. Le livre comprend des comptes rendus relatifs à trois hommes à la tête d'une organisation d'envergure : le Brigadier-général David Fraser (commandant de la Brigade multinationale), le Lieutenant-colonel Ian Hope (commandant du 1 PPCLI) et le Lieutenant-colonel John Conrad (commandant de l'élément de soutien national).
238. Lieutenant-colonel Ian Hope, « Réflexions sur l'Afghanistan : le commandement de la Force opérationnelle Orion » dans *Au péril de notre vie — « Le responsable, c'est moi » : les commandants militaires supérieurs durant les opérations*, édité par le colonel Bernd Horn, p. 231–248, Kingston, Presse de l'Académie canadienne de défense, 2008, p. 232–233. L'opération ARCHER était le nom militaire canadien pour la participation du Canada à l'OEF.
239. Wells, Paul. *Right Side Up: The Fall of Paul Martin and the Rise of Stephen Harper's New Conservatism*, Toronto, McClelland & Stewart, 2006, p. 296. Il est important de noter que Jean Chrétien a également visité l'Afghanistan en octobre 2004.
240. Wells. *Right Side Up* [...], p. 296.
241. Stevenson, Mark, Peter Kopvillem, Dianne de Fenoyl et Dianna Symonds. « Reasserting Canada's Role on the World Stage », *Maclean's*, volume 119, numéro 17 (24 avril 2006), p. 4. La nature des valeurs n'est pas précisée.
242. Les IED sont des dispositifs explosifs de circonstance. Les provinces étaient : Helmand, Kandahar, Zabul et Oruzgan.
243. Pour une description complète de la période, deux sources sont fortement recommandées. D'abord « Blood on the Ground [...] » de Sean Maloney, pour un aperçu général. Pour une description plus approfondie et humaine des événements relatifs aux victimes : Blatchford, Christie. *Fifteen Days: Stories of Bravery, Friendship, Life and Death from Inside the New Canadian Army*, Toronto, Doubleday, 2007.
244. Geddes, John. « This Means War », *Maclean's*, volume 119, numéro 26 (26 juin 2006), p. 14.

245. Geddes. « This Means War », [...] p. 14.
246. *Ibid.*, p. 15.
247. Stevenson, Mark, Peter Kopvillm, Dianne de Fenoyl et Dianna Symonds. « Canadians Need To Be Told Why We're At War », *Maclean's*, volume 119, numéro 34 (28 août 2006), p. 4. La première fois qu'un représentant du gouvernement, dans ce cas-ci le premier ministre Harper, utilisa le mot « guerre » pour décrire les opérations canadiennes en Afghanistan semble être le 17 septembre 2006, dans le cadre d'une entrevue radiophonique à la Société Radio-Canada, comme le précise l'ouvrage : Pigott. *Canada in Afghanistan* [...], p. 129. Ce fait n'a pu être confirmé.
248. Groupe d'experts indépendant sur le rôle futur du Canada en Afghanistan, *Groupe d'experts indépendant sur le rôle futur du Canada en Afghanistan*, Ottawa, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, 2008, p. 30. Ce rapport est communément appelé le « Rapport Manley ».
249. CTV.CA. *MPs Approve Motion to Extend Afghan Mission*, 13 mars 2008, [http://www.ctv.ca/servlet/ArticleNews/story/CTVNews/20080313/resp\\_bill\\_080313/20080313?hub=TopStories](http://www.ctv.ca/servlet/ArticleNews/story/CTVNews/20080313/resp_bill_080313/20080313?hub=TopStories) (consulté le 16 mars 2008).
250. Hobson, Sharon. *The Information Gap: Why the Canadian Public Doesn't Know More About its Military* (en ligne), Calgary, Canadian Defence & Foreign Affairs Institute, juin 2007, p. 5, <http://www.cdfai.org/PDF/The%20Information%20Gap.pdf> (consulté le 12 février 2008).
251. Hobson. *The Information Gap* [...], p. 11.
252. Geddes. « Bullets fly. Ottawa Ducks », [...] p. 22.
253. Lewis, Colonel Fred A. « Pouvoir renouveler notre façon de faire — contre-insurrection et art opérationnel », *Le Journal de l'Armée du Canada*, volume 9.3 (hiver 2006), p. 7. Le Colonel Lewis était le commandant adjoint de la force opérationnelle Afghanistan à la fin de l'année 2006.
254. Maloney. « Blood on the Ground [...] », p. 405.
255. Maloney. « Blood on the Ground [...] », p. 405. Sean Maloney note également la différence entre les médias britanniques et canadiens : « Contrairement aux médias canadiens qui pensaient que l'OEF engendrait trop de violence en Afghanistan, les pontes des médias britanniques pensaient qu'elle n'en générerait pas assez : ils accusèrent le Régiment royal des Fusiliers marins de ne pas être assez agressif [...] et ils accusèrent le gouvernement d'avoir exagéré la menace ». Maloney. *Enduring the Freedom* [...], p. 65.
256. Hobson. *The Information Gap* [...], p. 8.
257. *Red Fridays* (en ligne), <http://www.redfridays.ca> (consulté le 17 février 2008).
258. Perkel, Colin. « Children of Canadian Soldiers Killed on Duty Granted First of New Scholarships » (en ligne), *Toronto Sun*, 17 février 2008, <http://cnews.canoe.ca/CNEWS/Canada/2008/02/16/4852466-cp.html> (consulté le 17 février 2008).
259. Mohammad, Susan. « Thousands Turn Out to Protest Canada's Participation in Afghanistan » (en ligne), Canwest News Service, <http://www.canada.com/topics/news/national/story.html?id=95217bf2-9974-4b97-8e2c-d9e955a8e812&k=46284> (consulté le 17 février 2008).
260. Les trois chansons sont : *I Want You to Live* de George Canyon (paroles publiées sur le site <http://www.cowboylyrics.com/lyrics/canyon-george/i-want-you-to-live-18517.html> [consulté le 17 février 2008]); *Somebody's Son* de Aaron Lines (paroles publiées sur le site [http://www.ctv.ca/servlet/ArticleNews/story/CTVNews/20071109/somebodys\\_son\\_071109/20071109?hub=CanadaAM](http://www.ctv.ca/servlet/ArticleNews/story/CTVNews/20071109/somebodys_son_071109/20071109?hub=CanadaAM) [consulté le 17 février 2008]); *Red and White* de Julian Austin (paroles publiées sur le site <http://www.lyricsbox.com/julian-austin-lyrics-red-and-white-bk1w5rb.html> [consulté le 17 février 2008]). Le vidéoclip de George Canyon montre des soldats canadiens qui partent à la guerre, dont un qui est tué et qui laisse une lettre à sa femme lui souhaitant ses meilleurs vœux. Les soldats étant vêtus d'uniformes beiges tels que ceux utilisés dans le désert, il est facile de déduire que le clip dépeint la guerre en Afghanistan. En raison de son ton, la chanson d'Aaron Lines est presque une protestation, évoquant l'idée que la guerre ne fait jamais de réels vainqueurs, chaque soldat étant l'enfant de quelqu'un. Ce clip utilise des extraits vidéo et des photographies de victimes canadiennes de la guerre en Afghanistan pour appuyer son point. La pièce de Julian Austin, comme le montrent les paroles, tend à glorifier les soldats, ce qui en fait une chanson qui appuie tièdement la guerre.
261. Pour obtenir un document d'information complet à ce sujet, voir : CBC Radio. *Afghanada* (en ligne), <http://www.cbc.ca/afghanada> (consulté le 17 février 2008).
262. CBC Radio. *Afghanada* (en ligne), <http://www.cbc.ca/afghanada> (consulté le 17 février 2008).
263. À titre d'exemple de ce second point, je n'ai pu trouver de sondage qui posait directement la question : « Croyez-vous que le Canada a raison d'utiliser la force militaire pour protéger ses valeurs et intérêts nationaux ou pour les faire connaître mondialement? ».
264. Certains érudits s'opposent à l'idée générale d'un lien direct entre l'augmentation des victimes et la réduction de l'appui envers les opérations militaires, affirmant que le concept est « une pure création des politiciens et journalistes égocentriques ». Everts, Phillip et Pierangelo Isernia. *Public Opinion and the International Use of Force*, London, Routledge, 2001, p. 22–23.
265. La question posée était : « De façon générale, diriez-vous que vous êtes entièrement d'accord, d'accord, en désaccord ou fortement en désaccord avec la décision d'envoyer des soldats canadiens en Afghanistan? ».

266. La liste complète des sondages consultés figure dans la bibliographie, à l'entrée « The Strategic Counsel ». En absence de sondage, la colonne des mois correspondants est vide.
267. Everts et Isernia. *Public Opinion and the International Use of Force*, [...]. L'applicabilité de leur travail à la situation du Canada est une question qui mérite d'être approfondie.
268. *Ibid.*, p. 269.
269. *Ibid.*, p. 270–271.
270. Un sondage publié le 14 janvier 2008 révéla que 47 p. 100 des Canadiens croyaient que les FC devraient « revenir le plus rapidement possible » de l'Afghanistan. Ce résultat semble indiquer qu'une importante minorité de Canadiens ne semble pas croire en la possibilité d'une victoire en ce qui concerne la mission actuelle. The Strategic Counsel. *A Report to the Globe and Mail and CTV: Economy, Leader Positives/Negatives, Afghanistan, Carbon Tax* (en ligne), 14 janvier 2008, p. 23, [http://www.thestrategiccounsel.com/our\\_news/polls/2008-01-14%20GMCTV%20Jan%2010-131.pdf](http://www.thestrategiccounsel.com/our_news/polls/2008-01-14%20GMCTV%20Jan%2010-131.pdf) (consulté le 12 février 2008).
271. Les provinces des Prairies manifestèrent un plus grand appui que toute autre région du Canada.
272. La liste complète des sondages consultés se trouve dans la bibliographie à l'entrée « Decima Research ». Le groupement général des provinces utilisé par Decima Research était : C.–B., AB, MB/SK, ON, QC et CA (Canada atlantique).
273. Centre de recherche Décima, « Les Canadiens divisés sur l'Afghanistan », 7 avril 2006 (en ligne), [http://www.decima.com/fr/pdf/news\\_releases/060407E.pdf](http://www.decima.com/fr/pdf/news_releases/060407E.pdf) (consulté le 12 février 2008).
274. *Ibid.*
275. Centre de recherche Décima, « Les Canadiens divisés sur l'Afghanistan », 5 octobre 2006 (en ligne), [http://www.decima.com/fr/pdf/news\\_releases/061005E.pdf](http://www.decima.com/fr/pdf/news_releases/061005E.pdf) (consulté le 12 février 2008).
276. Centre de recherche Décima, « Les Canadiens divisés sur l'Afghanistan », 10 juillet 2007 (en ligne), [http://www.decima.com/fr/pdf/news\\_releases/070612AE.pdf](http://www.decima.com/fr/pdf/news_releases/070612AE.pdf) (consulté le 12 février 2008).
277. Frisolanti, Michael. « For Courage and Sacrifice in the Face of Terrifying Combat, Maclean's Honours the Canadian Soldier », *Maclean's*, volume 119, numéro 51 (25 décembre 2006), p. 67. Cet article n'est pas sans ironie; toutefois, il s'agit d'un autre exemple où les Canadiens ont choisi d'appuyer les soldats plutôt que de discuter de ce qu'ils tentent d'accomplir sur le terrain.
278. Pour connaître une version des faits, voir : Association des libertés civiles de la Colombie-Britannique. *Afghan Detainees* (en ligne), <http://www.bccla.org/antiterrorissue/antiterrorissue.htm> (consulté le 17 février 2008).
279. Brewster, Murray. *Judge: Afghan Detainees Not Covered by Charter* (en ligne), [http://cnews.canoe.ca/CNEWS/War\\_Terror/2008/03/12/pf-4982121.html](http://cnews.canoe.ca/CNEWS/War_Terror/2008/03/12/pf-4982121.html) (consulté le 16 mars 2008).
280. Au sein des FC, un fait intéressant mérite d'être mentionné. Pour la première fois depuis la Guerre des Boers, les vétérans des FC sont en fait ses membres les plus jeunes. Contrairement aux guerres mondiales ou à la guerre de Corée où les hauts dirigeants jouissaient d'une expérience de combat au niveau tactique, la plupart des officiers supérieurs actuels à la tête des FC ont très peu ou pas d'expérience dans ce domaine, leurs années de formation ayant été axées principalement sur le maintien de la paix. Les répercussions de cette réalité sont encore inconnues.
281. Dans le cadre du compromis mentionné à la page 71, on prévoit que le rôle s'éloignera du combat et se concentrera davantage sur la reconstruction de l'Afghanistan ainsi que sur l'entraînement de son armée. Voir : CTV.CA. *MPs Approve Motion to Extend Afghan Mission* (en ligne), 13 mars 2008, [http://www.ctv.ca/servlet/ArticleNews/story/CTVNews/20080313/resp\\_bill\\_080313/20080313?hub=TopStories](http://www.ctv.ca/servlet/ArticleNews/story/CTVNews/20080313/resp_bill_080313/20080313?hub=TopStories) (consulté le 16 mars 2008).
282. Comité sénatorial permanent de la défense et de la sécurité. *Les troupes canadiennes en Afghanistan : il faut voir les choses en face (rapport périodique)*, février 2007. Comptant au total 33 pages, le rapport n'est informatif que pour ses 16 pages de biographies des différents auteurs mentionnés dans le document.
283. *Ibid.*, p. 3.
284. Groupe d'experts indépendant sur le rôle futur du Canada en Afghanistan. *Groupe d'experts indépendant sur le rôle futur du Canada en Afghanistan*, Ottawa, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, 2008.
285. Groupe d'experts indépendant sur le rôle futur du Canada en Afghanistan, « Le mandat », (en ligne), <http://www.independent-panel-independant.ca/terms-fra.html> (consulté le 17 février 2008).
286. Pour connaître les membres du groupe, voir : Groupe d'experts indépendant sur le rôle futur du Canada en Afghanistan. *Groupe d'experts indépendant sur le rôle futur du Canada en Afghanistan*, [...] p. 60–63.
287. *Ibid.*, p. 43–44.
288. Angus Reid Strategies. *More Canadians See Benefits for Afghan People, but a Majority Still Calls for an Early End to Mission* (en ligne), décembre 2007, [http://angusreidstrategies.com/uploads/pages/pdfs/2007.12.31\\_AfghanMission.pdf](http://angusreidstrategies.com/uploads/pages/pdfs/2007.12.31_AfghanMission.pdf) (consulté le 30 janvier 2008).

289. The Strategic Counsel. *A Report to the Globe and Mail and CTV: The State of Canadian Public Opinion on Afghanistan*, Conrad Black (en ligne), 16 juillet 2007, p. 10, [http://www.thestrategiccounsel.com/our\\_news/polls/2007-07-16%20GMCTV%20July%2012-15.pdf](http://www.thestrategiccounsel.com/our_news/polls/2007-07-16%20GMCTV%20July%2012-15.pdf) (consulté le 12 février 2008).
290. The Strategic Counsel. *A Report to the Globe and Mail and CTV: Economy, Leader Positives/Negatives, Afghanistan, Carbon Tax* (en ligne), 14 janvier 2008, p. 5, [http://www.thestrategiccounsel.com/our\\_news/polls/2008-01-14%20GMCTV%20Jan%2010-131.pdf](http://www.thestrategiccounsel.com/our_news/polls/2008-01-14%20GMCTV%20Jan%2010-131.pdf) (consulté le 12 février 2008). Trois p. 100 des membres du groupe sondé répondirent le « prix de l'essence ».
291. *Ibid.*, p. 23.
292. The Strategic Counsel. *A Report to the Globe and Mail and CTV: Economy, Leader Positives/Negatives, Afghanistan, Carbon Tax* (en ligne), 14 janvier 2008, p. 24, [http://www.thestrategiccounsel.com/our\\_news/polls/2008-01-14%20GMCTV%20Jan%2010-131.pdf](http://www.thestrategiccounsel.com/our_news/polls/2008-01-14%20GMCTV%20Jan%2010-131.pdf) (consulté le 12 février 2008).
293. Statistique Canada, « Figure 3, Âge median au Canada, 1956 à 2006 », <http://www12.statcan.ca/francais/census06/analysis/agesex/charts/chart3.htm>, en ligne (consulté le 22 février 2008)
294. Riddell-Dixon, Elizabeth. *Domestic Demographics and Canadian Foreign Policy* (en ligne), Calgary, Canadian Defence & Foreign Affairs Institute, 2003, p. 10, <http://www.cdfai.org/PDF/Domestic%20Demographics%20and%20Canadian%20Foreign%20Policy.pdf> (consulté le 12 février 2008). Ce sentiment n'a rien de neuf. Les Canadiens au début du XX<sup>e</sup> siècle pensaient de la même façon; toutefois, ils manifestaient une loyauté envers l'Empire britannique.
295. Un nombre important de Canadiens français vivent à l'extérieur du Québec.
296. Rioux, Jean-Sébastien. *Deux solitudes : l'attitude des Québécois face à la sécurité et à la politique de défense canadienne* (document de recherche en ligne), Québec, Canadian Defence & Foreign Affairs Institute, 23 février 2005, p. 25, <http://www.cdfai.org/PDF/Two%20Solitudes.pdf> (consulté le 12 février 2008).
297. *Ibid.*
298. *Ibid.*, p. 17. L'étude de Jean-Sébastien Rioux repose en grande partie sur le travail de James Ian Gow.
299. *Ibid.*, p. 13-14.
300. Rioux. *Deux solitudes* [...], p. 19.
301. Statistique Canada, « Certaines origines ethniques, pour le Canada, les provinces et les territoires » (Recensement de 2001), (en ligne), <http://www12.statcan.ca/english/census01/products/highlight/ETO/Table1.cfm?T=501&Lang=F&GV=1&GID=0&Prov=0&S=1&O=D&PF=Y> (consulté le 20 février 2008). Les cinq groupes ethniques n'incluent pas les cultures originaires des îles Britanniques ou les Canadiens français. On y trouve des Allemands (2,7 millions), des Italiens (1,2 million), des Chinois (1,1 million), des Ukrainiens (1,1 million) et des Indiens de l'Amérique du Nord (1 million). De plus, les Hollandais et les Polonais forment des groupes qui comptent presque un million de personnes chacun.
302. Wagner, Eric. « Un royaume pacifique? [...] », p. 53. Sean Maloney affirme la même chose. Voir : Maloney. *Canada and UN Peacekeeping* [...].
303. Winslow, Donna. « La société canadienne et son armée de terre », *Revue militaire canadienne*, volume 4, numéro 4 (hiver 2003-2004), p. 12.
304. Gibson, Isabel. « The Bitter Necessity of Force: Canadian Debate Highlights the Paradox of "Peacekeeping" in Afghanistan », *National Catholic Reporter*, volume 42, numéro 26 (28 avril 2006), p. 19.
305. Sitkowski, Andrzej. *UN Peacekeeping: Myth and Reality*, London, Praeger, 2006, p. 4-5.
306. *Ibid.*, p. 143.
307. The Strategic Counsel. *A Report to the Globe and Mail and CTV: The State of Canadian Public Opinion on Afghanistan*, Conrad Black (en ligne), 16 juillet 2007, p. 18, [http://www.thestrategiccounsel.com/our\\_news/polls/2007-07-16%20GMCTV%20July%2012-15.pdf](http://www.thestrategiccounsel.com/our_news/polls/2007-07-16%20GMCTV%20July%2012-15.pdf), (consulté le 12 février 2008).
308. De façon générale, le maintien de la paix traditionnel évoque l'image d'un bérêt bleu, son arme en bandoulière, se tenant entre deux factions en guerre, tentant de maintenir la paix et d'obtenir un consensus par la force de son caractère. Les efforts de l'ONU à Chypre sont probablement le meilleur exemple d'un tel rôle traditionnel.
309. Caplan, David. « Staying the Course in Afghanistan Means Abandoning Reason: A Veteran Canadian Forces Officer Speaks Out », *Canadian Dimension*, volume 41, numéro 2 (mars-avril 2007), p. 26.
310. Citoyenneté et Immigration Canada. *Regard sur le Canada* (en ligne), Ottawa, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, 2005, p. 7, <http://www.cic.gc.ca/francais/pdf/pub/look.pdf> (consulté le 9 février 2008). Les termes « militaire, Forces canadiennes, Armée de terre, Marine et Force aérienne » ne figurent pas dans le document; ce dernier ne fait aucune mention du rôle du Canada dans les deux guerres mondiales ou la guerre de Corée.

311. Environics. *Canada's World Poll* (en ligne), Toronto, Environics Institute, janvier 2008, p. 8, [http://www.igloo.org/community.igloo?r0=community&r0\\_script=/scripts/folder/view.script&r0\\_pathinfo=%2F%7B0f2c2935-322d-40c1-b053-6c1c022faa81%7D%2Flearnmor%2Fquizzesa%2Fpollresu&r0\\_output=xml](http://www.igloo.org/community.igloo?r0=community&r0_script=/scripts/folder/view.script&r0_pathinfo=%2F%7B0f2c2935-322d-40c1-b053-6c1c022faa81%7D%2Flearnmor%2Fquizzesa%2Fpollresu&r0_output=xml) (consulté le 30 janvier 2008).
312. Par exemple, voir la une du journal *The Globe* le 4 octobre 1899.
313. Granatstein, J.L. *Yankee Go Home? Canadians and Anti-Americanism*, Toronto, Harper Collins, 1996, p. 287.
314. *Ibid.*, p. 11.
315. Maloney. *Canada and UN Peacekeeping* [...], p. 2-3.
316. Granatstein, J.L. *Whose War Is It? How Canada Can Survive in the Post-9/11 World*, Toronto, Harper Collins, 2007, p. 67.
317. McQuaig, Linda. « Being Pushy: Is Our Mission About Preserving Our Way of Life, Or Helping US Extend Its Supremacy? » (en ligne), 13 février 2006, <http://www.lindamcquag.com/Columns/ViewColumn.cfm?REF=25> (consulté le 2 mars 2008).
318. Pour un exemple à ce sujet, voir l'ouvrage : Granatstein. *Whose War Is It?* [...], p. 79-80.
319. CBC News, Canada Votes 2006. « Reality Check: Do the Americans Have a Global Conscience? » (en ligne) <http://www.cbc.ca/canadavotes/realitycheck/us.html> (consulté le 2 mars 2008). Voir aussi : Bustillo, Miguel. « Canada Faults U.S. on Global Warming » (en ligne), *The Seattle Times*, 8 décembre 2005, [http://seattletimes.nwsource.com/html/nationworld/2002671167\\_warming08.html](http://seattletimes.nwsource.com/html/nationworld/2002671167_warming08.html) (consulté le 2 mars 2008).
320. Environics. *Canada's World Poll*, p. 5.
321. Ministère des Finances Canada, *Avantage Canada : bâtir une économie forte pour les Canadiens*, Ottawa, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, 2006. Ce document traite des intérêts nationaux sans les définir. Bureau du Conseil privé, *Protéger une société ouverte : la politique canadienne de sécurité nationale*, Ottawa, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, 2004. Ce document traite des « intérêts en matière de sécurité nationale » en précisant (à la page 5) qu'ils visent à : « Protéger le Canada et la sécurité des Canadiens, au pays et à l'étranger [...] S'assurer que le pays n'est pas une source pour des menaces visant nos alliés [...] [et] Contribuer à la sécurité internationale ». Ceux-ci diffèrent des intérêts nationaux généraux.
322. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Énoncé de politique internationale du Canada : fierté et influence : notre rôle dans le monde*. *Surviv*, Ottawa, Travaux publics et Services gouvernementaux, 2005, p. 5.
323. Pour obtenir un bon exemple de préjugé anti-américain au Canada, il suffit de lire le rapport de 2005 de l'Institut Fraser qui affirme que « la Société Radio-Canada (SRC) » était « partiellement responsable de la persistance et de l'intensification de l'anti-américanisme au Canada à la suite des attaques terroristes de 2001. En bref, la SRC a aidé à transformer l'indignation commune ressentie au Canada et aux États-Unis à l'endroit des terroristes en une méfiance et une animosité entre les deux pays voisins ». Il est remarquable que de tels commentaires aient pu être écrits au sujet du principal média national. Institut Fraser. *CBC Television News Guilty of Anti-American Bias Says New Study* (en ligne), <http://www.fraserinstitute.org/commerce.web/newsrelease.aspx?nid=4049> (consulté le 29 février 2008).
324. Dans l'*Énoncé de politique internationale du Canada*, la section concernant la défense nationale mentionne les valeurs à de nombreuses reprises sans toutefois les définir. De même, le document principal ne définit pas ce qui constitue l'unicité des valeurs canadiennes qui font l'objet de croyances au sein de la majorité de la population.
325. Citoyenneté et Immigration, *Regard sur le Canada*, Ottawa, Travaux publics et Services gouvernementaux, 2005, p. 7, <http://www.cic.gc.ca/francais/pdf/pub/look.pdf> (consulté le 9 février 2008).
326. Bureau du Conseil privé, *Protéger une société ouverte : la politique canadienne de sécurité nationale*, Ottawa, Travaux publics et Services gouvernementaux, 2004, p. vii.
327. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, « Le Canada dans le monde : résumé », 1995 (en ligne) [http://www.dfait-maeci.gc.ca/foreign\\_policy/cnd-world/summary-fr.asp](http://www.dfait-maeci.gc.ca/foreign_policy/cnd-world/summary-fr.asp) (consulté le 22 février 2008).
328. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Un dialogue sur la politique étrangère*, Ottawa, Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, 2003.
329. *Ibid.*, p. 15.
330. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international. *Un dialogue sur la politique étrangère*, [...] p. 16. Cette liste constitue un quatrième groupe de valeurs nationales formulées par trois ministères différents.
331. Adams. *Fire and Ice* [...].
332. Granatstein. *Whose War Is It?* [...], p. 72.
333. Kirton, John. *Canada and its Values: Policy, Priority and Practice* (en ligne), <http://www.g7.utoronto.ca/g8online/2002/english/2002/10.html> (consulté le 22 février 2008).
334. Winslow. « La société canadienne et son armée de terre », p. 11.
335. *Ibid.*, p. 21.

---

336. *Ibid.*, p. 20.

337. Page. « Response to the "Imperial" Idea During the Boer War Years, » in *Canadian History Since Confederation: Essays and Interpretations*, 2<sup>e</sup> édition, ed. Bruce Hodgins and Robert Page, 313–336 (Georgetown, ON: Irwin–Dorsey Limited, 1979), p. 332.

338. Hobson. *The Information Gap* [...], p. 3.

339. Major-général Andrew Leslie, « Sur le terrain : quelques réflexions sur l'avenir des Forces canadiennes », *Revue militaire canadienne*, volume 6, numéro 1 (printemps 2005), p. 19.

340. Hobson. *The Information Gap* [...], p. 15.

341. Nauman, Général Klaus. « La responsabilité de protéger : l'intervention humanitaire et la force militaire », *Revue militaire canadienne*, volume 5, numéro 4 (hiver 2004–2005), 24.

342. Capstick, Colonel M.D. « Déterminer quelle sera la culture de l'Armée de terre du Canada au XXI<sup>e</sup> siècle », *Revue militaire canadienne*, volume 4, numéro 1 (printemps 2003), p. 51. En 1998, *L'Armée de terre du Canada* était le manuel-cadre de doctrine des FC. Ce document « expose la doctrine qui encadre la compétence professionnelle des militaires de tous grades de l'Armée de terre et constitue le document source dont doit s'inspirer l'ensemble de l'instruction et de la formation destinées à faire acquérir cette compétence. » Ministère de la Défense nationale, *L'Armée de terre du Canada : nous protégeons nos foyers et nos droits*, Ottawa, Travaux publics et Services gouvernementaux, 1998, p. i.

343. Dans un article publié en 2004 en l'honneur du 60<sup>e</sup> anniversaire du débarquement du Jour J, le journaliste Jonathon Gatehouse posa à la population canadienne une question-choc : « Pour quelle cause seriez-vous prêt à mourir? ». Très intéressants, les résultats montrèrent que seulement 32 p. 100 des sondés se disaient prêts à « mourir pour leur pays ». Selon Jonathon Gatehouse, « ce ne sont pas seulement les temps qui ont changé, mais aussi les menaces qui pèsent sur nous. Ce qu'il reste à déterminer est le degré de changement de nos valeurs ». Fait intéressant, Jonathon Gatehouse affirme que la répugnance des Canadiens à l'endroit de l'action militaire puise ses racines dans le maintien de la paix et « est associé à notre voisin immédiat ». Gatehouse, Jonathon. « What Would You Die For? » *Maclean's*, volume 117, numéro 23, 7 juin 2004, p. 34–38.

344. Fuller, Simon. « Afghan Mission Recruitment Draw: Hillier » (en ligne), *Winnipeg Free Press*, 24 février 2008, <http://www.winnipegfreepress.com/canada/v-printerfriendly/story/4131498p-4724241c.html> (consulté le 24 février 2008).

345. Winslow. La société canadienne et son armée de terre, p. 11.

346. En février 2006, le Général Hillier présenta l'idée dans une allocution lors de l'assemblée générale de la Conférence des associations de la défense, à Ottawa. Hillier, Général Rick. Transcript of the Speech Delivered By General Rick Hillier, Chief of the Defence Staff, Conference of Defence Association, Annual General Meeting (en ligne), Ottawa, 24 février 2006, [http://www.cda-cdai.ca/CDA\\_GMs/AGM69/Hillier.pdf](http://www.cda-cdai.ca/CDA_GMs/AGM69/Hillier.pdf) (consulté le 1er mars 2008)

347. Cette approche ne produira pas nécessairement de directives sur les intérêts nationaux du Canada.

348. Simpson, D' Erika. *The Responsibility to Protect: A Seminar on the Report of the International Commission on Intervention and State Sovereignty* (en ligne), Canadian Pugwash Group Workshop, Université de Toronto, 23 mars 2002, <http://publish.uwo.ca/~simpson/documents/Simpson.2002-The%20responsibility%20to%20protect.pdf> (consulté le 24 février 2008).

349. Lieutenant-colonel P. Stogran, « Le 3<sup>e</sup> Bataillon, Princess Patricia's Canadian Light Infantry en Afghanistan : l'envol d'une force interarmées », *Le Journal de l'Armée du Canada*, volume 7.3/7.4 (automne-hiver 2004), p. 21–22.

350. Pour une description complète de la publicité pour la bière Molson Canadian « I Am Canadian » voir l'article : MacGregor, Robert M. « I Am Canadian: National Identity in Beer Commercials », *The Journal of Popular Culture*, volume 37, numéro 2 (novembre 2003), p. 276–286.

---

## BIBLIOGRAPHIE

### Ouvrages généraux

- Anonyme. *History of Women's Suffrage in Canada* (en ligne), <http://faculty.marianopolis.edu/c.belanger/QuebecHistory/encyclopedia/Canada-WomensVote-WomenSuffrage.htm> (consulté le 21 mars 2008).
- Bland, Douglas. « Everything Military Officers Need to Know About Defence Policy Making in Canada », dans *Advance or Retreat? Canadian Defence in the 21<sup>st</sup> Century*, sous la direction de David Rudd, Jim Hanson et Jessica Blitt, Toronto, Canadian Institute of Strategic Studies, 2000, p. 15–30.
- Bustillo, Miguel. « Canada Faults U.S. on Global Warming » (en ligne), *The Seattle Times*, 8 décembre 2005, [http://seattletimes.nwsourc.com/html/nationworld/2002671167\\_warming08.html](http://seattletimes.nwsourc.com/html/nationworld/2002671167_warming08.html) (consulté le 2 mars 2008).
- Capstick, Colonel M.D. « Déterminer quelle sera la culture de l'Armée de terre du Canada au XXI<sup>e</sup> siècle », *Revue militaire canadienne*, volume 4, numéro 1 (printemps 2003), p. 47–53.
- Canada, Bureau du Conseil privé. *Protéger une société ouverte : la politique canadienne de sécurité nationale*, Ottawa, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, 2004.
- Citoyenneté et Immigration Canada. *Regard sur le Canada* (en ligne), Ottawa, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, 2005, (en ligne), <http://www.cic.gc.ca/english/pdf/pub/look.pdf> (consulté le 9 février 2008).
- Ministère de la Défense nationale. *Énoncé de politique internationale du Canada : fierté et influence : notre rôle dans le monde : défense*, Ottawa, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, 2005.
- Ministère de la Défense nationale. *L'Armée de terre du Canada : Nous protégeons nos foyers et nos droits*, Ottawa, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, 1998.
- Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international. *Énoncé de politique internationale du Canada : fierté et influence : notre rôle dans le monde : diplomatie*, Ottawa, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, 2005.
- Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international. *Énoncé de politique internationale du Canada : fierté et influence : notre rôle dans le monde : survol*, Ottawa, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, 2005.
- Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international. *Le Canada dans le monde : Résumé, 1995* (en ligne), [http://www.dfait-maeci.gc.ca/foreign\\_policy/cnd-world/summary-fr.asp](http://www.dfait-maeci.gc.ca/foreign_policy/cnd-world/summary-fr.asp) (consulté le 22 février 2008).
- Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international. *Un dialogue sur la politique étrangère*, Ottawa, Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, 2003.

- 
- Ministère des Finances Canada. *Avantage Canada — Bâtir une économie forte pour les Canadiens*, Ottawa, Travaux publics et des Services gouvernementaux, 2006.
- CBC News, Canada Votes 2006. « Reality Check: Do the Americans Have a Global Conscience? » (en ligne), <http://www.cbc.ca/canadavotes/realitycheck/us.html> (consulté le 2 mars 2008).
- Cook, Ramsay. « The Kosovo Fact is Precedent », *The Globe and Mail*, 21 mars 2008, p. A.14.
- Delvoie, Louis. « Le terrorisme : insécurité mondiale ou alarmisme généralisé? », *Revue militaire canadienne*, volume 6, numéro 4 (hiver 2005–2006), p. 103–104.
- Dyer, Gwynne. *War*, Toronto, Stoddart, 1985.
- Earl, Gordon. « National Defence: An NDP Perspective », dans *Advance or Retreat? Canadian Defence in the 21<sup>st</sup> Century*, sous la direction de David Rudd, Jim Hanson et Jessica Blitt, Toronto, Canadian Institute of Strategic Studies, 2000, p. 67–76.
- Fortier, Yves. « Exercer la souveraineté avec maturité », *Revue militaire canadienne*, volume 3, numéro 1 (printemps 2002) p. 3–10.
- Fuller, Simon. « Afghan Mission Recruitment Draw: Hillier » (en ligne), *Winnipeg Free Press*, 24 février 2008, <http://www.winnipegfreepress.com/canada/v-printerfriendly/story/4131498p-4724241c.html> (consulté le 24 février 2008).
- Gatehouse, Jonathon. « What Would You Die For? », *Maclean's*, volume 117, numéro 23 (7 juin 2004), p. 34–38.
- Graham, Ross. « Contrôle civil des forces canadiennes : direction nationale et commandement national », *Revue militaire canadienne*, volume 3, numéro 1 (printemps 2002), p. 23–30.
- Granatstein, J.L. *The Importance of Being Less Earnest: Promoting Canada's National Interests Through Tighter Ties With the U.S.*, C.D. Howe Institute, exposé magistral du bienfaiteur, Toronto, 21 octobre 2003, Toronto, C.D. Howe Institute, 2003.
- Who Killed the Canadian Military?*, Toronto, Harper Collins, 2004.
- Whose War Is It? How Canada Can Survive in the Post 9/11 World*, Toronto, Harper Collins, 2007.
- Yankee Go Home? Canadians and Anti-Americanism*, Toronto, Harper Collins, 1996.
- Hammes, Colonel Thomas X. *The Sling and the Stone: On War in the 21<sup>st</sup> Century*, St. Paul, Zenith Press, 2004.
- Hillier, Général Rick. *Transcript of the Speech Delivered By General Rick Hillier, Chief of the Defence Staff, Conference of Defence Association, Annual General Meeting* (en ligne), Ottawa, 24 février 2006, [http://www.cda-cda.ca/CDA\\_GMs/AGM69/Hillier.pdf](http://www.cda-cda.ca/CDA_GMs/AGM69/Hillier.pdf) (consulté le 1<sup>er</sup> mars 2008).
-

- 
- Hobson, Sharon. *The Information Gap: Why the Canadian Public Doesn't Know More About its Military* (en ligne), Calgary, Canadian Defence & Foreign Affairs Institute, juin 2007, <http://www.cdfai.org/PDF/The%20Information%20Gap.pdf> (consulté le 12 février 2008).
- Institut Fraser. *CBC Television News Guilty of Anti-American Bias Says New Study* (en ligne), <http://www.fraserinstitute.org/commerce.web/newsrelease.aspx?nid=4049> (consulté le 29 février 2008).
- Keegan, John. *Anatomie de la bataille : Azincourt 1415, Waterloo 1815, La Somme 1916*, Paris, Robert Laffont, 1993.
- Kirton, John. *Canada and its Values: Policy, Priority and Practice* (en ligne), <http://www.g7.utoronto.ca/g8online/2002/english/2002/10.html> (consulté le 22 février 2008).
- Leslie, Major-général Andrew. Sur le terrain : quelques réflexions sur l'avenir des forces canadiennes, *Revue militaire canadienne*, volume 6, numéro 1 (printemps 2005), p. 17–24.
- MacDonald, Brian. « Thinking Outside the Box: Radical Questions About Canadian Defence Planning », dans *Advance or Retreat? Canadian Defence in the 21<sup>st</sup> Century*, sous la direction de David Rudd, Jim Hanson et Jessica Blitt, Toronto, Canadian Institute of Strategic Studies, 2000, p. 77–88.
- MacGregor, Robert M. « I Am Canadian: National Identity in Beer Commercials », *The Journal of Popular Culture*, volume 37, numéro 2 (novembre 2003), p. 276–286.
- McQuaig, Linda. « Being Pushy: Is Our Mission About Preserving Our Way of Life, Or Helping US Extend Its Supremacy? » (en ligne), 13 février 2006, <http://www.lindamcquaig.com/Columns/ViewColumn.cfm?REF=25> (consulté le 2 mars 2008).
- Milner, Marc. « Après tout, c'est à qui cette armée? », *Revue militaire canadienne*, volume 3, numéro 2 (été 2002), p. 13–18.
- Naumann, Général Klaus. « La responsabilité de protéger : l'intervention humanitaire et la force militaire », *Revue militaire canadienne*, volume 5, numéro 4 (hiver 2004–2005).
- Oliver, Dean. « Human Security and Canadian Foreign Policy », dans *Advance or Retreat? Canadian Defence in the 21<sup>st</sup> Century*, sous la direction de David Rudd, Jim Hanson et Jessica Blitt, Toronto, Canadian Institute of Strategic Studies, 2000, p. 5–14.
- Organisation des Nations Unies. *Résolution 1674 du Conseil de sécurité des Nations unies (2006) : Protection des civils dans les conflits armés* (en ligne), <http://daccess-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N06/332/00/PDF/N0633200.pdf?OpenElement> (consulté le 14 février 2008).
- Riddell-Dixon, Elizabeth. *Domestic Demographics and Canadian Foreign Policy* (en ligne), Calgary, Canadian Defence & Foreign Affairs Institute, 2003, <http://www.cdfai.org/PDF/Domestic%20Demographics%20and%20Canadian%20Foreign%20Policy.pdf> (consulté le 12 février 2008).

---

Rioux, Jean-Sébastien. *Deux solitudes : l'attitude des Québécois face à la sécurité et à la politique de défense canadienne* (document de recherche en ligne), Québec, Canadian Defence & Foreign Affairs Institute, 23 février 2005, <http://www.cdfai.org/PDF/Two%20Solitudes.pdf> (consulté le 12 février 2008).

Simpson, D' Erika. *The Responsibility to Protect: A Seminar on the Report of the International Commission on Intervention and State Sovereignty* (en ligne), Canadian Pugwash Group Workshop, Université de Toronto, 23 mars 2002, <http://publish.uwo.ca/~simpson/documents/Simpson.2002-The%20responsibility%20to%20protect.pdf>, (consulté le 24 février 2008).

Sitkowski, Andrzej. *UN Peacekeeping: Myth and Reality*, London, Praeger, 2006.

Stanley, George F.G. *Canada's Soldiers: The Military History of an Unmilitary People (Revised Edition)*, Toronto, MacMillan, 1960.

Statistique Canada. *Âge et sexe, âge médian pour les deux sexes, pour le Canada, les provinces et les territoires (Recensement 2001)* (en ligne), <http://www12.statcan.ca/english/census01/products/highlight/AgeSex/Page.cfm?Lang=F&Geo=PR&View=1&Table=4a&StartRec=1&Sort=2&B1=Median&B2=Both> (consulté le 14 février 2008).

*Certaines origines ethniques, pour le Canada, les provinces et les territoires (Recensement 2001)* (en ligne), <http://www12.statcan.ca/english/census01/products/highlight/ETO/Table1.cfm?T=501&Lang=F&GV=1&GID=0&Prov=0&S=1&O=D&PF=Y> (consulté le 20 février 2008).

*Certaines religions, pour le Canada (Recensement 2001)* (en ligne), <http://www12.statcan.ca/english/census01/products/highlight/Religion/Page.cfm?Lang=F&Geo=PR&View=1a&Code=01&Table=1&StartRec=1&Sort=2&B1=Canada&B2=1> (consulté le 14 février 2008).

*Figure 3 Âge médian au Canada, 1956 à 2006* (en ligne), <http://www12.statcan.ca/francais/census06/analysis/agesex/charts/chart3.htm> (consulté le 22 février 2008).

*Industrie – Système de classification des industries de l'Amérique du Nord de 1997 (422), catégorie de travailleurs (6) et sexe (3) pour la population active de 15 ans et plus, pour le Canada, les provinces, les territoires, les régions métropolitaines de recensement et les agglomérations de recensement, recensement de 2001* (en ligne), <http://www12.statcan.ca/francais/census01/products/standard/themes/RetrieveProductTable.cfm?Temporal=2001&PID=60347&APATH=3&GID=431515&METH=1&PTYPE=55440&THEME=46&FOCUS=0&AID=0&PLACENAME=0&PROVINCE=0&SEARCH=0&GC=99&GK=NA&VID=0&VNAMEE=&VNAMEF=&FL=0&RL=0&FREE=0> (consulté le 21 mars 2008).

*La population estimée du Canada, 1605 à aujourd'hui* (en ligne), <http://www.statcan.gc.ca/pub/98-187-x/4151287-fra.htm> (consulté le 2 février 2008).

---

*Origine ethnique (232), sexe (3) et réponses uniques et multiples (3) pour la population, pour le Canada, les provinces, les territoires, les régions métropolitaines de recensement et les agglomérations de recensement* (en ligne), <http://www12.statcan.ca/francais/census01/products/standard/themes/RetrieveProductTable.cfm?Temporal=2001&PID=62911&APATH=3&GID=431515&METH=1&PTYPE=55440&THEME=44&FOCUS=0&AID=0&PLACENAME=0&PROVINCE=0&SEARCH=0&GC=0&GK=0&VID=0&VNAMEE=&VNAMEF=&FL=0&RL=0&FREE=0> (consulté le 20 février 2008).

*Recensement de 2006 : Portrait de la population canadienne en 2006, selon l'âge et le sexe : résultats* (en ligne), <http://www12.statcan.ca/francais/census06/analysis/agesex/NatlPortrait3.cfm> (consulté le 14 février 2008).

*Statut d'immigrant selon la période d'immigration, chiffres de 2001, pour le Canada, les provinces et les territoires* (en ligne), <http://www12.statcan.ca/english/census01/products/highlight/Immigration/Page.cfm?Lang=F&Geo=PR&View=1&Table=1&StartRec=1&Sort=2&B1=Counts> (consulté le 14 février 2008).

Tasseron, Major Jeff. « Faits et invariants : le contexte fluctuant de la politique de défense du Canada », *Revue militaire canadienne*, volume 4, numéro 2 (été 2003), p. 19–30.

United States Army and the United States Marine Corps. *Counterinsurgency Field Manual*, Chicago, University of Chicago Press, 2007.

United States Marine Corps. *Small Wars Manual, 1940*, réimpression, Manhattan, Sunflower University Press, 1996.

Van Creveld, Martin. *La transformation de la guerre*, Paris, Éditions du Rocher, 1998.

Williams, Commodore Kelly. *The Navy: "Taking the Fight to the Far Edges of the World"*, exposé magistral, Collège des Forces canadiennes, Toronto (ON), 24 janvier 2008. Reproduction permise.

Winslow, Donna. « La société canadienne et son armée de terre », *Revue militaire canadienne*, volume 4, numéro 4 (hiver 2003–2004), p. 11–24.

## La Guerre des Bœrs

Andrews, Allen. « Brigadier-General Sir William Otter », dans *Brave Soldiers, Proud Regiments*, Vancouver, Ronsdale Press, 1997, chapitre 12.

Berger, Carl. *The Sense of Power: Studies in the Ideas of Canadian Imperialism, 1867–1914*, Toronto, University of Toronto Press, 1970.

Bibliothèque et Archives Canada. *Militia and Defence Post-Confederation Records: South Africa—Correspondence re Gratuities*, RG 9, IIA3, volume 27.

*Militia and Defence Post-Confederation Records: South Africa—Orders, 4<sup>th</sup> Canadian Mounted Rifles*, RG 9, IIA3, volume 31.

- 
- Brassard, Michele et Jean Hamelin. *Dictionnaire biographique du Canada en ligne : Joesph-Israël Tarte* (en ligne), <http://www.biographi.ca/009004-119.01-f.php?Biold=41219&query=Israel%20AND%20Tarte&PHPSESSID=sbusekd7hdmv2do0t1lt4qsjt6> (consulté le 12 février 2008).
- Commission canadienne des droits de la personne. *Croyances et religion* (en ligne), <http://www.chrc-ccdp.ca/fr/getBriefed/1900/faith-religion.asp> (consulté le 2 février 2008).
- L'essentiel* (en ligne), <http://www.chrc-ccdp.ca/fr/getBriefed/1900/bottom-line.asp> (consulté le 2 février 2008).
- Population et société : Le 1<sup>er</sup> janvier 1900* (en ligne), <http://www.chrc-ccdp.ca/fr/getBriefed/1900/population.asp> (consulté le 2 février 2008).
- Campbell, W. Wilfred. « Imperialism in Canada. Address by Mr. W. Wilfred Campbell, F.R.S.C., of Ottawa, on Thursday, November 23rd, 1904 », dans *The Empire Club of Canada Speeches 1904–1905*, sous la direction de J. Castell Hopkins, Toronto, The Empire Club of Canada, 1906, p. 30–41. Discours offert en ligne, <http://www.empireclubfoundation.com/details.asp?SpeechID=2582&FT=yes> (consulté le 2 février 2008).
- Carver, Feld-maréchal Michael. *The National Army Museum Book of the Boer War*, London, Pan Books, 2000.
- Dyer, Gwynne et Tina Viljoen. *The Defence of Canada: In the Arms of the Empire 1760–1939*, Toronto, McClelland & Stewart, 1990.
- Evans, W. Sanford. *The Canadian Contingents and Canadian Imperialism: A Story and a Study*, Winnipeg, Highnell Printing, 1901, réimpression, Ottawa, Eugene G. Ursual, 1995.
- Ferns, H.S. et B. Ostry. *The Age of Mackenzie King: The Rise of the Leader*, Toronto, William Heinemann, 1955.
- Fetherstonhaugh, R.C. *The Royal Canadian Regiment: 1883–1933*, Montréal, Gazette Printing Company, 1936, réimpression, Fredericton, Centennial Print & Litho, 1981.
- Fremont-Barnes, Gregory. *The Boer War: 1899–1902*, New York, Osprey, 2003.
- Gosselin, Major-général Daniel. « La participation du Canada aux guerres du début du XX<sup>e</sup> siècle : semer les graines de l'autonomie militaire et du commandement national », *Revue militaire canadienne*, volume 7, numéro 2 (été 2006), p. 65–76.
- Granatstein, J.L. « Joining Forces », *Beaver*, volume 80, numéro 1 (janvier–février 2000), p. 74–79.
- Canada's Army: Waging War and Keeping the Peace*, Toronto, University of Toronto Press, 2002.
- Granatstein, J.L. et David Bercuson. *War and Peacekeeping: From South Africa to the Gulf—Canada's Limited Wars*, Toronto, Key Porter Books, 1991.

- 
- Greenhous, Brereton. « The South African War », dans *We Stand on Guard: An Illustrated History of the Canadian Army*, sous la direction de John Marteinson, Montréal, Ovale, 1992, p. 55–80.
- Grundlingh, Albert. « The Bitter Legacy of the Boer War », *History Today* (novembre 1999), p. 21–25.
- Halliday, Hugh A. *Valour Remembered: Inquiries Into the Victoria Cross and Other Awards for Extreme Bravery*, Toronto, Robin Brass Studio, 2006.
- Harris, S.J. « The Permanent Force and “Real Soldiering”, 1883–1914 » dans *Canadian Military History: Selected Readings*, sous la direction de Marc Milner, Concord (ON), Irwin Publishing, 1998, p. 35–52.
- Haycock, Ronald. « The Proving Ground: Sam Hughes and the Boer War », *Revue d'études canadiennes*, volume 16, numéro 3 et 4 (automne–hiver 1981), p. 14–25.
- Sam Hughes: The Public Career of a Controversial Canadian, 1885–1916*, Canadian War Museum Historical Publication, n° 21, Ottawa, Wilfrid Laurier University Press, 1986.
- Holt, Peter. « Costly British Victory at Paardeberg », *Military History* (février 2000), p. 58–64.
- Kerr, Donald et Deryck W. Holdsworth (directeurs de la rédaction). *Atlas historique du Canada : volume III. Jusqu'au cœur du XX<sup>e</sup> siècle, 1891–1961*, Presses de l'Université de Montréal, 1990.
- Levitt, Joseph. *Henri Bourassa on Imperialism and Bi-culturalism, 1900–1918*, Toronto, The Copp Clark Publishing Company, 1970.
- Madsen, Chris. « Les troupes canadiennes et la politique de la terre brûlée durant la guerre des Boers », *Revue militaire canadienne*, volume 6, numéro 2 (été 2005).
- Maroney, Paul. « “Lest we Forget”: War and Meaning in English Canada, 1885–1914 », *Revue d'études canadiennes*, volume 32, numéro 4 (hiver 97/98), p. 114.
- Marquis, T.G. *Canada's Sons on Kopje and Veldt: A Historical Account of the Canadian Contingents*, Toronto, The Canada's Sons Publishing Company, 1900.
- Miller, Carman. « Canada's First War », *Beaver*, volume 79, numéro 5 (octobre–novembre 1999), p. 6–7.
- Canada's Little War: Fighting for the British Empire in Southern Africa — 1899–1902*, Toronto, James Lorimer and Company, 2003.
- Dictionnaire biographique du Canada en ligne : Sir Frederick William Borden* (en ligne), <http://www.biographi.ca/009004-119.01-f.php?Biold=41342&query=Frederick%20AND%20Borden&PHPSESID=bdjgd8isjoo70jfb9n0sluu6g6> (consulté le 15 mars 2008).
- « English-Canadian Opposition to the South African War as Seen Through the Press », *Canadian Historical Review*, volume 55, numéro 4 (décembre 1974), p. 422–438.

---

*Painting the Map Red: Canada and the South African War 1899–1902*, Montréal–Kingston, McGill–Queen's University Press, 1993.

Morgan, Kenneth O. « The Boer War and the Media (1899–1902) », *20<sup>th</sup> Century British History*, volume 13 (mars 2002), p. 1–16.

Morton, Desmond. *Une histoire militaire du Canada, 1608–1991*, Sillery, Québec, Septentrion, 1992, 3<sup>e</sup> éd., Toronto, McClelland & Stewart, 1992.

*Canada and War: A Military and Political History*, Toronto, Butterworths, 1981

« Canada's First Expeditionary Force: The Canadian Contingent in South Africa, 1899–1900 », dans *Canadian Military History: Selected Readings*, sous la direction de Marc Milner, Concord (ON), Irwin Publishing, 1998, p. 26–34.

*Dictionnaire biographique du Canada en ligne : Sir William Dillon Otter* (en ligne), <http://www.biographi.ca/FR/ShowBio.asp?Biold=41981&query=William%20AND%20Otter> (consulté le 12 février 2008).

*The Canadian General: Sir William Otter*, Toronto, Hakkert, 1974.

Moss, Mark. *Manliness and Militarism: Educating Young Boys in Ontario for War*, Don Mills (ON), Oxford University Press, 2001.

Nowlan, Michael O. *How the First Christmas Stamp Came to Be* (en ligne), 14 juillet 1999, <http://www.psestamp.com/articles/article1087.chtml> (consulté le 21 mars 2008).

Page, Robert. « Response to the “Imperial” Idea During the Boer War Years », dans *Canadian History Since Confederation: Essays and Interpretations*, 2<sup>e</sup> éd., sous la direction de Bruce Hodgins et Robert Page, Georgetown (ON), Irwin-Dorsey Limited, 1979, p. 313–336.

*The Boer War and Canadian Imperialism*, Ottawa, The Canadian Historical Association, 1987.

Pakenham, Thomas. *The Boer War*, London, Weidenfeld and Nicolson, 1979.

Reid, Brian A. *Our Little Army in the Field: The Canadians in South Africa 1899–1902*, St. Catharines (ON), Vanwell, 1996.

« “For God's Sake... Save Your Guns!” Action at Leliefontein, 7 November 1900 », dans *Fighting for Canada: Seven Battles, 1758–1945*, sous la direction de Donald E. Graves, Toronto, Robin Bass Studio, 2000, p. 191–236.

Skelton, Oscar Douglas. *Life and Letters of Sir Wilfrid Laurier*, volumes I et II, Toronto, McClelland & Stewart, 1965.

Stacey, Colonel C.P. « Le Canada et la guerre du Transvaal : 1<sup>e</sup> partie : La guerre — Ses causes et ses péripéties », *Le Journal de l'Armée du Canada*, volume 4, numéro 2 (mai 1950), p. 8–13.

« Le Canada et la guerre du Transvaal : 2<sup>e</sup> partie : L'entrée en guerre du Canada », *Le Journal de l'Armée du Canada*, volume 4, numéro 3 (été 1950), p. 48–53 et 66.

---

« Le Canada et la guerre du Transvaal : 3<sup>e</sup> partie : Les régiments canadiens en Afrique du Sud », *Le Journal de l'Armée du Canada*, volume 4, numéro 4 (septembre 1950), p. 45–50 et 59.

« Le Canada et la guerre du Transvaal : 4<sup>e</sup> partie : La portée de cette guerre dans l'histoire du Canada et celle du Commonwealth », *Le Journal de l'Armée du Canada*, volume 4, numéro 5 (octobre 1950), p. 8–14.

Trimble, Ralph E. *The Map Stamp of 1898* (en ligne), <http://www.re-entries.com/mapstamp.html> (consulté le 21 mars 2008).

Williams, Jeffery. *Byng of Vimy: General and Governor General*, Toronto, University of Toronto Press, 1992.

*First in the Field: Gault of the Patricias*, St. Catharines (ON), Vanwell Publishing, 1995.

Witton, Lieutenant George. *Scapegoats of the Empire: The True Story of Breaker Morant's Bushveldt Carbineers*, Melbourne, D.W. Paterson & Co., 1907, réimpression, London, Angus & Robertson Publishers, 1982.

## Afghanistan

Adams, Michael. *Fire and Ice: The United States, Canada and the Myth of Converging Values*, Toronto, Penguin, 2003.

*Sex in the Snow: The Surprising Revolution in Canadian Social Values*, Éd. 10<sup>e</sup> anniversaire, Toronto, Penguin, 2006.

*Unlikely Utopia: The Surprising Triumph of Canadian Pluralism*, Toronto, Viking, 2007.

Afghanistan. *Accords sur les dispositions provisoires en Afghanistan avant le rétablissement des institutions gouvernementales permanentes* (en ligne), <http://www.afghangovernment.com/AfghanAgreementBonn.htm> (consulté le 14 février 2008). Communément appelé l'« Accord de Bonn ».

Anonyme. « Canada and Afghanistan », *Peace Research*, volume 36, numéro 2 (novembre 2004), p. 39–40.

« Why Are We There? », *Canada and the World Backgrounder* (mai 2006), p. 17–22.

Association des libertés civiles de la Colombie-Britannique. *Afghan Detainees*, (en ligne), <http://www.bccla.org/antiterrorissue/antiterrorissue.htm> (consulté le 17 février 2008).

Axworthy, Lloyd. *La nouvelle diplomatie : l'ONU, la cour criminelle internationale et la sécurité humaine, allocution à la conférence sur la réforme de l'ONU à la Kennedy School de l'Université Harvard, le 25 avril 1998* (en ligne), [http://w01.international.gc.ca/Minpub/Publication.aspx?isRedirect=True&publication\\_id=375691&Language=F&docnumber=98/30](http://w01.international.gc.ca/Minpub/Publication.aspx?isRedirect=True&publication_id=375691&Language=F&docnumber=98/30) (consulté le 21 février 2008).

Belkin, Douglas. « Politics & Economics: Canadians Grow War Weary; Afghanistan Death Toll Puts Heat on Harper », *The Wall Street Journal*, 27 avril 2007 (édition de l'Est), p. A.10.

- 
- Blatchford, Christie. *Fifteen Days: Stories of Bravery, Friendship, Life and Death from Inside the New Canadian Army*, Toronto, Doubleday, 2007.
- Breede, Capitaine H. Christian. « Les leçons du renseignement et la doctrine anti-insurrectionnelle émergente du Canada », *Le Journal de l'Armée du Canada*, volume 9.3 (hiver 2006), p. 27–45.
- Brewster, Murray. *Judge: Afghan Detainees Not Covered by Charter* (en ligne), [http://cnews.canoe.ca/CNEWS/War\\_Terror/2008/03/12/pf-4982121.html](http://cnews.canoe.ca/CNEWS/War_Terror/2008/03/12/pf-4982121.html) (consulté le 16 mars 2008).
- Caldwell, Robert. « Des articulations équilibrées et la domination du terrain dans les régions éloignées de l'Afghanistan », *Le Journal de l'Armée du Canada*, volume 10.3 (automne 2007). p. 123–125.
- Cameron, Major K.A. « “Contact avec une mine — contact avec une mine — contact avec une mine” Opérations de contre-minage dans la vallée de Jowz, Afghanistan » *Le Journal de l'Armée du Canada*, volume 7.3/7.4 (automne–hiver 2004), p. 61–78.
- Campion-Smith, Bruce. « Canada Urged to go After “Scumbags” », *The Toronto Star*, 15 juillet 2005, p. A1.
- Caplan, David. « Staying the Course in Afghanistan Means Abandoning Reason: A Veteran Canadian Forces Officer Speaks Out », *Canadian Dimension*, volume 41, numéro 2 (mars–avril 2007), p. 24–26.
- Canada. Bibliothèque du Parlement. *Afghanistan : Chronologie des faits marquants au Parlement canadien* (en ligne), <http://www2.parl.gc.ca/Content/LOP/ResearchPublications/prb0724-f.htm> (consulté le 19 février 2008).
- Chambre des communes. « 37<sup>e</sup> législature, 1<sup>re</sup> session, Hansard révisé, numéro 114 », lundi le 19 novembre 2001 (en ligne), <http://www2.parl.gc.ca/HousePublications/Publication.aspx?pub=Hansard&doc=114&Language=F&Mode=1&Parl=37&Ses=1#Int-83632> (consulté le 19 février 2008).
- Comité sénatorial permanent de la défense et de la sécurité. *Les troupes canadiennes en Afghanistan : il faut voir les choses en face (rapport intérimaire)*, février 2007.
- Groupe d'experts indépendant sur le rôle futur du Canada en Afghanistan. *Groupe d'experts indépendant sur le rôle futur du Canada en Afghanistan*, Ottawa, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, 2008.
- Ministère de la Défense nationale. Communiqués, « *Des troupes terrestres des Forces canadiennes partent pour l'Afghanistan et la région du golfe Arabo-Persique* », (en ligne), 26 janvier 2002, [http://www.forces.gc.ca/site/newsroom/view\\_news\\_f.asp?id=354](http://www.forces.gc.ca/site/newsroom/view_news_f.asp?id=354) (consulté le 21 février 20)
- Ministère de la Défense nationale. « *La mission des Forces Canadiennes en Afghanistan : La politique et les valeurs canadiennes en action* » (archives des discours du Ministre en ligne), Vancouver (C.-B.), 9 novembre 2005, [http://www.dnd.ca/site/newsroom/view\\_news\\_f.asp?id=1805](http://www.dnd.ca/site/newsroom/view_news_f.asp?id=1805) (consulté le 29 février 2008).
-

---

Ministère de la Défense nationale. *Livre blanc sur la défense de 1994*, Ottawa, Défense nationale, 1994.

Ministère de la Défense nationale. *Notes d'allocution à l'intention de l'honorable Bill Graham, C.P., parlementaire, ministre de la Défense nationale, à l'occasion d'une séance réunissant le Comité permanent de la défense nationale et des anciens combattants et le Comité permanent des affaires étrangères et du commerce international* (archives des discours du Ministre en ligne), Ottawa (ON), 16 mai 2005, [http://www.dnd.ca/site/newsroom/view\\_news\\_f.asp?id=1663](http://www.dnd.ca/site/newsroom/view_news_f.asp?id=1663) (consulté le 29 février 2008).

Ministère de la Défense nationale. *Notes pour l'allocution de l'honorable John McCallum, C.P., député ministre de la Défense nationale à l'occasion de la Journée des Forces canadiennes* (archives des discours du Ministre en ligne), Toronto (ON), 2 juin 2002, [http://www.dnd.ca/site/newsroom/view\\_news\\_f.asp?id=467](http://www.dnd.ca/site/newsroom/view_news_f.asp?id=467) (consulté le 21 février 2008).

Canadian Broadcasting Corporation Radio. *Afghanada* (en ligne), <http://www.cbc.ca/afghanada> (consulté le 17 février 2008).

Charchuk, Capitaine Andrew. « "C comme dans contact" : un officier observateur avancé avec la force opérationnelle Orion », *Le Journal de l'Armée du Canada*, volume 10, numéro 2 (été 2007), p. 27–38.

Chrétien, Jean. *Passion politique*, Montréal, Les Éditions du Boréal, 2007.

Conrad, Lieutenant-colonel John. « Nous les 300 : succès de la logistique dans le nouvel environnement de sécurité », dans *Au péril de notre vie — « Le responsable, c'est moi » : les commandants militaires supérieurs durant les opérations*, édité par le Colonel Bernd Horn, Kingston, Presses de l'Académie canadienne de la Défense, 2008.

Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies. *Résolution 1368 (2001) adoptée par le Conseil de sécurité sur la menace à la paix et à la sécurité internationales résultant d'actes terroristes* », (en ligne), <http://daccessdds.un.org/doc/UNDOC/GEN/N01/533/82/PDF/N0153382.pdf?OpenElement> (consulté le 14 février 2008).

« *Résolution 1373 (2001) adoptée par le Conseil de sécurité sur la menace à la paix et à la sécurité internationales résultant d'actes terroristes* », (en ligne), <http://daccessdds.un.org/doc/UNDOC/GEN/N01/557/43/PDF/N0155743.pdf?OpenElement> (consulté le 14 février 2008).

« *Résolution 1386 (2001) adoptée par le Conseil de sécurité sur la situation en Afghanistan* », (en ligne), <http://daccessdds.un.org/doc/UNDOC/GEN/N01/708/55/PDF/N0170855.pdf?OpenElement> (consulté le 14 février 2008).

CTV. *MPs Approve Motion to Extend Afghan Mission* (en ligne), 13 mars 2008, [http://www.ctv.ca/servlet/ArticleNews/story/CTVNews/20080313/resp\\_bill\\_080313/20080313?hub=TopStories](http://www.ctv.ca/servlet/ArticleNews/story/CTVNews/20080313/resp_bill_080313/20080313?hub=TopStories) (consulté le 16 mars 2008).

- 
- Davis, Sous-lieutenant Jessica M. « Du Kosovo à l'Afghanistan : le Canada et les opérations d'information », *Revue militaire canadienne*, volume 6, numéro 3 (automne 2005), p. 33–42.
- Day, Adam. « Opération MÉDUSE : la bataille du Panjwai — Partie 3 : la chute de l'objectif Rugby », *La revue Légion*, volume 83, numéro 1 (janvier–février 2008), p. 22–29.
- Delacourt, Susan. *Juggernaut: Paul Martin's Campaign for Chrétien's Crown*, Toronto, McClelland & Stewart, 2003.
- Dorn, A. Walter. « Canadian Peacekeeping: No Myth — But Not What it Once Was », *SITREP*, volume 67, numéro 2 (avril–mai 2007), p. 5–10 et 16.
- « Canadian Peacekeeping: Proud Tradition, Strong Future? », *La Politique étrangère du Canada*, volume 12, numéro 2 (automne 2005), p. 7–32.
- Éditorial. « Canada Out of Afghanistan and Haiti », *Canadian Dimension*, volume 40, numéro 3 (mai–juin 2006), p. 5.
- « Imperial Agendas: The New Canadian Militarism », *Canadian Dimension*, volume 40, numéro 6 (novembre–décembre 2006), p. 7.
- Everts, Phillip et Pierangelo Isernia. *Public Opinion and the International Use of Force*, London, Routledge, 2001.
- Flanagan, Tom. *Harper's Team: Behind the Scenes in the Conservative Rise to Power*, Montréal, McGill–Queen's University Press, 2007.
- Fraser, Brigadier-général David. « Une grande victoire : observations du commandant de la Force opérationnelle multinationale Aegis durant l'opération MEDUSA » dans *Au péril de notre vie — « Le responsable, c'est moi » : les commandants militaires supérieurs durant les opérations*, édité par le Colonel Bernd Horn, Kingston, Presses de l'Académie canadienne de la Défense, 2008, p. 269–284.
- Friscolanti, Michael. « For Courage and Sacrifice in the Face of Terrifying Combat, Maclean's Honours the Canadian Soldier », *Maclean's*, volume 119, numéro 51 (25 décembre 2006), p. 67.
- Geddes, John. « Afghanistan Meltdown: Is It A Lost Cause? », *Maclean's*, volume 120, numéro 43, 5 novembre 2007, p. 25.
- « Bullets fly. Ottawa Ducks », *Maclean's*, volume 119, numéro 34, 28 août 2006, p. 22–29.
- « Canada in Combat », *Maclean's*, volume 119, numéro 12, 20 mars 2006, p. 20–23.
- « This Means War », *Maclean's*, volume 119, numéro 26, 26 juin 2006, p. 14–15.
- Gibson, Isabel. « The Bitter Necessity of Force: Canadian Debate Highlights the Paradox of "Peacekeeping" in Afghanistan », *National Catholic Reporter*, volume 42, numéro 26 (28 avril 2006), p. 19.
- Goldenberg, Eddie. *Comment ça marche à Ottawa*, Toronto, McClelland & Stewart, 2006, p. 123.
-

- 
- Grebstad, Capitaine David W. « Le rôle de l'artillerie en Afghanistan », *Le Journal de l'Armée du Canada*, volume 10.3 (automne 2007), p. 14–29.
- Hope, Lieutenant-colonel Ian. *Beating the Dushman: Task Force Orion in Counter-Insurgency Operations, Op Archer Roto 1*, exposé magistral, Land Forces Western Area Senior Leadership Symposium, Calgary (AB), 13 janvier 2007.
- « Réflexions sur l'Afghanistan : le commandement de la Force opérationnelle Orion » dans *Au péril de notre vie — « Le responsable, c'est moi » : les commandants militaires supérieurs durant les opérations*, édité par le Colonel Bernd Horn, Kingston, Presse de l'Académie canadienne de la défense, 2008, p. 231–248.
- Horn, Colonel Bernd. « La défense de Strong Point Centre », *Revue militaire canadienne*, volume 8, numéro 1 (printemps 2007), p. 7–18.
- « Dans la brèche : le commandement de combat du Lieutenant-colonel Omer Lavoie » dans *Au péril de notre vie — « Le responsable, c'est moi » : les commandants militaires supérieurs durant les opérations*, édité par le Colonel Bernd Horn, Kingston, Presse de l'Académie canadienne de la défense, 2008, p. 249–267.
- Janzen, Major J. « Rotation 0 de l'Op ATHENA — Médiats intégrés », *Le Journal de l'Armée du Canada*, volume 7.3/7.4 (automne-hiver 2004), p. 50–60.
- Khan, Adnan R. « Canada's Kandahar Balancing Act: Tensions Emerge Between Our Fighting Troops — and Those Dedicated to Rebuilding », *Maclean's*, volume 119, numéro 17, 24 avril 2006, p. 28–29.
- « Prepare to Bury Your Dead », *Maclean's*, volume 119, numéro 12, 20 mars 2006, p. 16–19.
- Krasnuik, Sergent Thomas M. « Instruction en vue d'une guerre non conventionnelle : relever les défis de la vie de soldat en Afghanistan », *Le Journal de l'Armée du Canada*, volume 8.4 (hiver 2005), p. 98–105.
- Lewis, Colonel Fred A. « Pouvoir renouveler notre façon de faire — contre-insurrection et art opérationnel », *Le Journal de l'Armée du Canada*, volume 9.3 (hiver 2006), p. 7–26.
- MacFarlane, John. « L'art de l'opération APOLLO : oeuvres du programme d'arts des forces canadiennes », *Revue militaire canadienne*, volume 5, numéro 1 (printemps 2004), p. 23–28.
- Maloney, Sean M. « Blood on the Ground: Canada and the Southern Campaign in Afghanistan », *Defense and Security Analysis*, volume 23, numéro 4 (décembre 2007), p. 405–417.
- Canada and UN Peacekeeping: Cold War by Other Means, 1945–1970*, St. Catharines (ON), Vanwell, 2002.
- Enduring the Freedom: A Rogue Historian in Afghanistan*, Dulles (VA), Potomac Books, 2007.

- 
- « La Force internationale d'assistance à la sécurité : les origines d'une force de stabilisation » *Revue militaire canadienne*, volume 4, numéro 2 (été 2003), p. 3–12.
- « The Exit Strategy », *Maclean's*, volume 119, numéro 45, 13 novembre 2006, p. 109–113.
- Martin, Pierre et Michel Fortmann. « Le soutien à l'intervention internationale dans l'opinion publique canadienne après la guerre froide », *Revue militaire canadienne*, volume 2, numéro 3 (automne 2001), p. 43–52.
- Mason, Christopher. « After Deadly Week, Canada Debates Role in Afghanistan », *The New York Times*, 23 avril 2007 (édition tardive), p. A.3.
- Mitton, Colonel Todd M. « Le moral des troupes : nouveaux points à considérer par les commandants opérationnels canadiens », *Le Journal de l'Armée du Canada*, volume 10.3 (automne 2007), p. 30–48.
- Mohammad, Susan. « Thousands Turn Out to Protest Canada's Participation in Afghanistan » (en ligne), Canwest News Service, <http://www.canada.com/topics/news/national/story.html?id=95217bf2-9974-4b97-8e2c-d9e955a8e812&k=46284> (consulté le 17 février 2008).
- Naylor, Sean. *Not A Good Day to Die: The Untold Story of Operation Anaconda*, New York, Berkley Books, 2005.
- Newman, Peter C. « Peaceable No Longer », *Maclean's*, volume 119, numéro 12, 20 mars 2006, p. 23–24.
- O'Grady, Mary Anastasia. « Americas: Canada's Cut-and-Run Crowd », *The Wall Street Journal*, 14 mai 2007 (édition de l'Est), p. A.16.
- Organisation des Nations Unies. *Charte des Nations Unies et Statut de la Cour internationale de Justice*, New York, United Nations Department of Public Information, octobre 1997, p. 28.
- Parker, Capitaine Simon. « Se déployer sans compagnie d'administration — le système d'échelons du GT de la FO 306 durant l'opération MEDUSA », *Le Journal de l'Armée du Canada*, volume 10.2 (été 2007), p. 39–51.
- Parsons, Caporal-chef Mathew. « The Battle for Panjwai: A Soldier's Story — Ambush at the White School », *La revue Légion*, volume 83, numéro 1 (janvier–février 2008).
- Patrimoine canadien. *Engagement en matière de diversité* (en ligne), <http://www.pch.gc.ca/pgm/ai-ia/rir-iro/bgll/divers/index-fra.cfm>, (consulté le 14 février 2008).
- « *Multiculturalisme : un cadre stratégique et un cadre législatif* » (en ligne), [http://www.canadianheritage.gc.ca/progs/multi/policy/framework\\_e.cfm](http://www.canadianheritage.gc.ca/progs/multi/policy/framework_e.cfm) (consulté le 14 février 2008).
- « *Multiculturalisme : servir la population multiculturelle du Canada, des approches pratiques pour les fonctionnaires* » (en ligne), [http://www.canadianheritage.gc.ca/progs/multi/spmc-scmp/conference/index\\_e.cfm](http://www.canadianheritage.gc.ca/progs/multi/spmc-scmp/conference/index_e.cfm) (consulté le 14 février 2008).
-

- 
- Patterson, Kevin et Jane Warren (directeurs de la rédaction). *Outside the Wire: The War in Afghanistan in the Words of Its Participants*, Toronto, Random House, 2007.
- Perkel, Colin. « Children of Canadian soldiers killed on duty granted first of new scholarships » (en ligne), *Toronto Sun*, 17 février 2008, <http://cnews.canoe.ca/CNEWS/Canada/2008/02/16/4852466-cp.html> (consulté le 17 février 2008).
- Pigott, Peter. *Canada in Afghanistan: The War So Far*, Toronto, Dundurn Press, 2007.
- Red Fridays* (en ligne), <http://www.redfridays.ca> (consulté le 17 février 2008).
- Stein, Janice Gross et Eugene Lang. *The Unexpected War: Canada in Kandahar*, Toronto, Viking, 2007.
- Stevenson, Mark, Peter Kopvillem, Dianne de Fenoyl et Dianna Symonds. « Canadians Need To Be Told Why We're At War », *Maclean's*, volume 119, numéro 34, 28 août 2006, p. 4–6.
- « Reasserting Canada's Role on the World Stage », *Maclean's*, volume 119, numéro 17, 24 avril 2006, p. 4.
- Stogan, Lieutenant-colonel P. « Le 3<sup>e</sup> Bataillon, PPCLI en Afghanistan : l'envoi d'une force interarmées », *Le Journal de l'Armée du Canada*, volume 7.3/7.4 (automne–hiver 2004), p. 16–24.
- Thurrott, Lieutenant-colonel C.C. et Capitaine R.A. Bailey. « Opérations APOLLO et ATHENA : une nouvelle vision de la doctrine en matière de maintien en puissance », *Le Journal de l'Armée du Canada*, volume 8.1 (hiver 2005), p. 26–33.
- Trenholm, Capitaine S. « Leçons retenues de reconnaissance en Afghanistan », *Le Journal de l'Armée du Canada*, volume 7, numéro 3 (automne–hiver 2004), p. 40–49.
- Wagner, Eric. « Un royaume pacifique? Le mythe canadien du maintien de la paix et la guerre froide », *Revue militaire canadienne*, volume 7, numéro 4 (hiver 2006–2007), p. 45–54.
- Wells, Paul. *Right Side Up: The Fall of Paul Martin and the Rise of Stephen Harper's New Conservatism*, Toronto, McClelland & Stewart, 2006.

## Sondages

- Angus Reid Strategies. *More Canadians See Benefits for Afghan People, but a Majority Still Calls for an Early End to Mission* (en ligne), décembre 2007, [http://angusreidstrategies.com/uploads/pages/pdfs/2007.12.31\\_AfghanMission.pdf](http://angusreidstrategies.com/uploads/pages/pdfs/2007.12.31_AfghanMission.pdf) (consulté le 30 janvier 2008).
- Centre de recherche Décima. « *Les Canadiens divisés sur l'Afghanistan* », (en ligne), 7 avril 2006, [http://www.decima.com/fr/pdf/news\\_releases/060407E.pdf](http://www.decima.com/fr/pdf/news_releases/060407E.pdf) (consulté le 12 février 2008).
- Canadians Oppose Mission Extension* (en ligne), 10 juin 2007, [http://www.decima.com/fr/pdf/news\\_releases/070612AE.pdf](http://www.decima.com/fr/pdf/news_releases/070612AE.pdf) (consulté le 12 février 2008).

---

*Canadians Torn on Afghan Mission* (en ligne), 5 octobre 2006, [http://www.decima.com/fr/pdf/news\\_releases/061005E.pdf](http://www.decima.com/fr/pdf/news_releases/061005E.pdf) (consulté le 12 février 2008).

*More Oppose Than Support Extension of Mission in Afghanistan* [en ligne], 2 juin 2006, [http://www.decima.com/fr/pdf/news\\_releases/060605CE.pdf](http://www.decima.com/fr/pdf/news_releases/060605CE.pdf) (consulté le 12 février 2008).

*Rising Discomfort with Casualties* (en ligne), 10 juillet 2007, [http://www.decima.com/fr/pdf/news\\_releases/070612AE.pdf](http://www.decima.com/fr/pdf/news_releases/070612AE.pdf) (consulté le 12 février 2008).

Environics. *Canada's World Poll* (en ligne), Environics Institute, Toronto, janvier 2008, [http://www.igloo.org/community.igloo?r0=community&r0\\_script=/scripts/folder/view.script&r0\\_pathinfo=%2F%7B0f2c2935-322d-40c1-b053-6c1c022faa81%7D%2Flearnmor%2Fquizzesa%2Fpollresu&r0\\_output=xml](http://www.igloo.org/community.igloo?r0=community&r0_script=/scripts/folder/view.script&r0_pathinfo=%2F%7B0f2c2935-322d-40c1-b053-6c1c022faa81%7D%2Flearnmor%2Fquizzesa%2Fpollresu&r0_output=xml) (consulté le 30 janvier 2008).

Léger Marketing. *L'attitude des Canadiens à l'égard du conflit en Irak* (en ligne), Léger Marketing, Montréal, mars 2003, <http://www.legermarketing.com/documents/SPCLM/030331FR.pdf> (consulté le 30 janvier 2008).

Pollara, Strategic Public Opinion & Market Research. *Canadians' Opinions on The Canadian Forces (CF) and Related Military Issues*, Ottawa, Pollara, décembre 1998.

The Strategic Counsel. *A Report to the Globe and Mail and CTV: Afghanistan, Kyoto and Gun Registry* (en ligne), 25 avril 2007, [http://www.thestrategiccounsel.com/our\\_news/polls/2007-04-25%20GMCTV%20Apr%2021-24.pdf](http://www.thestrategiccounsel.com/our_news/polls/2007-04-25%20GMCTV%20Apr%2021-24.pdf) (consulté le 12 février 2008).

*A Report to the Globe and Mail and CTV: Economy, Leader Positives/Negatives, Afghanistan, Carbon Tax* (en ligne), 14 janvier 2008, [http://www.thestrategiccounsel.com/our\\_news/polls/2008-01-14%20GMCTV%20Jan%2010-131.pdf](http://www.thestrategiccounsel.com/our_news/polls/2008-01-14%20GMCTV%20Jan%2010-131.pdf) (consulté le 12 février 2008).

*A Report to the Globe and Mail and CTV: Federal Budget, Afghanistan* (en ligne), 5 mai 2006, [http://www.thestrategiccounsel.com/our\\_news/polls/2006-04-10%20GMCTV%20May3-4%20\(May%205\).pdf](http://www.thestrategiccounsel.com/our_news/polls/2006-04-10%20GMCTV%20May3-4%20(May%205).pdf) (consulté le 12 février 2008).

*A Report to the Globe and Mail and CTV: Liberal Leadership Race, Afghanistan, Gun Registry* (en ligne), 18 septembre 2006, [http://www.thestrategiccounsel.com/our\\_news/polls/2006-09-18%20GMCTV%20Sep%2014-17%20\(Sep%2018\).pdf](http://www.thestrategiccounsel.com/our_news/polls/2006-09-18%20GMCTV%20Sep%2014-17%20(Sep%2018).pdf) (consulté le 12 février 2008).

*A Report to the Globe and Mail and CTV: Middle East Conflict, Afghanistan* (en ligne), 14 août 2006, [http://www.thestrategiccounsel.com/our\\_news/polls/2006-08-14%20GMCTV%20Aug%2010-13%20\(Aug%2014\).pdf](http://www.thestrategiccounsel.com/our_news/polls/2006-08-14%20GMCTV%20Aug%2010-13%20(Aug%2014).pdf) (consulté le 12 février 2008).

*A Report to the Globe and Mail and CTV: North Korea, Afghanistan and Liberal Leadership* (en ligne), 16 octobre 2006, [http://www.thestrategiccounsel.com/our\\_news/polls/2006-10-16%20GMCTV%20Oct%2012-15%20\(Oct%2016\).pdf](http://www.thestrategiccounsel.com/our_news/polls/2006-10-16%20GMCTV%20Oct%2012-15%20(Oct%2016).pdf) (consulté le 12 février 2008).

---

*A Report to the Globe and Mail and CTV: Perceptions and Views of Canadian Armed Forces Troops In Afghanistan* (en ligne), mars 2006, [http://www.thestrategiccounsel.com/our\\_news/polls/2006-03-13%20GMCTV%20Mar9-12%20\(Mar13\)%20Afghanistan%20-%20Rev.pdf](http://www.thestrategiccounsel.com/our_news/polls/2006-03-13%20GMCTV%20Mar9-12%20(Mar13)%20Afghanistan%20-%20Rev.pdf) (consulté le 12 février 2008).

*A Report to the Globe and Mail and CTV: Perceptions of the Conservative Government, Troops in Afghanistan and Terrorism* (en ligne), 18 juillet 2006, [http://www.thestrategiccounsel.com/our\\_news/polls/2006-07-18%20GMCTV%20July%2013-16%20\(Jul%2018\).pdf](http://www.thestrategiccounsel.com/our_news/polls/2006-07-18%20GMCTV%20July%2013-16%20(Jul%2018).pdf) (consulté le 12 février 2008).

*A Report to the Globe and Mail and CTV: Public Perceptions of Immigration and Terrorism* (en ligne), 9 juin 2006, [http://www.thestrategiccounsel.com/our\\_news/polls/2006-06-09%20GMCTV%20June%207-8%20\(Jun%209\).pdf](http://www.thestrategiccounsel.com/our_news/polls/2006-06-09%20GMCTV%20June%207-8%20(Jun%209).pdf) (consulté le 12 février 2008).

*A Report to the Globe and Mail and CTV: The State of Canadian Public Opinion on Afghanistan, Conrad Black* (en ligne), 16 juillet 2007, [http://www.thestrategiccounsel.com/our\\_news/polls/2007-07-16%20GMCTV%20July%2012-15.pdf](http://www.thestrategiccounsel.com/our_news/polls/2007-07-16%20GMCTV%20July%2012-15.pdf) (consulté le 12 février 2008).

*A Report to the Globe and Mail and CTV: Trusted Canadian Institutions, Afghanistan, and Foreign Ownership* (en ligne), 18 mai 2007, [http://www.thestrategiccounsel.com/our\\_news/polls/2007-05-18%20GMCTV%20May%2014-17.pdf](http://www.thestrategiccounsel.com/our_news/polls/2007-05-18%20GMCTV%20May%2014-17.pdf) (consulté le 12 février 2008).

---

## **PUBLICATIONS DE LA DIRECTION DES CONCEPTS ET SCHÉMAS DE LA FORCE TERRESTRE**

Depuis 1997, la Direction des concepts et schémas de la Force terrestre et les organismes précédents ont publié à des documents hors série, des résultats de recherche et des rapports pour aider au développement des capacités de l'Armée de terre. La liste de publications suivantes est agencée par ordre chronologique selon l'organisation qui l'a produite au départ. On peut trouver en version électronique des publications choisies sur le site Web de la DCSFT.

### **Rapports et études publiés par la Direction — Concepts stratégiques (opérations terrestres) (1997–2002)**

Non numéroté, sans auteur, Armour Combat Vehicle Concept Paper, 19 mai 1998.

RN9801, S. Friesen, Annotated Bibliography of the Future Security Environment, août 1998.

RN9802, S. Friesen, Some Recent Trends in Major Armed Conflicts, 1988–1997, octobre 1998.

RN9901, S. Friesen, éd, In the Arena: The Army and the Future Security Environment, janvier 1999.

Non numéroté, sans auteur. Plan d'élaboration de l'Armée de l'avenir, 8 mars 1999.

RN9902, R.L. Roy, F.W.P. Cameron, Capt B. Chapman, I. Julien, Situational Awareness System Preliminary User Trial Final Report, juin 1999.

RN9903, Shaye K. Friesen, Is Warfare Becoming more Barbaric, juin 1999.

RN 9906, Roger L. Roy, Shaye K. Friesen, Historical Uses of Antipersonnel Landmines: Impact on Land Force Operations, octobre 1999.

Rapport numéro 99-2, L'environnement de sécurité de l'avenir, août 1999.

Rapport 9904, S. Friesen, Transforming An Army: Land Warfare Capabilities for the Future Army, juillet 1999.

Rapport 9905, S.M. Maloney, Un culte reconnaissable : l'évolution de l'étude et du développement des méthodes de combat dans l'Armée canadienne, 1946-1965, août 1999.

Rapport 9906, Lcol J. Hamel et coll., Expérience de l'Armée de terre n° 1 : ISTAR, décembre 1999.

Rapport 0001, Bgén E. Beno (à la retraite) et Col J. Joly (à la retraite), Capacités de maintien en puissance de l'Armée de l'avenir, mars 2000.

RN0003, Zakia Bouayed, How to Generate Data Using EBB Suite Tools, mai 2000.

RN0004, Zakia Bouayed, The Multi-Container Loading Problem, juin 2000.

---

RN0101, Zakia Bouayed, Procedures for Updating Databases in the Electronic Battlebox, novembre 2001.

Rapport 01/01, non numéroté, sans auteur. Les capacités futures de l'Armée de terre : commander, détecter, agir, protéger, maintenir en puissance, janvier 2001.

RN0102, S. Maloney, Homeland Defence, janvier 2001.

FOREX01, non numéroté, sans auteur. Expérience sur l'Armée de l'avenir : les opérations dans l'espace de bataille élargi, juin 2001.

FOREX02, non numéroté, sans auteur. Expérience sur l'Armée de l'avenir : les opérations dans l'espace de combat urbain, mai 2002.

### **Rapports parrainés par la DCSOT (2002)**

PD DLPS, DLSC, DRDC, Toronto, Report of the Army Futures Seminar — Leadership held at the Canadian Land Force Command and Staff College, Kingston, Ontario, 6–7 février 2002, février 2002.

### **Série de monographies de la DCSOT, 2003–2005**

Lcol B. Horn et P. Gizewski, dir., Vers le meilleur des mondes : l'Armée de terre canadienne au XXI<sup>e</sup> siècle, 2003.

DCSOT, La force de demain : vision conceptuelle des capacités de l'Armée de terre, 2003.

DCSOT, Objectif défini : le concept d'emploi de l'Armée de terre, Kingston, DCSOT, 31 mars 2004.

Lcol B. Horn, dir., Sur la brèche : perspectives sur le leadership dans l'Armée de terre d'aujourd'hui, 2004.

DCSOT, Crise à Zefra, 2005.

### **Publications de la série sur l'Armée de terre de demain de la DCOT/DCSOT (2006–2007)**

Godefroy, Maj. A.B., Canada's Army of Tomorrow: Assessing Concepts and Capabilities. Kingston, Direction — Concepts stratégiques (opérations terrestres), mai 2006.

Godefroy, Maj. A.B., The Army of Tomorrow Seminar Wargame Handbook, Kingston, Direction – Concepts et schémas de la Force terrestre, septembre 2006.

Godefroy, Maj. A.B., Opérations terrestres 2021 : opérations adaptables et dispersées — Le concept d'emploi de la force de l'Armée de terre canadienne de demain, Kingston, Direction — Concepts et schémas de la Force terrestre, juin 2007.

---

## Série de documents JADEX (de 2007 à aujourd'hui)

N° 1 Regan Reshke, Conflits armés : la prochaine génération — Technologies et tendances mondiales en émergence, novembre 2007.

N° 2 Major Sean Hackett, La modularité dans l'Armée de terre canadienne : dispersion, commandement, et synthèse de toutes les parties, décembre 2007.

N° 3 Major Tod Strickland, Des Boers aux talibans : le changement de la perception canadienne de la guerre, mars 2011